



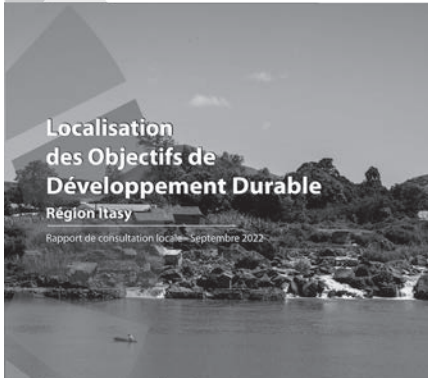
REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

Localisation des Objectifs de Développement Durable

Région Itasy

Rapport de consultation locale – Septembre 2022





Localisation des Objectifs de Développement Durable

Région Itasy

Rapport de consultation locale - septembre 2022



Tous droits réservés,
© Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation / PNUD - 2024

Photo de couverture : vue sur le lac Kavitaha
Région Itasy, Mars 2024

Ce document a été élaboré, édité et publié avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'Appui Institutionnel à l'Effectivité de la Décentralisation (AIED), en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Ce programme vise à appuyer la mise en oeuvre du processus de décentralisation, promouvoir le développement local inclusif et créer des conditions favorables au renforcement des capacités de résilience des communautés.

Pour plus de détails, contactez



Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Immeuble Patte d'Éléphant
Anosy
101 - Antananarivo, Madagascar
www.mid.gov.mg



Programme des Nations Unies pour le développement
Maison Commune des Nations Unies
Zone Galaxy Andraharo - Rue Dr Raseta, BP 1348
101 - Antananarivo - Madagascar
www.undp.org/madagascar

Coordination Technique

Onja RAKOTO PNUD / AIED

Fara ROBSON PNUD / AIED

Equipe de rédaction

Louis Joseph RAJOHNSON Consultant national

Onja RAKOTO PNUD / AIED

Équipe d'appui

Eric Norbert RAMILISON PNUD

Hasina ANDRIANAVALONA MEF

Esperance Aimée ANDRIAMALALA MEF

Donat RAKELY MEF

Naly RAJERISON MID

Herbert Leonard ANDRIAMIHAJA MID

Design et mise en forme

M. V. Rafanjaharisoa



Sommaire

Préface.....	5
Avant-propos.....	7
Sigles et acronymes.....	8
Liste des tableaux et des figures.....	9
Résumé exécutif.....	10
Introduction.....	11
Section 1.	
Contexte de développement de la Région Itasy.....	13
1.1. Contexte administratif.....	14
1.2. Contexte physique.....	14
1.3. Contexte socio-économique.....	15
1.4. Les contraintes de développement de la Région.....	25
Section 2.	
Alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD.....	27
2.1. RIA - Évaluation Intégrée Rapide.....	28
Section 3.	
Priorisation des cibles ODD au niveau de la Région Itasy.....	35
3.1. Cartographie des cibles prioritaires.....	36
3.2. Les propos qui suivent justifient la description de la priorisation et la justification de la priorisation des cibles ci-dessus.....	37
Section 4.	
Mapping des sources.....	51
Section 5.	
Perspectives.....	57
5.1. Méthodologie de constitution des paquets intégrés d'interventions.....	58
5.2. Résultats de la constitution des paquets intégrés d'interventions..	68
5.3. Les conditions de mise en oeuvre.....	86
5.4. Le mécanisme de financement et de suivi.....	87
Conclusion.....	88
Annexes.....	91
Annexe 1. Termes de référence de la mission de localisation des objectifs de développement durable (ODD).....	92
Annexe 2. Méthodologie de réalisation de l'alignement des stratégies de développement régional aux ODD.....	95
Annexe 3. Note pour priorisation.....	98
Annexe 4. Méthodologie de constitution des paquets intégrés de cibles et d'interventions.....	104
Annexe 5. Liste des acteurs régionaux.....	108

Préface

Madagascar, au même titre que les 192 autres États membres des Nations Unies, a adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030 qui se décline en 17 objectifs de développement durable à atteindre. Le nouveau défi auquel s'est convenu le concert des Nations était de mettre en œuvre un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et pour les partenariats, selon un principe phare de « ne laisser personne de côté » et de pouvoir affirmer d'ici dix ans que notre génération aurait réussi à mettre fin à l'extrême pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices et régler le problème du changement climatique.

La réalisation des ODD dépend de la capacité des gouvernements régionaux et locaux à s'approprier entièrement l'Agenda 2030, d'en être les portes-flambeaux en assumant un leadership local, mais surtout de le mettre en œuvre à travers tous les outils, stratégies, et documents de planification du développement local. Nous félicitons l'engagement du Gouvernement de Madagascar, des collectivités locales, et de l'ensemble des acteurs de développement du pays à s'intégrer dans cette dynamique. En effet, Madagascar s'est appropriée l'agenda 2030 en ayant déjà identifié en 2017 les ODD prioritaires pour le pays avec des cibles et indicateurs liés aux priorités nationales. La localisation des ODD est la continuité de cette démarche pour que le développement territorial soit intégré, inclusif et durable, et que les acteurs de développement puissent disposer d'outils pour développer des cadres, politiques et stratégies cohérents, répondant aux priorités locales, pour relever les multiples défis de la réduction de la pauvreté, de la promotion de la bonne gouvernance, et de la protection de l'environnement.

Je suis fière et honorée de vous présenter ces rapports régionaux de priorisation des ODD pour les Régions Androy, Anôsy, Atsimo Andrefana, Menabe, Amoron'Imania, Analamanga, Atsinanana, Boeny, Ihorombe, SAVA et Itasy. Le PNUD est honoré d'avoir accompagné leur élaboration sous le leadership conjoint du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et du Ministère de l'Economie et des Finances. Nous reconnaissons les efforts fournis par les acteurs régionaux et locaux, les Ministères sectoriels à travers les services techniques déconcentrés et les collègues des agences du Système des Nations Unies comme la FAO, l'OIT, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF, qui se sont engagés dans ce processus. Ils ont mis leurs connaissances et leurs compétences au service d'un exercice participatif qui a conduit à un auto-diagnostic des défis, des potentialités, des enjeux de développement pour aboutir au choix des cibles

prioritaires pour chacune des régions ciblées par cet accompagnement du PNUD. Les paquets d'interventions ou projets prioritaires sont définis avec des indicateurs clairs pour que l'effet transformateur de l'Agenda 2030 devienne une réalité pour Madagascar. La disponibilité de ces rapports régionaux de priorisation des ODD nous invite à considérer le changement de paradigme dans la planification du développement en considérant la base, la population tout en nous appelant à revisiter nos modes opératoires pour plus de synergie, de complémentarité, de rationalisation, notamment dans un contexte de relèvement post COVID-19.

Ce rapport interpelle également toutes les parties prenantes du développement, notamment les Partenaires Techniques et Financiers, à unir nos efforts dans l'esprit de la Déclaration de Paris, en matière d'alignement, d'harmonisation et de partage de responsabilité, pour l'atteinte des objectifs de développement durable au niveau régional.

Par ailleurs, il nous faudra contribuer à la mise en place des cadres, outils, ressources permettant une gestion axée sur les résultats de développement pour le suivi et l'évaluation des indicateurs de performance et mesurer nos progrès communs dans l'atteinte des ODD dans les Régions.

Je vous remercie de vous joindre à nous dans l'appropriation et la mise en œuvre des rapports régionaux de localisation des ODD. Le PNUD pour sa part reste engagé à soutenir les efforts pour atteindre ces objectifs, tant au niveau national que régional.



Natasha van Rijn

Natasha van Rijn
Représentante Résidente
PNUD Madagascar

En septembre 2015, sous l'égide des Nations Unies, la communauté internationale a adopté un nouvel agenda international pour le développement, « l'Agenda 2030 pour le développement durable ». Il pose le cadre de transformation de notre monde, visant à en éradiquer la pauvreté et à assurer sa transition vers un développement durable. A cet effet, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté un programme de mise en œuvre de l'Agenda 2030 avec les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) assortis de 169 cibles. Les ODD visent à mettre fin à l'extrême pauvreté, combattre les inégalités et les discriminations, protéger la planète et ses ressources, et créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, dans un monde plus équitable, prospère et paisible.

Le Système des Nations Unies à Madagascar, à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement, a accompagné dès 2016 les initiatives de l'État malagasy, et plus particulièrement celles du Ministère de l'Économie et du Plan, dans la mise en œuvre des ODD. Plusieurs consultations nationales et régionales ont été réalisées en vue d'intégrer les Objectifs de Développement Durable dans les documents nationaux et régionaux de planification de Madagascar, dont le PND (Plan National de Développement).

Ces consultations ont abouti à l'adoption de 64 cibles prioritaires des ODD, assorties de 85 indicateurs, consignés dans le Rapport national de priorisation des ODD de Madagascar, adopté avec toutes les parties prenantes, les cadres et techniciens des départements ministériels, les représentants de la société civile malagasy, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers. La priorisation des ODD tient compte des spécificités du pays, de ses contraintes, et de ses priorités en matière de développement. Les populations ont été associées à cet exercice de planification à travers plusieurs ateliers de sensibilisation et d'échanges sur les ODD.

Le principe fondamental de l'Agenda 2030 pour le développement durable est « de ne laisser personne pour compte ». Notre devoir est de transcrire ce principe dans nos actions à tous les niveaux, national, régional, local et dans tous les domaines. Les cibles retenues doivent donc être déclinées en actions qui tiennent compte de ce principe.

L'Agenda 2030 aura un effet transformateur uniquement s'il est mis en œuvre et entièrement réalisé au niveau local. Par conséquent, la localisation de l'Agenda est la seule façon d'obtenir des impacts concrets et positifs sur la vie des personnes. Cela implique l'ancrage des ODD dans les pratiques au niveau local, ainsi que la reconnaissance et la valorisation du leadership local pour encourager le changement.

Contrairement aux OMD, les ODD sont conçus pour maximiser l'appropriation locale, les ODD partent du principe de « ne laisser personne pour compte » et engagent ainsi les dirigeants à donner la priorité aux politiques et aux approches qui accélèrent les projets pour les plus défavorisés.

L'atteinte de l'Agenda 2030 n'est possible qu'à condition que les acteurs de développement locaux puissent adopter de nouvelles approches, analyser et ajuster leurs initiatives jusqu'à ce qu'elles donnent les résultats voulus. La réalisation des ODD dépend plus que jamais de la capacité des gouvernements locaux et régionaux à promouvoir un développement territorial intégré, inclusif et durable qui nécessite de nombreux investissements aux niveaux infranational et local mis en œuvre par les autorités locales elles-mêmes.

L'exercice de localisation des ODD mené à Madagascar dans onze régions, est une étape fondamentale pour ancrer l'appropriation des ODD au niveau de toutes les parties prenantes dans les Régions et véritablement lancer un processus de transformation de la planification locale du développement autour des principes d'universalité, de ne laisser personne pour compte, de durabilité, des droits humains, qui sous-tendent l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Ce rapport de priorisation des ODD de la Région Itasy est issu de ce processus qui a pour ambition d'accoucher une dynamique de transformation locale avec un impact concret et positif sur la vie des populations, notamment les plus vulnérables.

L'action du Gouvernement, des autorités régionales, des communautés locales, des partenaires au développement et de toutes les parties prenantes doit maintenant se focaliser sur l'atteinte des cibles retenues. Il est venu maintenant le temps de l'action pour que l'espoir suscité par l'Agenda 2030 soit réalisé.

Sigles et acronymes

AFI-D	Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement
AIED	Appui Institutionnel pour l'Effectivité de la Décentralisation
ASAMA	Action sociale d'appoint pour les malgaches adolescents - Alphabétisation pour les Jeunes
CC	Changement Climatique
CECJ	Centre d'Ecoute et de Conseils Juridiques
CEG	Collège d'Enseignement Général
COGELI	Comité de Gestion du Lac Itasy
CRM	Commandement de Régiment Militaire
CSB	Centre de Santé de Base
CRENI	Centre de Récupération Nutritionnelle Intensive
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DIREDD	Direction Interrégionale de l'Environnement et de Développement Durable
DIRPOP	Direction Régional de la Population
DREA	Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
DRICA	Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
DRSP	Direction Régionale de la Sante Publique
EPP	Ecole Primaire Publique
EVA	Education à la Vie et à l'Amour
FOFIFA	Foibe Fikarohana Fambolena
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
INSTAT	Institut National de la Statistique de Madagascar
MDF	Madagascar Development Fund
MEF	Ministère de l'Economie et du Finance
MICS	Multi Indicators Clusters Survey
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
ODD	Objectif de Développement Durable
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ORN	Office Régional de la Nutrition
PAGLI	Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy
PARN	Système VOUCHER, soin gratuit pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD	Plan Régional de Développement
PRDR	Plan Régional de Développement Rural
PROTECT	Projet de recherche sur la protection sociale dans la Région Itasy avec l'Université de Bordeaux
PTA	Plan de Travail annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
RGPH	Recensement General de la Population et de l'Habitat
RIA	Rapid Integrated Assessment
SRAT	Schéma Régional d'Aménagement de Territoire
SRTPOPO	Service Régional de la Topographie
STD	Service Technique Déconcentré de l'État
TPE	Très Petite Entreprise
TPI	Tribunaux de Première Instance
VOI	Vondron'Olona Ifotony

Glossaire changement climatique

Termes	Définitions selon le GIEC, l'UNDRR ou la CCNUCC
Adaptation	Démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences. Pour les systèmes humains, il s'agit d'atténuer les effets préjudiciables et d'exploiter les effets bénéfiques. Pour les systèmes naturels, l'intervention humaine peut faciliter l'adaptation au climat attendu ainsi qu'à ses conséquences (GIEC).
Aléa	Survenue potentielle d'un phénomène naturel ou induit par l'homme ou une tendance, ou un impact physique, pouvant entraîner la perte de la vie, des blessures, ou d'autres impacts sur la santé, ainsi que des dommages et des pertes aux biens, aux infrastructures, aux moyens de subsistance, à la prestation de services, aux écosystèmes et aux ressources environnementales (UNDRR).
Capacités (d'adaptation)	Faculté d'ajustement des systèmes, des institutions, des êtres humains et d'autres organismes, leur permettant de se prémunir contre d'éventuels dommages, de tirer parti des opportunités ou de réagir aux conséquences (GIEC).
Changements climatiques	Changements qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables (CCNUCC).
Exposition	Présence de personnes, de moyens de subsistance, d'espèces ou d'écosystèmes, de fonctions environnementales, de services et de ressources, d'infrastructures ou de biens économiques, sociaux ou culturels dans des zones susceptibles d'être affectées négativement.
Gestion des Risques de Catastrophes	Action d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer des stratégies, politiques et mesures destinées à mieux comprendre les risques de catastrophes, à favoriser la réduction et le transfert de ces risques et à promouvoir l'amélioration constante de la préparation à une catastrophe, des réponses à y apporter et du rétablissement postérieur, dans le but explicite de renforcer la protection des personnes, leur bien-être, la qualité de vie, la résilience et le développement durable.
Résilience	Capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à faire face à un événement, une tendance ou une perturbation dangereuse, en répondant ou en se réorganisant de manière à maintenir la capacité d'adaptation, d'apprentissage, et de transformation (Glossaire du Rapport spécial sur la gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique, SREX). Selon le Groupe de travail RRC au sein des Nations Unies (2016) : Mise en œuvre de politiques et stratégies de réduction des risques visant à empêcher l'apparition de nouveaux risques, à réduire ceux qui existent et à gérer le risque résiduel, afin de renforcer la résilience et de limiter les pertes dues aux catastrophes.
Risque	Résultant de l'interaction entre la vulnérabilité, l'exposition et l'aléa (ou le danger) : il est défini comme potentiel de conséquences, dans lequel quelque chose de valeur est en jeu, et dont l'issue est incertaine. Selon le Groupe de travail RRC au sein des Nations Unies (2016) Catastrophe : Risque de pertes en vies humaines, de blessures, de destruction ou de dégâts matériels pour un système, une société ou une communauté au cours d'une période donnée, dont la probabilité est déterminée en fonction du danger, de l'exposition, de la vulnérabilité et des capacités existantes
Vulnérabilité	Propension ou prédisposition à être affectée de manière négative. La vulnérabilité recouvre plusieurs concepts et éléments, notamment la sensibilité d'être atteint et le manque de capacités, telles que les capacités à anticiper, faire face et récupérer. La vulnérabilité se caractérise à travers différentes dimensions (par exemple sociale, économique, environnementale, institutionnelle, culturelle)

Liste des tableaux et figures

Tableau 1	Répartition de la population des Communes urbaines.....	15
Tableau 2	Répartition de la population par lieu de résidence.....	15
Tableau 3	Répartition de la population par lieu de résidence, par sexe.....	16
Tableau 4	Répartition de la population par sexe.....	16
Tableau 5	Indicateurs sur l'égalité de sexe.....	16
Tableau 6	Effectif des ménages selon le sexe du chef de ménage.....	16
Tableau 7	Répartition des ménages.....	16
Tableau 8	Indicateurs de mortalité maternelle.....	16
Tableau 9	Indicateurs de mortalité infanto-juvénile.....	18
Tableau 10	Répartition des enfants de moins de 1 à moins de 5 ans.....	18
Tableau 11	Taux brut de mortalité en ‰ et espérance de vie à la naissance	18
Tableau 12	Répartition des personnes âgées.....	18
Tableau 13	Population des enfants d'âge scolaire 3-25 ans.....	18
Tableau 14	Répartition en % des 6 ans et plus par niveau d'instruction.....	18
Tableau 15	Effectif des enfants scolarisables par tranche d'âge.....	18
Tableau 16	Répartition en % niveau atteint des 6-25 ans	18
Tableau 17	Répartition (en %) par niveau d'études atteint de population âgée de 6 à 25 ans déscolarisée	18
Tableau 18	Répartition de la population âgée de 11 ans ou plus par aptitude à lire et écrire une langue.....	19
Tableau 19	Répartition des ménages agricoles selon la branche d'activité et le milieu de résidence	20
Tableau 20	Principaux sites touristiques.....	22
Tableau 21	Types de tourisme possibles en Itasy	24
Tableau 22	Ratio de pauvreté (H) Intensité de la pauvreté (A) Vulnérable à la pauvreté extrême Pauvreté effectif de la population.....	24
Tableau 23	Partie I : ODD 1 - ODD6 Volet Social	28
Tableau 24	Partie II : ODD7 - ODD 11 Volet Économique	29
Tableau 25	Partie III : ODD 12 - ODD 15 Volet Capital Naturel	30
Tableau 26	Partie IV : ODD 16 Volet Gouvernance.....	31
Tableau 27	Cartographie des cibles priorisées.....	36
Tableau 28	Répartition (en %) de la population masculine âgée de 12 ans et plus par statut matrimonial.....	42
Tableau 29	Données issues de l'INSTAT et du MICS 2018	52
Tableau 30	Activités phares concernant les textes.....	70
Tableau 31	Activités phares concernant la sécurité.....	71
Tableau 32	Activités phares concernant l'élaboration des documents de travail.....	72
Tableau 33	Activités phares concernant la gouvernance et la corruption	73
Tableau 34	Activités phares concernant la Gouvernance et l'environnement	74
Tableau 35	Interventions concernant la Gouvernance	76
Tableau 36	Interventions concernant les pratiques culturelles.....	78
Tableau 37	Interventions concernant l'organisation paysanne	79
Tableau 38	Interventions concernant la concurrence, la maîtrise des coûts de production et l'accès aux marchés.....	80
Tableau 39	Interventions concernant le tourisme	80
Tableau 40	Interventions concernant les produits miniers.....	81
Tableau 41	Interventions concernant les parcs industriels.....	82
Tableau 42	Interventions concernant l'environnement.....	84
Figure 1	Localisation de la Région Itasy.....	14

Le processus de localisation des ODD au niveau infranational est une suite logique de la démarche nationale de priorisation. C'est le processus de prise en compte des contextes régionaux et locaux dans la réalisation de l'Agenda 2030, en partant de la fixation d'objectifs et de cibles, jusqu'à la détermination des moyens de mise en œuvre et à l'utilisation d'indicateurs pour mesurer et suivre les progrès. Les trois grands aspects du processus de localisation des ODD ont été pris en compte ; déclinaison territoriale de la priorisation nationale des cibles des ODD, la définition des paquets d'interventions pour la mise en œuvre des ODD dans la Région et la réalisation du mapping des sources de données pour les indicateurs de suivi.

Dans un processus participatif et inclusif, les travaux de localisation des ODD ont permis de (i) passer en revue les documents de planification régionale pour évaluer leur degré d'alignement sur les ODD, (ii) de définir pour la Région un ensemble de cibles à retenir comme prioritaires, (iii) de retenir les paquets d'interventions à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre des ODD dans la Région et (iv) de retenir les indicateurs devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre.

La localisation des ODD a permis de retenir un ensemble de cinquante-six (56) cibles prioritaires pour la Région Itasy, hormis les quarante-trois (43) cibles de mise en œuvre et les dix-neuf (19) cibles de l'ODD 17 sur le partenariat pour la réalisation de l'Agenda. En ce qui concerne la mise en œuvre effective des ODD dans la Région Itasy, 163 interventions phares ont été retenues et 61 indicateurs ont été préconisés au niveau régional. Ces activités se répartissent en 87 activités phares pour le paquet basé sur la gouvernance, 45 sur celui de l'économie et 31 pour la préservation de l'environnement.

L'Agenda 2030 aura un effet transformateur avec des impacts concrets et positifs sur la vie des personnes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes si les collectivités locales et les acteurs au développement de la Région Itasy œuvrent pour la réalisation effective des interventions retenues lors de ces travaux de localisation des ODD.

Madagascar vient de sortir d'une décennie de crises politiques cycliques aggravées par la pandémie de covid-19 depuis 2019 qui ont fortement accentué la paupérisation de la population de la Grande Île et entravé tous les efforts de développement entrepris. L'Agenda 2030 constitue une opportunité devant servir de catalyseur à l'émergence et au développement du pays. Toutefois, la réussite de la mise en œuvre de cet agenda dépend largement de son degré d'appropriation par les acteurs au développement et de la manière dont chaque Région le mettra en œuvre. En effet, l'une des causes des résultats mitigés des OMD est l'approche descendante (top-down) utilisée dans sa définition et sa mise en œuvre. Cette approche a entraîné une appropriation et un alignement tardifs des OMD sur la planification des pays. Les Nations Unies ont capitalisé cette leçon apprise des OMD et ont adopté la démarche ascendante (bottom-up) pour la définition et la mise en œuvre des ODD.

L'Agenda 2030 aura davantage d'effets transformateurs uniquement s'il est mis en œuvre et entièrement réalisé au niveau local. La localisation de l'Agenda reste donc la seule façon d'obtenir des résultats concrets et positifs sur la vie des personnes. Les ODD fournissent un cadre de politique de développement autour duquel les gouvernements locaux et régionaux et d'autres acteurs

du développement (organisations internationales, sociétés civiles et universitaires) peuvent soutenir la réalisation des objectifs régionaux. C'est dans cette optique que le PNUD a accompagné le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le Ministère en charge de la Planification (actuellement le Ministère de l'Economie et des Finances, et précédemment le Ministère de l'Economie et du Plan) à appuyer les Régions dans le processus de localisation des ODD dans onze Régions cibles de Madagascar, dont la Région Itasy.

Dans un processus participatif et inclusif, l'atelier de localisation des cibles des ODD a permis de (i) passer en revue les documents de planification régionale pour évaluer leur degré d'alignement sur les ODD, de (ii) définir pour la Région un ensemble de 59 cibles prioritaires, dont 56 incluent les priorités nationales et de (iii) retenir les 61 indicateurs disponibles devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre. Le présent rapport présente les résultats de ce processus de priorisation des ODD au niveau de la Région Itasy. Il est structuré en cinq sections qui présentent, successivement, le contexte de développement de la Région, les résultats de l'alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD, les résultats de la priorisation des cibles des ODD au niveau de la Région, le mapping des sources pour le suivi des progrès, et les perspectives.



Section 1.
Contexte de développement
de la Région Itasy



1.1. Contexte administratif

La Région Itasy est située entre 46°10' et 47° de longitude Est, entre 19°39' et 19°25' de latitude Sud, sur une altitude variant de 950 m à 1.300 m en moyenne.

Située presque au cœur de la Province d'Antananarivo, la Région Itasy est délimitée par les régions Analamanga au Nord-Est, Bongolava au Nord-Ouest et Vakinankaratra au Sud et Sud-Est.

Elle est formée par les trois Districts : Arivonimamo, Miarinarivo et Soavinandrina. Elle compte au total 572 Fokontany, 53 Communes et 39 Arrondissements, sur une superficie totale de 6.570 km². Son Chef-lieu, Miarinarivo, est localisé à 88 km et sa limitrophe à 11 km de la Capitale, sur la RN1. La Région est desservie par les Routes Nationales RN1 et RN43.

1.2. Contexte physique

1.2.1. Climat

Le climat de la Région se caractérise par 2 saisons bien distinctes avec 5 mois de saison pluvieuse et 7 mois de saison sèche. La température moyenne est de 22 à 25°C et la pluviométrie oscille entre 800 et 1.000 mm par an dans la zone Est et Centre et entre 900 et 1.100 mm dans la zone Ouest. Ces saisons climatiques sont actuellement perturbées par l'impact du changement climatique. En effet, la Région est confrontée à des problèmes de retard et de raccourcissement de la saison de pluies, de même pour la variation excessive de la température qui tend à s'élever.

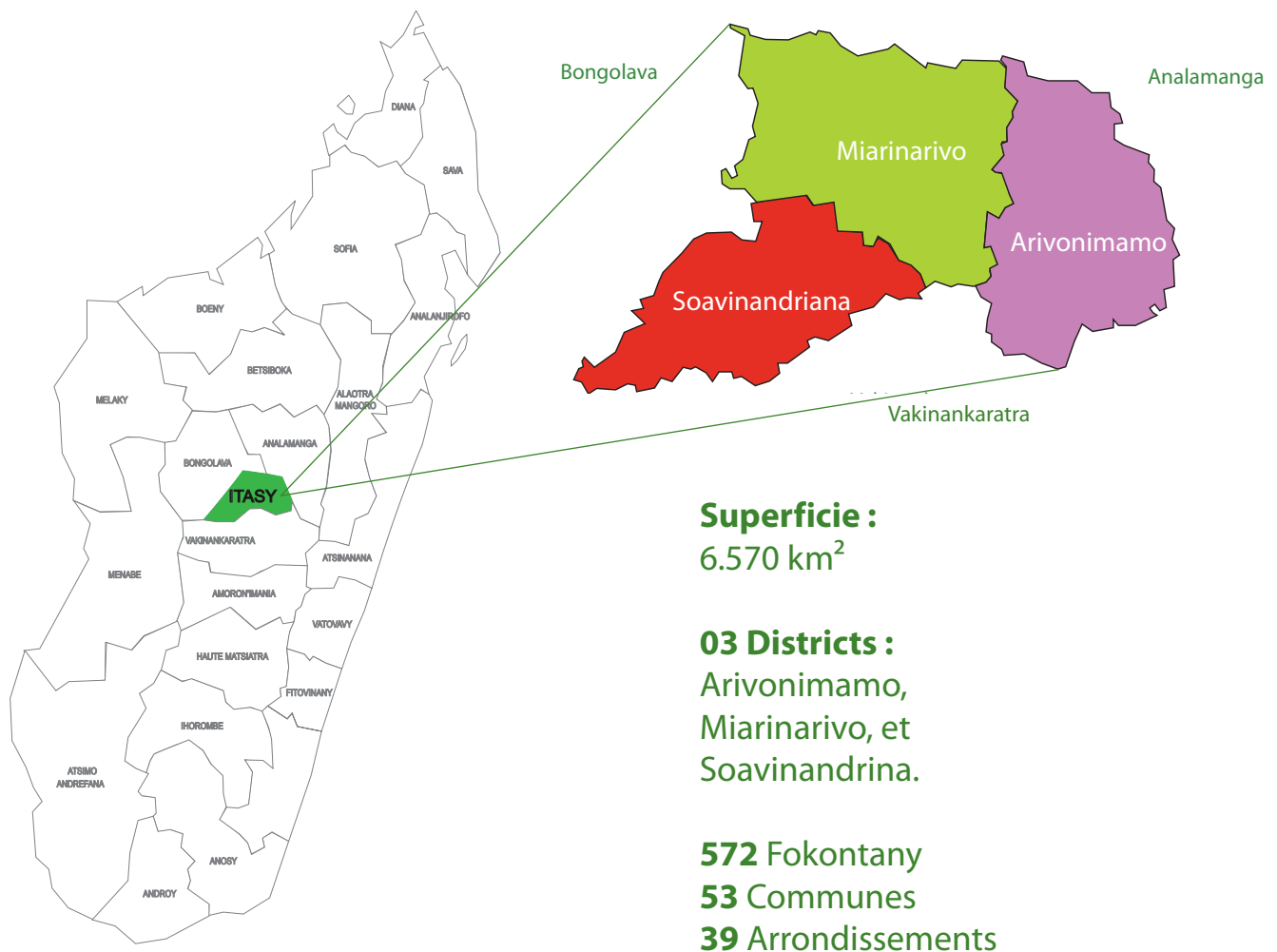


Figure 1 : Localisation de la Région Itasy

¹Boolet Itasy.cdr; Guide Région Itasy, Cette brochure présentée par Monsieur le Gouverneur de la Région présente succinctement l'essentiel de ce qu'il faut connaître sur Itasy, p.1.

1.2.2.

Relief

La Région est riche en paysage naturel, trois grands types de reliefs caractérisent la Région Itasy. A l'Est, les piedmonts de l'Ankaratra constituent des massifs aux versants convexes qui retombent sur des vallées de largeur variable (Secteurs de la partie orientale d'Arivonimamo et de l'Imerintsiatosika). Au Centre, on rencontre les hauts massifs caractérisés par un relief très accidenté aux pentes très fortes et à vallées très encaissées (secteurs de Soamahamania et de Miarinarivo). A l'Ouest, le complexe du lac Itasy offre dans sa partie occidentale un relief plus aéré avec des plaines et des vallées plus larges (Secteurs d'Analavory, d'Ifanja et de Soavinandriana).

1.2.3.

Pédologie

Trois types de sols caractérisent la Région Itasy :

- Les sols d'alluvions, ou baiboho, aux aptitudes culturales élevées sur les berges du lac Itasy et le long des larges vallées d'Analavory et d'Ifanja
- Les sols volcaniques très fertiles des secteurs Ouest et Sud-Ouest de Soavinandriana et du Sud d'Analavory
- Les sols ferrallitiques, aux fertilités médiocres, des massifs dégradés : Axe Soamahamania et Miarinarivo, et secteur Manalalondo à l'Ouest jusqu'à Ambohimandry à l'Est.

1.2.4.

Hydrologie

La Région Itasy est une région très riche en réseau hydrographique aussi bien pour les eaux courantes que les eaux stagnantes. Ainsi, on décompte 58 rivières et cours d'eau dont 21 à Miarinarivo, 17 à Arivonimamo et 20 à Soavinandriana et 3.500 ha de superficie en réseaux lacustres, dont un grand situé à Ampefy et 51 petits et moyens lacs à Miarinarivo, à Soavinandriana et à Arivonimamo.

Population :

898.549 dont 49,54% de femmes et 50,46% d'hommes

1.3.

Contexte socio-économique

1.3.1.

Contexte démographique

La Région comprend 898.549² habitants dont 445.081 des femmes et 453.468 des hommes repartis de façon inégale dans les 53 communes qui constituent la Région. La densité moyenne régionale est de 136 habitants au km². Les communes urbaines enregistrent une densité assez élevée par rapport aux zones rurales.

	Superficie (Km ²)	Population urbaine (hab.)	% population urbaine	% population de la Région Itasy
Miarinarivo	2 818	13 109	1,5	1,5
Arivonimamo	162	28 324	0,6	3,2
Imerintsiatosika	173	69 953	1,4	7,8
Soavinandriana	1 856	40 045	0,8	4,5

Tableau 1 : Répartition de la population des Communes urbaines

La Commune Urbaine d'Imerintsiatosika du District d'Arivonimamo enregistre le plus grand nombre d'habitant avec 69.953 et une densité de 404,4 habitants au km². Cette situation s'explique par le fait de sa proximité de la Région Analamanga et sa position géographique. En effet, le passage de la RN1 sur cette commune, la disponibilité de l'électricité et beaucoup d'autres équipements de base facilitent l'installation de la population. Toutefois, en l'absence d'un cadre d'urbanisme bien mesuré, l'occupation risque de devenir anarchique et constituera un problème majeur pour la Région.

Vient en deuxième position la Commune urbaine de Soavinandriana, une zone productive mais également à proximité de Bongolava et de Vakinankaratra. Les actions de 'dahalo' constituent un problème majeur d'insécurité lié aux vols de zébus. L'installation de l'Université lui donne une place privilégiée pour la disposition des ressources humaines de qualité et la facilitation des recherches pour le développement.

Lieu de résidence	Milieu urbain	Milieu rural	Ensemble
Population	151 431	747 118	898 549
Taux d'urbanisation	16,9%		

Tableau 2 : Répartition de la population par lieu de résidence

² Les informations sont tirées, sauf mention particulière, du dernier recensement général de la population et de l'habitation effectué en 2018 (INSTAT, Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation, tome 1, décembre 2020).

L'économie de la Région est basée sur les productions agricoles. Même en milieu urbain, 80,3% de la population s'adonne à l'agriculture.

	Urbain			Rural		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Effectif	75 405	76 026	151 431	378 063	369 055	747 118
Pourcentage	8,4	8,5	17,0	42,0	41,0	83,0

Tableau 3 : Répartition de la population par lieu de résidence, par sexe

La Région est également caractérisée par le fait qu'il y a plus d'hommes que de femmes parmi les habitants (*Source RGPH 2018*).

Hommes	Femmes	Ensemble	% d'hommes	% de femmes	Densité au km ²
453 468	445 081	898 549	50,46	49,54	136,6

Tableau 4 : Répartition de la population par sexe

L'enquête MICS 2018 fait état d'une plus grande ampleur de la violence à l'encontre des femmes, avec des valeurs des indicateurs de violence qui représentent parfois le double de leurs équivalents nationaux (cas de la violence sexuelle). Cela pourrait être dû au déséquilibre en termes de masculinité dans la Région.

Indicateurs	Régional	National	Période
5.2.1 Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (sexuelle)	14,34	7,1	2018
5.2.1b GRPH Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (physique)	12,5	7	2018
5.2.1.c Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (émotionnelle)	28,9	23	2018
5.2.1.d Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (au moins l'une des 3 violences)	51,6	41,3	2018
5.3.1.a Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	6,3	12,7	2018
5.3.1.b Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	34	40,3	2018

Tableau 5 : Indicateurs sur l'égalité de sexe

	Hommes	Femmes	Ensemble
Effectif	170 736	34 091	204 827
Taille moyenne	4,6	3,2	4,4
Age médian	39,0	47,0	40,0

Tableau 6 : Effectif des ménages selon le sexe du chef de ménage

Le pourcentage de femmes chefs de ménage donne une idée de l'extrême pauvreté dans un environnement où prévalent les problèmes fonciers. Le pourcentage de femmes chefs de ménages est de 16,6%. La répartition d'âge se présente comme suit :

	Ménages	Population	Taille moyenne
Urbain	37 235	151 431	4,1
Rural	167 592	747 118	4,5
Total	204 827	898 549	4,4

Tableau 7 : Répartition des ménages

Cette taille moyenne des ménages explique pourquoi plus de 90% des logements sont classés « taudis ».

1.3.2. Contexte Social

1.3.2.1. Santé

La santé n'est pas seulement la base de l'économie et de l'environnement pour disposer d'une population active convenable, c'est également un droit humain.

	EDS 2003-2004	2008-2009	MICS 2018	RGPH 3
Ratio pour 100 000	469	498	426	408
Taux de mortalité maternelle	0,8	0,8	0,7	0,6

Tableau 8 : Indicateurs de mortalité maternelle

Selon le Rapport sur la Mortalité Maternelle (RMM), Itasy figure parmi les Régions qui enregistrent les plus faibles ratios avec 159 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes. Néanmoins, la valeur du taux de décès maternels représente plus du double des 70 pour 100.000 fixés internationalement à atteindre d'ici 2030.

Il y eut une réduction du taux de mortalité entre 2003 et 2018. La Région envisage de mettre en place un laboratoire de compétence pour réduire encore ce taux. La stratégie consiste à renforcer les compétences des responsables dès qu'un cas apparaît au niveau du site, et pour la maternité et les enfants.

En ce qui concerne la mortalité infanto-juvénile, la situation se présente comme suit :



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

159 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes



2 FAIM «ZÉRO»

L'agriculture emploie 89,2% des femmes et 87,5% des hommes



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

1,2% atteignent les niveaux supérieurs sur un effectif de 748.276



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

37,37% de la population ont accès à l'eau potable



7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE

La JIRAMA approvisionne 41,2% des Communes, avec 6.517 abonnés



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5 agences de microfinance y sont représentées



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

3.500ha de plans d'eau propices à la pisciculture



11 VILLES ET COMMUNALES DURABLES



Sexe	Enfant			Jeune			Infanto-juvénile		
	M	F	E	M	F	E	M	F	E
Taux de mortalité pour 1000	43,44	25,46	34,53	17,70	7,37	12,59	60,38	32,64	46,68

Tableau 9 : Indicateurs de mortalité infanto-juvénile

Age	Total	1 an	-5 ans	% -5 ans	% population régionale
Effectif	898 549	26 691	126 573	3,4	14,1

Tableau 10 : Répartition des enfants de moins d'1 à moins de 5 ans

Dans le cas général :

Taux brut de mortalité (‰)			Espérance de vie à la naissance	
Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme
6,48	4,07	5,29	65,55 ans	72,43 ans

Tableau 11 : Taux brut de mortalité ‰ et espérance de vie à la naissance

60 ans et plus	Urbain	Rural	Total
Effectif	7 161	32 715	39 836
Pourcentage	5,2	4,8	4,9
4 ^{ème} âge	710	3 234	3 944

Tableau 12 : Répartition des personnes âgées

1.3.2.2. Éducation

Niveau	Pré-scolaire	Primaire	1 ^{er} cycle	2 ^{ème} cycle	Ensemble	Supérieur
	3-5 ans	6-10 ans	11-14 ans	15-17 ans	11-17 ans	18-25 ans
Effectif	73 024	118 629	96 450	66 539	162 989	142 741
Part de population	3,2	3,3	3,7	3,5		

Tableau 13 : population des enfants d'âge scolaire 3-25 ans

Les responsables régionaux doivent fournir plus d'efforts pour améliorer la qualité de l'éducation et l'accessibilité aux établissements scolaires.

Aucun niveau	Primaire	Cycle 1	Cycle 2	Supérieur	Effectif total
7,9	67,2	17,6	6,1	1,2	748 276

Tableau 14 : Répartition en % des 6 ans et plus par niveau d'instruction

3-5 ans	6-10 ans	11-14 ans	15-17 ans	18-25 ans
73 024	118 629	96 450	66 539	142 741

Tableau 15 : Effectif des enfants scolarisables par tranche d'âge

Classe achevée	CP1	CP2	CE	CM1	CM2	Niveau Supérieur	Ensemble de l'effectif
0,6	5,9	10,8	15,1	19,0	47,6	0,4	149 332

Tableau 16 : Répartition en % niveau atteint des 6-25 ans

En milieu urbain, 9 enfants sur 20 atteignent le niveau secondaire, et plus de la moitié atteignent le niveau primaire mais en milieu rural, le cas est différent. Les forces de l'ordre attribuent en grande partie à la non-scolarisation, et au faible niveau d'éducation la cause de l'insécurité en milieu rural. A cela s'ajoute la difficulté d'accès à un emploi, surtout décent, ainsi par manque d'opportunité, les jeunes viennent étoffer le nombre de malfaiteurs, voire des dahalo.

Beaucoup d'enfants n'atteignent pas le niveau secondaire. Ceci compromet l'accessibilité à un travail décent. Ainsi, le renforcement de compétences professionnelles tient une place importante dans les stratégies pour les intégrer dans le processus de développement.

Niveau scolaire					Classe achevée au primaire						Effectif		
Primaire	Secondaire 1	Secondaire 2	Supérieur	Total	Pré-scolaire	CP1	CP2	CE	CM1	CM2		NSP	Total
69,0	23,3	6,9	0,7	100,0	1,2	5,9	10,8	15,1	19,0	47,6	0,4	100	199 725

Tableau 17 : Répartition (en %) par niveau d'études atteint de population âgée de 6 à 25 ans déscolarisée

Population	Malagasy	Français	Anglais	Autres
629 647	89,0	26,5	8,6	0,3

Tableau 18 : Répartition de la population âgée de 11 ans ou plus par aptitude à lire et écrire une langue

Ces informations sont utiles pour une Région dont une des principales activités est le tourisme.

1.3.3. Contexte économique

1.3.3.1. Économie et gouvernance

Les conditions pour un environnement des affaires favorables requièrent en premier lieu la mise en place d'institutions efficaces et l'instauration de la bonne gouvernance locale, la création d'infrastructures, la facilitation de l'accès à l'énergie, et le renforcement de capacités de la main d'œuvre.

Il existe encore des zones productives enclavées. Les infrastructures routières méritent plus de réflexion afin de lancer le tourisme rural basé sur les avantages apportés par la forêt tapia. Les pistes vers le geyser d'Analavory et l'îlot de la vierge est en bonne voie de réfection avec JICA. Le pourtour du Lac Itasy mérite un grand appui au PAGLI et COGELI pour sa durabilité.

Itasy projette de mettre en œuvre 4 grands axes de développement :

- 1. Instauration d'un climat de confiance horizontale et verticale à travers le renforcement de l'État de droit, basée sur la sécurisation des biens et des personnes, le respect des principes liés à la bonne gouvernance dans un cadre juridique et réglementaire fiable.*
- 2. Modernisation et professionnalisation de l'économie rurale en termes de sécurisation foncière, d'électrification rurale, de professionnalisation des métiers ruraux, d'adoption de l'approche "intensive" au niveau de l'agriculture, la progression vers l'industrie, l'amélioration à l'accès aux services financiers, des infrastructures routières ainsi que du système de communication et d'information régionale.*
- 3. Amélioration de la situation sociale de la population :*

- veiller à la disponibilité des infrastructures d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement ;*
- améliorer les ratios liés à la performance de l'éducation ;*
- garantir le droit à un environnement sain.*

4. Intensification de la mise en œuvre de la politique de coopération décentralisée : veiller à la bonne poursuite du programme de Coopération Décentralisée en cohérence avec les priorités de développement régional. Cela passe par la coordination des acteurs de coopération déjà engagés en Itasy.

Les interventions phares s'inscrivent dans ces axes de développement. Celles-ci décrivent les actions intégrées, c'est-à-dire les actions qui ont des impacts avec d'autres. Elles ne sont pas les seules bien qu'elles constituent des priorités.

1.3.3.2. Économie et infrastructures

Transport

Actuellement 98% des Communes sont accessibles en voiture en toute saison. Les travaux de construction et de réhabilitation (17 routes, 08 ponts et de pavage (13,8 km) sont en cours d'achèvement. Toutefois, avec la vision de développer les parcs industriels et le tourisme rural, des besoins d'autres infrastructures surgiront, surtout celles permettant de relier avec les zones économiques et productives, permettant une meilleure circulation des biens et des personnes.

Réseau électrique

La JIRAMA approvisionne 41,2% des Communes. La vision de développement du secteur secondaire et tertiaire nécessite le développement de la disponibilité d'énergie conséquente qui doit aller au-delà de l'exploitation des sites potentiels actuels et de plus d'indépendance avec les délestages permanents de la Capitale. La diffusion d'informations et d'éducation pour de meilleure participation citoyenne fait de l'énergie une nécessité incontournable, bien au-delà des 6.517 abonnés.

Télécommunication

Corollairement à l'énergie, la diffusion des informations est dépendante d'une large couverture régionale. Actuellement, le réseau téléphonique couvre en réseau 3G 89% et en 4G seulement 6%. Le développement de ce secteur aura des bénéfices sur la sécurité, la production, les offres de services.

La fibre optique est disponible au niveau du chef-lieu de Région à savoir Miarinarivo.

Approvisionnement en eau

Seulement 37,37% de la population ont accès à l'eau potable malgré les 81,2% des points d'eau fonctionnels. L'effort doit continuer en dehors des focus sur l'approvisionnement et le traitement des eaux usées qui vont prendre de la place avec le développement industriel.



1.3.3.3. Atouts économiques de la Région

La Région Itasy est desservie par la RN1, en meilleur état que la plupart des autres RN qu'il convient maintenant (des tronçons à réparer dès maintenant comme celle d'Arivonimamo). La proximité avec la Capitale, des Régions de Bongolava et de Vakinankaratra lui permet d'accéder à toutes les facilités qui existent dans ces deux Régions (marchés, approvisionnement, services administratifs, etc.)

Cinq agences de microfinance y sont représentées. Les ressources agricoles sont diversifiées en assez bonne quantité. Les atouts de la Région reposent principalement sur l'existence de différentes ressources naturelles, la qualité des ressources humaines, et l'accès aux services.

Le café arabica est une filière émergente cultivé dans le district de Soavinandriana. Ce produit est prévu être développé selon le label terroir de la Région. La culture vivrière fait la renommée de la Région, notamment les légumes, le maïs. En outre, Itasy figure parmi les greniers de Madagascar en matière de riz.

La Région est une grande productrice de poissons d'eau douce (pêche au filet, pisciculture en cage, rizipisciculture).

Le travail des métaux et l'artisanat font la renommée de la Région ; la soie 100% naturelle, labellisée « Landin'Itasy » et le travail de la pierre.

Les paysages lacustres (Ampefy), les geysers ainsi que des monuments et sites historiques et la chute de la Lilly ont toujours drainé des touristes nationaux et internationaux.



1.3.3.4. Agriculture

Agriculture	Effectif	187 620
	%	91,6
Elevage	Effectif	173 218
	%	84,6
Pêche	Effectif	51 451
	%	25,1
Milieu de résidence	Urbain	80,3
	Rural	97,3
Ménages agricoles	Effectif	192 884
	%	94,2
Effectif ménages		204 827

Tableau 19 : Répartition des ménages agricoles selon la branche d'activité et le milieu de résidence

La Région Itasy est essentiellement à vocation agricole. Elle détient 24.407 Ha de surface cultivable avec 84,3% cultivées. L'agriculture emploie 89,2% des femmes et 87,5 des hommes.

Le riz, en tant qu'aliment de base, est produit principalement en culture irriguée et pluvial, avec un rendement moyen de 5,26 t/ha.

Le maïs a un rendement moyen de 2,28 t/ha.

Les fruits et légumes comprennent notamment l'ananas avec un rendement de 16,58 t/ha, la tomate à 17,69 t/ha, et le haricot à 0,99 t/ha.

Les racines et tubercules comprennent la pomme de terre avec un rendement moyen de 13,92 t/ha, la patate douce à 7,94t/ha en moyenne, et le manioc à 10,59 t/ha.

1.3.3.5. Élevage

L'élevage génère une grande valeur ajoutée pour l'économie de la Région. Il s'agit de l'élevage bovin et de vache laitière, de la porciculture, de l'aviciculture, de l'apiculture et de la sériciculture.

La Région procède actuellement à la relance de la filière par l'introduction de nouvelle race de vache.

Environ 2,7% du cheptel bovin de Madagascar se trouvent dans la Région en l'occurrence 37,6% sont localisés dans le District d'Arivonimamo, 34% à Miarinarivo et 28,4 % à Soavinandriana.

Les vers à soie proviennent des forêts tapia endémiques à Madagascar.

Pour l'élevage porcine, 4,9% de la production nationale se trouve dans la Région Itasy.

L'élevage de volailles représente 2,9% de l'ensemble de Madagascar. C'est la Commune de Manazary, District de Miarinarivo qui approvisionne le marché d'Antananarivo en race locale.

1.3.3.6. Pisciculture

La Région Itasy dispose d'un atout considérable grâce à la présence de lacs de 3.500 ha pour la pêche continentale. Les espèces sont composés surtout de baraoa (*oreochromis niloticus*), des carpes et carpes royales (*cyrinus carpio*).

La pêche en eau douce se pratique dans 27,5% des Communes. On y distingue des types de production, la culture en cage et la pêche au filet. Tous les Districts pratiquent cette activité. Celui de Miarinarivo concentre le plus de lacs, vient celui de Soavinandriana avec 26,7% d'activités.

La pisciculture et la rizipisciculture commencent à gagner du terrain notamment dans le District de Miarinarivo à raison de 85,7% des pratiques. La production tourne autour de 153 t en 2022.

1.3.3.7. Mines

Les ressources minières ont toujours été exploitées par des individus possédant des permis réservés aux petits exploitants et des détenteurs de permis de recherche. L'or est le produit minier le plus connu dans la Région, bien que d'autres substances aient été signalées comme le cristal, béryl, améthyste, tourmaline et corindon. Les exploitants au nombre de 46 sont en concentrés à Miarinarivo.

1.3.3.8. Artisanat

Les activités de transformation sont dominées par l'artisanat qui fait partie intégrante du paysage économique et social de la Région Itasy. Avec un savoir-faire hors du commun sur certaines filières, les métiers liés sont en bonne voie de structuration et de professionnalisation. La Région est fière des réalisations de ses artisans dont la promotion sera l'un des leviers de développement. Le tissage de la soie sauvage, issu du grand cocon d'un bombyx totalement endémique de Madagascar est l'activité artisanale majeure dans la Région Itasy.

Les produits en soie de la Région sont labellisés « Landin'Itasy ». Vannerie Il s'agit notamment de fabrication de sacs et de soubiques en « herana ».

La natte est aussi un concept décoratif fait à partir des tresses. Elle sert essentiellement à recouvrir le sol afin de s'asseoir ou de s'allonger.

La sculpture en pierre réalisée à partir des blocs de pierres « vatofotsy » d'Ambatofolaka et des pierres ponces d'Ampefy fait également la renommée de la Région. Les sculptures sont réalisées pour obtenir des objets décoratifs ou emblématiques selon la commande.

Le pouf est un art spécialement fabriqué avec du papyrus et des tresses, les artisans peuvent réaliser beaucoup d'objets, tels que les poufs, les tables, les salons ou autres objets à la commande

La vannerie tient également sa place, il s'agit notamment de fabrication de sacs et de soubiques en « herana » (Commune d'Imerintsiatosika) et en sisal (Arivonimamo).

1.3.3.9. Ressources naturelles renouvelables

La Région Itasy, consciente de l'enjeu d'une exploitation durable et rationnelle de ses ressources, œuvre pour une transversalité des pratiques responsables dans toutes initiatives de développement tout en renforçant les dispositifs juridiques et règlementaires dans une perspective de régulation pour une gestion durable.

La forêt tapia, d'une superficie de 7.166 ha, se répartit dans les Districts d'Arivonimamo et de Miarinarivo. Elle constitue l'habitat naturel des vers à soie, origine des soies sauvages, appelée « Landibe ».

Elle fournit d'autres produits qui constituent un supplément de revenu pour la population avec 7 variétés de champignons comestibles et très prisés par les consommateurs, entre février et avril. Les larves que l'on ramasse au pied des tapia, appelées « bokana », enrichissent l'alimentation et étoffent le revenu. Cette forêt fait l'objet d'application effective de la politique de Gestion locale Sécurisée, un transfert de gestion des forêts.

La Région enregistre 6 espèces de reptiles terrestres dont 3 sont menacés, 25 espèces d'oiseaux dont 5 menacés et un rapace également menacé.

Dans les forêts rupicoles longeant les rivières Kitsamy et Sakay dans le District de Soavinandriana ont été signalée la présence d'un propithèque, le lémurien *indriidae*.

Le tissage de la soie sauvage constitue l'activité artisanale majeure dans la Région Itasy.



1.3.3.10. Tourisme

La Région Itasy est l'une des meilleures destinations touristiques de la Grande Île, et la plus proche de la Capitale. L'Itasy est une destination unique pour tous ceux qui veulent connaître la vie quotidienne des hautes terres et des villages traditionnels dans un paysage typique. Des activités sportives, des circuits de randonnée, des activités artisanales sont à découvrir sur l'axe RN 1.

Les chutes de la Lily Ampefy, District de Soavinandriana est l'un des sites de renommée nationale dont les touristes nationaux, particulièrement les tananariviens, sont au rendez-vous tous les week-ends. Le cadre est magnifique et la possibilité d'exploitation du tourisme sportif (tyrolienne, rafting) sera évidente.

L'îlot de la Vierge Ampefy, District de Soavinandriana est également un site qui mérite une considération particulière. Il est considéré comme le centre géographique de Madagascar. A part sa vue exceptionnelle et sa piste récemment réparée, la proximité des complexes hôteliers par rapport au site est un atout considérable.

Le geyser d'Amparaky Analavory, District de Miandrivolo : un site de curiosité géologique et écotouristique. L'authenticité du lieu et la propriété thérapeutique de l'eau font du lieu un site extraordinaire

Plusieurs loisirs sont disponibles dans la Région Itasy, à savoir : le parachutisme, le parapente, les randonnées à cheval ou en VTT à Ampefy dans un paysage mythique, et les *Hira Gasy*.



District	Communes	Lieux et sites	Distance du chef-lieu District	Spécificités	
Arivonimamo	Arivonimamo II	Montagne d'Ambohipanombo (Tombeau d'Andrianetivola)	Proche RN1	Monument historique, possibilité d'alpinisme, parapente et delta plane	
		Lac d'Antaboaka	A proximité Aéroport	Lieu de détente	
	Imerintsiatosika	Montagne d'Ambonga (Sanctuaire d'Andriantsihanika)	3,8 km	Lieu historique	
	Manalalondo	Montagne	46 km	Lieu historique (lieu de villégiature du PM Rainilaiarivony)	
	Ambohitrambo	Montagne de rochers pittoresques	15 km	Lieu où régna Ralailoza	
	Ambatomanga	Montagne d'Ambohibelona	25 km	L'une des 12 montagnes sacrées de l'Imerina	
	Morarano		Montagne d'Antongona	27 km	Vestiges du Rova d'Antongona et végétation endémique
			Près de la Montagne d'Antongona	27 km	Chemin de croix, recollection et conférence, verdure
			Andavantsaha	-	Source thermale
Miarinarivo	Manazary	Tombeau du Roi Andriambahoaka Afovoanitany	30 km	Monument historique	
	Analavory	Geyser à Amparaky	30 km	Jaillissement d'eau par intermittence	
		Fossiles à Tasarazaza	27 km	Curiosité historique	
		Partie Nord du lac Itasy	27 km	Vue panoramique	
		Lac Andranomena	40 km	Pêche	
		Chute Antafokely	23 km	Curiosité de la nature et vue panoramique	
	Anosibe-Ifanja	Lac Mandetika et source thermale		Richesse faunistique et floristique	
	Miarinarivo II	Grotte Ambohimiangara	9 km	Curiosité de la nature	
		Ampasamanatongotra		-	
	Ambatomanjaka	Chute d'eau à Ambohimantrika	28 km	Curiosité de la nature et vue panoramique	
Miarinarivo	Cathédrale Kristy Manjaka	0 km	Monument historique. Cathédrale du 1 ^{er} Diocèse Catholique		
Soavinandriana	Ampefy	Lac Itasy	-	Lieu touristique	
		Îlot de Vierge	6 km Ampefy		
		Îlot boisé	6 km Ampefy		
		Cratère d'Andranotorahana	4 km Ampefy	Curiosité géomorphologique	
		Chute de la Lily à Antafofo	9 km Ampefy	Curiosité de la nature et vue panoramique	
	Mananasy	Source thermale	8 km Mananasy	Lieu de détente	

Tableau 20 : Principaux sites touristiques³

³Boolet Itasy.cdr, Guide Région Itasy, p.13

Types de tourisimes	Suggestions
Le tourisme culturel	Le tombeau d'Ampasamanatongotra, le rova d'Andriambahoaka Afovoan'ny tany, les produits artisanaux, les savoir-faire locaux, les arts musicaux (comme les Mpihira gasy d'Arivonimamo), etc.
Le tourisme gourmand ou tourisme culinaire	Les baraoa, les cressons, les avocats, le goût fabuleux du café arabica de la Région, la fromagerie d'Ijely, etc.
Le tourisme de santé	La phytothérapie à travers les plantes médicinales, les sources thermales, etc.
L'écotourisme, tourisme durable	La forêt de Tapia d'Arivonimamo, forêt naturelle d'Analandramanavy Soavinandriana, Lémurs Parc d'Ambatomirahavavy, etc.
L'agritourisme	Les caféicultures, les vignobles, les rizicultures, la forêt de tapia, etc.
Le tourisme de nature, d'observation	Les paysages volcaniques, la nature, geysers d'Analavory, les chutes de la Lily, le lac Itasy, le lac d'Andranotoraha, etc.
Le tourisme industriel	Visite des entreprises industrielles de la Région : Coagri, 2RCH, Ramanandraibe, ...
Tourisme événementiel	Fiest Ampefy, Festival baraoa, JIR, etc.

Tableau 21 : Types de tourisme possibles en Itasy ⁴

1.3.4. Pauvreté multidimensionnelle

Mesures (en %) de la pauvreté multidimensionnelle de la population de la Région selon le milieu de résidence et le sexe.

IPM* (A)*(H)	0,386
Ratio de pauvreté (H)	74,0
Intensité de la pauvreté (A)	52,1
Vulnérable à la pauvreté	19,0
Extrême pauvreté	43,4
Effectif de la population	898 549

Tableau 22 : Ratio de pauvreté (H) Intensité de la pauvreté (A) Vulnérable à la pauvreté Extrême pauvreté Effectif de la population



⁴Boolet Itasy.cdr, Guide Région Itasy, p.14

1.4.

Les contraintes de développement de la Région

Les principales contraintes de développement de la Région Itasy, identifiées lors des ateliers menés dans le cadre de la présente étude de localisation des ODD régionale, peuvent être synthétisées dans quatre principales domaines : (i) une mauvaise gouvernance entravant l'instauration d'un environnement des affaires favorable aux investissements et à l'amélioration de la productivité économique ; (ii) les problèmes d'insuffisance d'opportunité d'emplois et le faible développement de l'entrepreneuriat risquant de mitiger la croissance économique ; (iii) la situation sociale et cadre de vie accentuant la pauvreté ; et (iv) les effets néfastes du changement climatique réduisant la résilience et la durabilité de l'économie.





Section 2.

Alignement des plans stratégiques régionaux sur les ODD



2.1. RIA (Evaluation Intégrée Rapide)

2.1.1. Partie I : (ODD 1 – ODD 6)

Tableau 23 : RIA - Partie I : ODD 1 - ODD6 Volet Social

Profil des ODD : ■ ODD pris en compte ■ Pas de synergie sectorielle

	1 <small>Paix, justice et sécurité</small>			2 <small>Énergie propre et croissance verte</small>			3 <small>Santé et bien-être</small>			4 <small>Éducation de qualité</small>						5 <small>Égalité des territoires et développement durable</small>			6 <small>Industrie, innovation et infrastructure</small>									
	1.1	1.2	1.3	1.5	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	3.7	3.8	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	5.1	5.2	5.3	5.5	6.1	6.2	6.5
1	Secteurs stratégiques																											
1	Gouvernance, développement local																											
2	Paix, justice et sécurité																											
3	Système bancaire et financier																											
4	Agriculture, élevage, pêche, mine																											
5	Industrialisation, entrepreneuriat, artisanat																											
6	Commerce, services																											
7	Infrastructures d'épaullement et structurantes																											
8	Activités, Emploi décent, formation technique et professionnelle																											
9	Accès de la population aux soins de qualité																											
10	Autosuffisance alimentaire																											
11	Énergie, électricité																											
12	Eau potable, hygiène et Assainissement																											
13	Système éducatif performant																											
14	Urbanisation durable : transport, promotion de l'habitat, déchets																											
15	Formation universitaire																											
16	Culture et sport																											
17	Protection sociale																											
18	Gestion durable et conservation des ressources naturelles																											
19	Télécommunication et information																											
20	Vulnérabilité et risques climatiques																											
21	Aménagement de territoire, Foncier																											
22	Tourisme																											



2.1.2. Partie II : (ODD 7 – ODD 11)

Tableau 24 : RIA - Partie II : ODD7 – ODD 11 Volet Économique

Profil des ODD : ■ ODD pris en compte ■ Pas de synergie sectorielle

	7 <small>ÉNERGIE PROPRE ET ÉCONOMIQUE</small>		8 <small>INDUSTRIE, INNOVATION ET ÉCONOMIQUE</small>					9 <small>INDUSTRIE, INFRASTRUCTURE</small>			10 <small>INDUSTRIE INNOVANTE ET DURABLE</small>		11 <small>INDUSTRIE INNOVANTE ET DURABLE</small>				
	7.1	7.2	7.3	8.1	8.2	8.3	8.5	8.7	8.9	9.1	9.2	9.3	10.2	11.1	11.2	11.3	11.4
1 Gouvernance, développement local		CIREDD			DRICA	DRICA		TECH	TECH	CIREDD	DRICA TECH	TECH			Trans		CIREDD
2 Paix, justice et sécurité																	
3 Système bancaire et financier																	
4 Agriculture, élevage, pêche, mine					DRICA	DRICA				DRICA	DRICA TECH						
5 Industrialisation, entrepreneuriat, artisanat					DRICA	DRICA					DRICA TECH						
6 Commerce, services																	
7 Infrastructures d'épaullement et structurantes					DRICA	DRICA				DRICA	TECH			Trans			
8 Activités, Emploi décent, formation technique et professionnelle		TECH									TECH		TECH				
9 Accès de la population aux soins de qualité												SDSP TECH	SDSP				
10 Autosuffisance alimentaire					ORN	ORN	ORN										
11 Énergie, électricité	SDSP																TECH
12 Eau potable, hygiène et Assainissement																	
13 Système éducatif performant																	
14 Urbanisation durable : transport, promotion de l'habitat, déchets														Trans			
15 Formation universitaire																	
16 Culture et sport																	
17 Protection sociale																	
18 Gestion durable et conservation des ressources naturelles		TECH			CIREDD	CIREDD	CIREDD		TECH	CIREDD				Trans			TECH
19 Télécommunication et information																	
20 Vulnérabilité et risques climatiques					CIREDD	CIREDD			CIREDD								
21 Aménagement de territoire, Foncier																	
22 Tourisme						DRTT			TECH								



2.1.3. Partie III : (ODD 12 – ODD 15)

Tableau 25 : RIA - Partie III : ODD 12- ODD 15 Volet Capital Naturel

Profil des ODD : ODD pris en compte Pas de synergie sectorielle

	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES				13 SERVICES AUX BÉNÉFICIAIRES LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				14 VIE AQUATIQUE				15 VIE TERRESTRE			
	12.2	12.5	CIREDD TECH	12.8	13.1	CIREDD TECH	13.2	14.1	14.2	14.4	15.1	CIREDD TECH	15.2	CIREDD TECH	15.3	15.5
1	Gouvernance, développement local															
2	Paix, justice et sécurité															
3	Système bancaire et financier															
4	Agriculture, élevage, pêche, mine			TECH									TECH			
5	Industrialisation, entrepreneuriat, artisanat			TECH									TECH			
6	Commerce, services															
7	Infrastructures d'épaulement et structurantes															
8	Activités, Emploi décent, formation technique et professionnelle		DRICA	TECH												
9	Accès de la population aux soins de qualité		SDSP	SDSP												
10	Autosuffisance alimentaire		DRICA		ORN	ORN										
11	Energie, électricité													CIREDD		
12	Eau potable, hygiène et Assainissement			TECH												
13	Système éducatif performant															
14	Urbanisation durable : transport, promotion de l'habitat, déchets										Trans					
15	Formation universitaire															
16	Culture et sport															
17	Protection sociale															
18	Gestion durable et conservation des ressources naturelles				CIREDD TECH								TECH			CIREDD
19	Télécommunication et information		DRICA										CIREDD			
20	Vulnérabilité et risques climatiques			TECH									TECH			
21	Aménagement de territoire, Foncier															
22	Tourisme													TECH		

2.1.4. Partie IV : (ODD 16)

Tableau 26 : RIA - Partie IV : ODD 16 Volet Gouvernance

Profil des ODD : ■ ODD pris en compte ■ Pas de synergie sectorielle

	16 FAI BAZEE EL MOUTONS DRICA											Objectifs globaux			
	16.1	16.2	16.3	16.4	16.5	16.6	16.7	1.1	1.2	8.1	8.5				
1	Gouvernance, développement local	TECH			CIREDD	CIREDD TECH	DRICA TECH								
2	Paix, justice et sécurité	TECH				TECH	TECH								
3	Système bancaire et financier														
4	Agriculture, élevage, pêche, mine					TECH	DRICA								
5	Industrialisation, entrepreneuriat, artisanat					TECH	DRICA								
6	Commerce, services					TECH	DRICA								
7	Infrastructures d'épaulement et structurantes					TECH									
8	Activités, Emploi décent, formation technique et professionnelle					TECH	DRICA								
9	Accès de la population aux soins de qualité				SDSP	SDSP TECH	SDSP								
10	Autosuffisance alimentaire					ORN	DRICA								
11	Énergie, électricité					TECH									
12	Eau potable, hygiène et Assainissement					TECH									
13	Système éducatif performant					TECH									
14	Urbanisation durable : transport, promotion de l'habitat, déchets														
15	Formation universitaire														
16	Culture et sport					TECH									
17	Protection sociale														
18	Gestion durable et conservation des ressources naturelles				CIREDD	CIREDD	CIREDD								
19	Télécommunication et information					CIREDD, DRTT, TECH	DRICA								
20	Vulnérabilité et risques climatiques					CIREDD, TECH									
21	Aménagement de territoire, Foncier					DRTT									
22	Tourisme					DRTT, TECH									

2.1.5. Observations

Les valeurs des indicateurs suivants pour l'année 2018, à savoir le pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violences sexuelles, le pourcentage des femmes victimes d'actes de violence physique, le pourcentage de femmes ayant connu des actes de violences révèlent que la situation dans la Région Itasy en matière de violence à l'encontre des femmes est d'une plus grande acuité comparativement à ce qui est constaté au niveau national.

Concernant le genre (ODD 5)

La Région présente des lacunes en matière d'intégration de genre dans les documents stratégiques outre les documents sur la mortalité maternelle. Indicateurs de 2018 (MICS, INSTAT ou RGPH).

Pour la cible 5.2 : le pourcentage de femmes qui ont subi des actes de violence (sexuelle) atteint 14,34% contre 7,1 au niveau national.

Pour la cible 5.2 RGPH : le pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (physique) atteint 12,5% pour Itasy contre 7 % au niveau national.

Pour la cible ODD 5.2 : pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (au moins l'une des 3 violences) 51,6% pour Itasy contre 41,3% au niveau national.

Concernant le droit de l'enfant (cible 8.7)

L'indicateur 8.7.1 sur la proportion des enfants de 5 à 17 ans au travail montre aussi une situation d'une gravité comparable à celle au niveau national : soit 48,7% contre 46,9% au niveau national.

Concernant la ville et communauté durable (ODD 11)

« Assurer l'accès de tous à un logement et de service de base adéquat et sûr, à un coût abordable et assainir les quartiers de taudis » comme l'est décrit la cible 11.1 des ODD, reste un défi majeur pour la Région Itasy. En effet, l'indicateur 11.1.1, de la cible 11.1, définit comme la proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis⁵ valait 83,5% en 2012 pour Itasy. Cette valeur est certes inférieure aux 88,2% de la valeur équivalente pour l'ensemble du pays ; néanmoins elle classe Itasy parmi les 19 Régions (sur 22), pour lesquelles la valeur de l'indicateur 11.1.1 a dépassé le niveau de 80%.

La question de l'urbanisation durable constitue également un point important à prendre en considération vu la tendance actuelle dans le développement des zones urbaines de la Région notamment Ampefy, Analavory, Imerintsiatosika, Arivonimamo.

⁵La définition retenue pour caractériser l'habitation dans le taudis en milieu urbain est la suivante, selon les enquêtes ENSOMD 2012 et EPM 2010 : i) avoir un accès insuffisant à une source d'eau améliorée, ii) avoir un accès insuffisant à des infrastructures d'assainissement améliorées (ayant une connexion avec un système d'égout, ayant une fosse septique, avoir des latrines ou d'autres systèmes d'évacuation quelconque, avoir une fosse ou latrine améliorée auto aérée, ou avec une dalle lavable), iii) vivre en état de surpeuplement soit avec 3 personnes ou plus dans une pièce, iv) vivre dans un habitat fait avec des matériaux non durables.

Concernant La Consommation et production durable (ODD 12)

L'indicateur 12.2.3 consiste à déterminer le nombre de nouveaux transferts de gestion de ressources naturelles y compris des plans d'eau effectués.

Selon le rapport baseline sur la situation des indicateurs des objectifs de développement durable à Madagascar⁶, Itasy fait partie des 13 Régions (sur 22), à avoir effectué des transferts de gestion des ressources naturelles y compris des plans d'eau. La Région en a pour cela effectué 54 en 2017, comme le renseigne le rapport officiel MEDD/DGEF/DGRNE. Ce nombre est d'un nouveau comparable à ceux des autres Régions comme Ihorombe (54), Atsinanana (52), Amoron'i Mania (52), de Diana (57), mais reste très en deçà de ceux de Anôsy (190), ou d'Analanjirifo (152). Finalement, sur les 13 Régions ayant effectué un transfert de gestion des ressources naturelles, y compris des plans d'eau ; 6 en ont fait plus que la Région Itasy.

Concernant la cible 16.3 Égal accès à la justice

16.3.1 Proportion de victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités ; Homme [n.d.] – Femme [n.d.]

16.3.2 Proportion de la population carcérale en instance de jugement 59,15/54.



⁶Document PNUD/MEF.





3.1.

Cartographie des cibles priorisées














		1	2	3	4	5	6	7	8	9	Reg	Nat
	1. Elimination de pauvreté	1.1	1.2	1.3		1.5					4	4
	2. Faim Zéro	2.1	2.2	2.3	2.4						4	4
	3. Bonne santé et bien être	3.1	3.2	3.3	3.4		3.6	3.7	3.8		6	6
	4. Education de qualité	4.1		4.3	4.4	4.5	4.6	4.7			6	7
	5. Egalité entre les sexes		5.2								1	4
	6. Eau propre et assainissement	6.1	6.2			6.5	6.6				3	3
	7. Energie propre abordable	7.1	7.2	7.3							3	3
	8. Travail décent et croissance économique	8.1	8.2	8.3		8.5				8.9	5	6
	9. Industrie Innovation et Infra-structure	9.1	9.2	9.3		9.5					3	3
	10. Inégalités réduites		10.2								1	1
	11. Villes et communautés durables	11.1	11.2	11.3	11.4						4	4
	12. Consommation et production responsable		12.2			12.5			12.8		3	3
	13. Lutte contre les changements climatiques	13.1	13.2								2	2
	14. Environnement marin											
	15. Vie terrestre	15.1	15.2	15.3		15.5					4	4
	16. Paix, justice et institutions efficaces	16.1	16.2	16.3	16.4	16.5	16.6	16.7		16.9	7	7
56 cibles sur 61 nationales ont été priorisées, soit 91,80%. 3 autres cibles ont été jugées importantes par la Région les cibles 6.6, 9.5 et 16.9. Ces cibles concernent respectivement la protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau, le renforcement de la recherche scientifique puis le perfectionnement des secteurs industriels, et l'établissement de l'identité juridique à tous, par la généralisation de l'enregistrement des naissances.											56	61

Tableau 27 : Cartographie des cibles priorisées



3.2.

Les propos qui suivent justifient la description et la justification de la priorisation des cibles ci-dessus

3.2.1.

Objectifs globaux

Cible 1.1. D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier, (qui se caractérise, selon la définition actuelle, par le fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour) et

Cible 1.2. D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données

La cible 1.1 a été retenue. 69,6% de la population sont classées pauvres et l'extrême pauvreté est de 37,2%. La faible circulation monétaire dans le monde rural ne permet pas d'éliminer facilement l'extrême pauvreté de l'Itasy mais si des actions concrètes sont menées au niveau des personnes vulnérables il est possible d'atteindre cette cible. Par ailleurs, il est possible de diminuer le nombre de pauvres et d'extrême pauvre d'où le choix privilégié pour 1.2.

Porter plus d'attention pour améliorer cette cible sur les zones les plus enclavées telles que Ambatoasana Centre, Tamponala, Amberomanga, Moyen ouest, District de Soavinandriana, Andolofotsy, Zoma be aloka, Antoby Est.

8.1 Croissance du PIB et 8.5 plein emploi. *Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7% dans les pays les moins avancés.*

« D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale »

Bien qu'il soit difficile de calculer le PIB au niveau régional, Itasy a décidé de contribuer à l'amélioration du PIB national grâce à la création d'emploi, la transformation agricole, avec le projet d'implantation d'une zone industrielle productrice, la promotion de l'industrie qui va au-delà du concept ODOF (one district one factory), car il s'agira de développer diverses activités de transformation, le boosting du tourisme local et rural. La Région compte élaborer une stratégie de développement économique locale.

En effet, Itasy possède une étendue de terrains fertiles et exploitables, des ressources naturelles appréciables (forêt de tapia, geyser, chute de la Lilly, le grand lac d'Itasy et les autres lacs), la proximité du marché et une route nationale (RN 1) en bon état, plusieurs opérateurs économiques.

L'économie de la Région commence à prendre une forme plus ou moins structurée, prédominée par les activités agricoles mais s'oriente de plus en plus vers les activités de transformation visant à augmenter la production des produits à forte valeur ajoutée.

3.2.2.

Gouvernance

16.1 Réduction de la violence. *Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.*

Cette cible dépend du dynamisme et renforcement des Chefs Fokontany, de la redynamisation des assemblées générales des Fokonolona, de l'exploitation des réseaux, de la fonctionnalité des RPE (réseaux de protection de l'enfance), des CECJ (Centre d'Ecoute et de Conseil Juridique), de la vulgarisation des lois et de l'instauration d'une justice équitable. Les zones les plus sensibles se trouvent à Imerintsiatosika, Ampefy et Analavory.

16.2 Maltraitance et exploitation infantile. *Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.*

Cette cible touche bien la Région. Elle se base sur l'éducation (ODD 4), la planification familiale, l'extension des zones de couverture des cantines scolaires et familiales. Il faudra exploiter l'existence des CECJ, des RPE dans les 3 districts. Les Faritra ambany, les zones productives agricoles en sont les plus touchées.

16.3 État de droit et accès à la justice. *Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.*

Cette cible nécessite la vulgarisation et l'application des lois, l'augmentation du nombre des CECJ, la mise en place des « dina », la lutte contre la corruption, l'accès à la justice, le plaidoyer pour l'augmentation du nombre de personnel de justice (juge pour enfant, juge, greffier). Pour ce faire, les communes de Imerintsiatosika et Miarinarivo doivent être privilégiées dans l'effort de réallocation des ressources. 59,15% de la population carcérale sont en instance de jugement en 2018. Dans le monde rural, des maires sont obligés d'appuyer leur population face à la justice ou au force de l'ordre, faute de connaissance et de contre-pouvoir de ces derniers devant certains abus ou de possibilité de se défendre ou lenteur de jugement.

16.4 Criminalité organisée (cible retenue sous réserve). *D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée.*

Cette cible requiert l'augmentation du nombre de poste avancé, de la lutte contre la corruption (contre la privatisation des forces de l'ordre), de l'augmentation de l'effectif des forces de l'ordre avec une meilleure répartition à travers des plaidoiries des Maires. Les zones qui nécessitent le plus d'effort en matière de gouvernance sécuritaire sont Ambany Andrefana, Miarinarivo, Atsimon'Arivonimamo. En effet, la hardiesse, le nombre et

l'armement des dahalo (vol de zébus) dépassent parfois les capacités des forces de l'ordre devant faire face aux dahalo.

16.5 Corruption. *Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.*

Parmi les facteurs qui entravent le développement de la Région figure l'ampleur de la corruption à tous les niveaux. Des structures de lutte contre la corruption existent dans la Région mais sont souvent non opérationnels. La lutte contre la corruption est au cœur des préoccupations de la Région. Une amélioration des cadres de vie et de développement durable ne peut être envisagée sans la résolution des problèmes de corruption. Parmi les éléments proposés à l'atelier pour appuyer la priorisation de cette cible, et le renforcement de la lutte contre la corruption figurent : l'opérationnalisation du STAC (Angaroa), la mise en place de standard de service dans les 53 Communes, des plaidoiries, l'efficacité des dépenses publiques l'accélération des traitements de dossiers.

La thématique concerne tous les STD, CTD, les Communes, les TPI, le CRM, les Forces de l'ordre, les services de domaine, les CAA, les chefs Fokontany, la santé, etc.

16.6 Institutions efficaces. *Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.*

Tout part de l'efficacité des institutions. En effet, l'insuffisance des ressources disponibles pour les institutions publiques influe beaucoup sur l'efficacité. Les ressources humaines régionales ou locales sont souvent en sous effectifs et ne remplissent pas toujours les qualités requises pour le service, les ressources financières, matérielles souvent très limitées n'offrent pas une marge de manœuvre suffisante pour satisfaire les besoins de la population.

Les participants à l'atelier ont évoqué les éléments ci-après comme indispensables à l'atteinte de la cible, pour combler des lacunes : le renforcement de capacité des agents pour chaque secteur, la vulgarisation des lois, le mode d'administration orienté vers le développement, la déconcentration et décentralisation des moyens et des ressources qui augmenteront l'efficacité des institutions.

16.7 Prise de décision inclusive. *Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décision.*

Il arrive que ni la Région (ni la Préfecture), ne connaissent l'existence des projets mis en œuvre dans leur circonscription, d'où l'existence de chevauchement d'interventions de projets différents qui parfois ne tiennent compte ni des réalités ni des expériences antérieures. Des communes ne sont au courant de l'existence de textes, ce qui conduit à une « déresponsabilisation » devant des situations comme les squattérissations de terres dans les zones sensibles.

L'application des lois une fois celles-ci diffusées, la mise en place des SLC (Structure Locale de Concertation au niveau régional/communal/des Fokontany, l'opérationnalisation des CODES (Comité de Développement Économique et Social) aideront à remédier aux problèmes mentionnés sur l'inclusion. Ce qui contribuera à l'atteinte des cibles 10.2 égalité et autonomisation des personnes, 16.3 Etat de droit et égal accès à la justice, puis 16.6 sur l'instauration d'institutions efficaces, transparentes à tous les niveaux.

16.9 État civil. *D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances*

Cette cible ne figure pas parmi les priorités nationales, mais elle est d'importance pour la Région Itasy

Elle n'a pas été considérée de prioritaire y compris en milieu rural, sans aucun doute à cause du temps qu'il faut consacrer pour la déclaration de naissance, en l'occurrence en cas d'éloignement du chef-lieu de la commune de résidence. Toutefois, les méfaits de la non-possession d'un acte de naissance sont importants : d'abord, elle prive les enfants de leur droit aux scolarités, en l'occurrence à passer les examens officiels. Ensuite, elle exclue les adultes de leur droit civique, comme celui du vote, et les jeunes des opportunités d'emplois formels. Ainsi, des mesures draconiennes devront être entreprises par les représentants de l'Etat/les Communes pour sanctionner les parents qui ne déclarent pas leurs enfants. La déclaration doit être obligatoire, et il faut instaurer des mesures contraignantes. Les FKT doivent sensibiliser, éduquer, impliquer les medias. L'atteinte des ODD 4, 5, 8 dépend la mise en œuvre de ces mesures contraignantes.

Cela relève de la compétence des CTD, de la justice avec l'appui du projet FSS et des PTF. Les plus touchés sont les zones rurales et les Fokontany.



3.2.3. Social

1.3 Protection sociale. *Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptées au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.*

Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptées au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.

Des initiatives sont en cours tels que l'existence du Projet PROTECT (projet de recherche sur la protection sociale dans la Région Itasy avec l'Université de Bordeaux) ; de Hôpital Privé Saint Paul Ampefy (protection sociale sur la santé) ; du Projet PARN (Système VOUCHER, soin gratuit pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes) ; de l'Association ANGELA (kits pour les handicapés à Andranomena). Ce sont autant de signes que cette cible est d'importance. Il y a également des PTF tels que AFAFI, RNA atteint 22.000 ménages bénéficiaires de ASA AVOTRA MIRINDRA.

2.1 Faim. *D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.*

Il faudra instaurer des infrastructures telles que les barrages d'irrigation, des sites communautaires dans les Fokontany, des bâtiments, de la transformation alimentaire et agroalimentaire. La lutte contre les chenilles légionnaires, le faible rendement, la dégradation de l'environnement et le changement climatique sont autant d'obstacles dans la lutte contre la faim. D'autres partenaires s'attèlent dans cette lutte pour ce qui est de la sécurité alimentaire (SANIDA, ACF, APDRA, Aga Khan, CRFAR, CRFPA, PEAT). La problématique est urgente pendant la période de soudure et devant l'augmentation du prix des intrants agricoles. Toutes les Communes en sont affectées.

2.2 Malnutrition. *D'ici 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans arrêtés à l'échelle internationale, et répondre aux besoins en matière de nutrition des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.*

La focalisation se fera sur la bonne façon de s'alimenter. En effet, dans la Région Itasy comme dans beaucoup d'autres Régions des hautes terres centrales, la question qui se rapporte à la nutrition ne concerne pas l'insuffisance en quantité mais surtout des problèmes de qualité : ainsi, il s'agit de sensibiliser la population à la consommation d'aliments de différents types, basés sur leur couleur (sakafo maroloko). Selon le CRENI, la malnutrition est sévère à Arivonimamo et dans les zones enclavées où l'insécurité sévit.

A cet effet, des organismes travaillent déjà sur cette cible dont l'ORN et la DRSP prend en charge la malnutrition, accompagnée des projets comme PARN.

2.3 Productivité et petits exploitants. *D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de productions, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricole.*

La Région Itasy est une zone à production agricole marquée par la prédominance des petits exploitants sans compter les pêcheurs et les éleveurs. Avec l'augmentation du nombre de la population, les terres de ces exploitants ne sont plus sécurisées et ils s'en trouvent souvent confrontés à des problèmes de conflits fonciers. Par ailleurs, suite à la dégradation de l'environnement et aux effets néfastes du changement climatiques, l'activité des petits pêcheurs est menacée.

Toutefois, l'accès aux services financiers qui devraient permettre l'amélioration de la productivité de ces petits exploitants est souvent limité et compliqué, malgré l'existence de nombreuses offres proposées par les banques primaire et les agences de microfinances (BOA, OTIV).

Suite à l'utilisation abusive des engrais chimiques pour augmenter la quantité de production, les sols sont confrontés à des problèmes de dégradation et les produits sont facilement périssables. Cette situation augmente la vulnérabilité des petits paysans car elle entrave leurs capacités à pouvoir s'intégrer dans la concurrence sur le marché qui a changé de paradigme avec la mondialisation. La concurrence se fait désormais entre les pays.

Ainsi, si la Région veut lutter contre la malnutrition et la pauvreté, la considération de cette cible est primordiale car non seulement elle agit sur l'économie locale mais touche à la fois l'amélioration du bien-être de la population et de l'environnement.

Dans ce sens, la formation, l'application des techniques modernes, la disponibilité d'intrants agricoles, l'augmentation des surfaces cultivables, l'octroi de titres verts, les ressources matérielles, la pratique de culture contre saison pour les femmes, la commercialisation, la transformation agricole et le renforcement dans des coopératives sont autant d'éléments à prendre en compte.

L'atout de la Région Itasy est qu'elle a dans son sein des programmes et projets tels que FORMAPROD, FIKOTAMIFI, FAR Itasy, COGELI, AGRISUD, projet maharitra, CRFPA, Alefa AGRO, Ecologie, AFAFI centre, DRETFP et Tranoben'ny Tantsaha qui contribuent tous à l'amélioration de la productivité agricole.

2.4 Agriculture performante et résiliente. *D'ici 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.*

La Région figure parmi celles qui subissent les effets néfastes du changement climatique (variation période de pluie, sécheresse accrue, inondation, variation des températures, vents). De ce fait, la production alimentaire

locale est sujette à des régressions d'ampleur variable en cas de déphasage avec la période de pluie, d'inadaptation des semences, et des techniques culturales au changement climatique. A titre d'exemple, il arrive que les agriculteurs soient obligés de refaire tous les semis et de replanter à cause du retard de l'arrivée de la saison des pluies.

Malgré les initiatives locales d'adaptation, des efforts doivent être encore déployés pour renforcer la résilience et pour assurer la viabilité des systèmes de productions agricoles (l'utilisation de semence améliorée et résiliente, l'abolition d'utilisation de produits chimiques, l'utilisation de techniques modernes, l'agro écologie).

Itasy enregistre des initiatives telles que le DIABE, l'AGRI-SUD (Agro écologie), l'université de l'Itasy (recherche et formation), la DRTETFP, le PROTANA avec l'AFD, le projet AMBIOKA, le Lanja Miakatra Papa Bio, la RNA. Ce qui justifie que la résilience en matière agricole est d'importance.

ODD 3 SANTÉ

3.1 Mortalité maternelle. *D'ici 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivante.*

(Cette cible est retenue avec réserve en termes d'interventions phares). Le ratio d'accouchement assisté est de 56,1% contre 46,1% pour le national, Vakinankaratra et Itasy enregistrent les plus faibles ratios avec respectivement 215, 199 et 159 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. La mise en place de laboratoire de compétence dans le cadre du PARN améliorera encore l'indicateur pour cette cible. Il s'agit de renforcer la capacité des agents de santé en continue, la sensibilisation des femmes enceintes, la mise en place d'une réglementation pour les matrones, la prévention des grossesses précoces par l'éducation, la qualité de service, l'adduction eau potable, la lutte contre la corruption seront menées. La cible sera améliorée avec la politique et programme national sans qu'il soit besoin de mettre en place d'autres activités spéciales.

3.2 Mortalité néonatale et infantile. *D'ici à 2030, éliminer les décès évitables des nouveaux nés et d'enfant de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1.000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1.000 naissances vivantes au plus.*

(Cette cible est également retenue avec réserve en termes d'interventions phares). Les activités du programme national de la santé permettront d'atteindre cette cible. En input, il faut néanmoins insister sur l'hygiène et assainissement, la sécurité, l'adduction d'eau potable, la fréquentation des CSB.

3.3 Maladies transmissibles. *D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.*

La bilharziose est la plus fréquente dans la Région. Mais le risque sur le SIDA reste d'actualité à cause du développement touristique.

Pour lutter contre ces maladies transmissibles, mettre l'accent sur l'hygiène, l'assainissement, la sécurité, l'adduction d'eau potable, l'élevage sur un court terme à cause de ses effets secondaires, le contact avec les CSB comme dans le

cas de 3.2. La tradition favorise la recrudescence de la peste, donc la perte de vie humaine comme le famadihana.

3.4. Maladies non transmissibles. *D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être.*

L'AVC et la maladie mentale en particulier sévit dans la population active. L'alimentation non équilibrée, le manque d'exercice physique, le tabagisme et l'alcoolisme figurent parmi les causes de ces maladies.

Les gouvernants se proposent de promouvoir une alimentation saine et bio, l'habitude de faire des exercices physiques, lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme quitte à augmenter les taxes sur ces articles. Contrôler de près les huiles alimentaires sur les marchés fait partie des mesures utiles.

3.7 Santé sexuelle et reproductive. *D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et veiller à la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.*

Le taux de prévalence contraceptive est de 55,30% contre 44,39% au niveau national, néanmoins plus de 60% de jeunes femmes donnent naissance avant l'âge de 25 ans, entravant la continuité de leur éducation, surtout professionnelle, et diminuant leur chance d'accéder à un travail décent.

De plus, les intrants en Planification Familiale ne sont pas disponibles à tout moment. La Région pense à la promotion d'une éducation plus élargie compte tenue de la précarité de la durabilité des mariages d'où l'idée de renforcer l'initiative existante en EVA (Education à la Vie et à l'Amour).

3.8 Couverture santé universelle (retenue sous réserve). *Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels surs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.*

Les pharmacies à gestion communautaire (PHAGECOM) connaissent des lacunes en matière de personnel, de motivation. FANOME et fonds d'équité a besoin de listes des plus démunis pour être plus inclusifs. La caisse de solidarité n'est pas assez renflouée ; la corruption empêche les groupes vulnérables de jouir du système de santé.

ODD 4 ÉDUCATION

4.1 Éducation scolaire. *D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, et de qualité, les dotant d'acquis véritablement utiles.*

L'accès à l'éducation primaire et secondaire de la Région est compromis à cause de l'insuffisance des infrastructures dans certaines localités et l'enclavement dans d'autres. Par ailleurs, le taux d'abandon scolaire est souvent élevé en période de soudure faute de moyen financier des parents et le manque des motivations des élèves se trouvant souvent dans une situation de carence alimentaire surtout en milieu rural. La situation est renforcée par la non-possession d'extrait d'état civil

pour certains enfants qui limite leur accès à une instruction et éducation de qualité, les excluant ainsi de toutes opportunités futures que ce soit en emploi décent ou autres des lors que celles-ci exigent une preuve de citoyenneté.

Conscient de cette situation la Région, peut escompter sur l'implication d'acteurs tels qu'ANGELA, CICAF, MDF (Madagascar Développement Fund), JAD pour l'améliorer.

4.2 Soins et éducations préscolaires (non retenue). *D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès au service de développement et de prise en charge de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.*

Les lacunes en infrastructure et l'ampleur dépassent les moyens de la Région, aussi est-il pertinent de suivre sa progression selon la politique et programme national. Il est mieux de focaliser les efforts sur d'autres objectifs.

4.3 Formation professionnelle et enseignement supérieur. *D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.*

Son atteinte contribue à l'amélioration de la productivité, augmentation de la population active, l'employabi-

lité, l'entrepreneuriat, la diminution de l'exode rurale, et la sécurité. Le plus important est également l'avenir de l'Itasy en augmentant la capacité de la population la jeunesse actuelle à s'intégrer dans une vie professionnelle respectueuse de l'environnement.

4.4 Compétences et accès à l'emploi. *D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et l'entrepreneuriat.*

Cette cible a été priorisée par la Région. En effet, son développement économique dépend de l'existance d'une main d'œuvre ayant des compétences techniques et professionnelles, pour rendre le facteur travail plus compétitif aussi bien vis-à-vis des autres Régions qu'à l'international (dans un contexte de mondialisation).

Le manque en main d'œuvre qualifiée explique par ailleurs la relative faiblesse de la rémunération moyenne des hommes et des femmes dans la Région (indicateur de la cible 8.5) comparativement à ce qui est observée dans d'autres Régions. Ainsi, pour y remédier, une identification des potentialités et des besoins par commune doit être effectuée par commune.

4.5. Égalité des chances. *D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.*

En Itasy, il y a plus d'hommes (453.468) que de femmes (445.081).



Tableau 28 : Répartition (en %) de la population masculine âgée de 12 ans et plus par statut matrimonial

Statut	Masculin	Féminin
Célibataire	42,0	33,0
Marié	54,7	56,9
Divorcé séparé	1,4	4,4
Veuf	1,9	5,7
Total	100	100
Effectif	305.868	300.551

Source : RGPH, 2018

Dans la Région Itasy, 58,9% des femmes sur l'ensemble sont actives en milieu urbain et 74,2% en milieu rural. C'est surtout dans les Régions d'Androy et d'Itasy (respectivement 82,0 % et 80,3 %) que l'on rencontre le plus des ménages agricoles en milieu urbain.

Les participants pensent qu'il faut intégrer particulièrement les femmes dans la rizipisciculture, les orienter depuis les classes primaires jusqu'à l'enseignement supérieur ou formation professionnelle,

En ce qui concerne les personnes en situation d'handicap, la mise en place d'écoles spécialisées (trouble comportemental, autisme), d'infrastructures adaptées permettra d'augmenter la population active, la productivité, l'égalité et le bien-être, par conséquent d'atteindre l'ODD 5.

4.6. Apprentissages fondamentaux. *D'ici à 2030, faire en sorte que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.*

Il n'y a pas d'informations précises sur le taux d'analphabètes, mais les participants savent qu'un grand nombre de la population sont dans cette situation. Les adultes et jeunes actuelles ainsi que les enfants de plus de douze ans constituent la population active à l'horizon 2030. Les actions suivantes sont des pistes pour pallier la situation : promouvoir l'éducation de masse (adultes, alphabétisation des adultes, ASAMA), ressources matérielles, humaines, AFI-D, infrastructures, état civil.

4.7 Éducation au développement durable. *D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.*

Dans le cadre actuel de pensée durablement, l'intégration de cette dimension dans l'éducation ne peut être occultée. En effet, pour le cas de l'Itasy la promotion d'un mode de vie durable, rimant avec la préservation des forêts de tapia, la restauration du grand lac contre

son ensablement et son rétrécissement, ainsi qu'une bonne gestion des déchets, nécessite l'éducation à l'environnement des élèves.

ODD 5 ÉGALITÉ DE DROITS ENTRE HOMMES ET FEMMES

5.1 Lutte contre les discriminations (non retenue). Mettre fin, partout dans le monde, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Dans l'ensemble, il n'y a pas de discrimination dans la vie publique, surtout en éducation ou santé ou économie. Pour la dimension communautaire, la « discrimination » est intimement liée à la culture rendant le changement plus difficile. Des études socioculturelles peuvent aider à élaborer une stratégie plus appropriée. Pour le moment, la Région compte suivre la politique nationale sans mettre en place des efforts particuliers pour ne pas créer plus de problème.

5.2. Violences et exploitation. *Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et les autres types d'exploitation.*

Les participants étaient sidérés de savoir qu'en Itasy le « Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (au moins l'un des 3 types de violence) est de 51,6% contre 41,3% au niveau national. Mais ce phénomène n'est pas restreint à la Région Itasy car son ampleur reste du même ordre pour d'autres Régions des hautes terres centrales comme Analamanga (54,6%), Vakinankaratra (51,6%), Bongolova (51,2%).



L'ampleur de la violence sexuelle dans la Région Itasy est aussi deux fois plus importante que celle au niveau national (14,3% contre 7,1%), la Région Itasy se place d'ailleurs en deuxième position après la Région Menabe (15,4%) sur ce sujet parmi les 22 Régions du pays (répartition territoriale du pays à l'époque), tandis que l'ampleur de la violence physique dans la Région est nettement supérieure à celle au niveau nationale (12,5% contre 7%). Sur ce dernier point, seules les Régions d'Analamanga (18,3%) et de Vakinankaratra (13,3%) présentent de plus mauvaise situation.

Une concertation au niveau de la Région/Présidence/DIRPOP a été décidée en plénière devant la gravité de la situation. Les participants considèrent le trafic de drogue ainsi que sa consommation comme étant à la source de ces phénomènes.

5.3. Mariage forcé (non retenue).

Cette cible n'a pas été priorisée dans la Région Itasy. En effet, la proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans entrées dans la vie maritale avant l'âge de 15 ans, qui donne une idée sur l'importance du mariage précoce vaut 6,3% pour la Région Itasy, soit pratiquement de moitié inférieure à la valeur nationale équivalente (12,7%), et cinq fois moins élevée que la valeur la plus importante selon les Régions (31,8% pour la Région Atsimo Andrefana). Ainsi, le mariage précoce n'est pas d'une ampleur comparable à celle des autres Régions, d'où la non-considération comme prioritaire dans la Région de la lutte contre ce phénomène.



Cible 5.5 Participation et accès aux postes de direction (non retenue). Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.

Des femmes occupent des postes où la prise de décision est nécessaire, au niveau de la Région et des Communes, voire dans le secteur privé. Le recrutement des STD se fait au niveau national. La situation va continuer de s'améliorer notamment grâce à l'atteinte des objectifs de santé, d'éducation et de gouvernance.

6.1. Accès à l'eau potable. *D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.*

44,1% de la population n'ont pas encore accès à l'eau potable. Toutefois, l'amélioration de la situation est contrainte par différents facteurs : d'abord, avec la dégradation des bassins versants, les ressources en eau s'amenuisent. Ceci rappelle encore une fois de par le lien fort avec l'environnement (ODD 15) que la résolution de la problématique de la fourniture d'eau potable nécessite aussi la protection de l'environnement. Mais parallèlement à cela, il y a les déficits capacitaires aussi bien en termes de compétence que de moyen, que les dispositions actuelles au niveau de la gouvernance, la décentralisation financière, ne peuvent pas compenser.

6.2. Accès aux services d'assainissement et d'hygiène. *D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquat et mettre fin à la défécation en pleine air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et de celles en situation vulnérable.*

En 2018, la proportion de la population utilisant des services d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité a été estimée à 8,9% dans l'Itasy. Cette valeur dépasse certes son équivalente au niveau national, soit 6,4% mais sa faiblesse rappelle l'importance de l'effort à déployer pour l'atteinte de la cible de 6.2 des ODD à l'horizon 2030. A ce sujet, il importe de rappeler les enjeux autour de cette cible : d'abord, la gestion des eaux usées, des déchets fait encore défaut. Or, son impact sur ODD 3 la santé et le bien-être est évident. Par ailleurs, le manquement au niveau des services d'assainissement et d'hygiène va compromettre le développement du tourisme, pilier du développement économique régional. A ce titre, une attention particulière doit être accordée aux Communes environnantes des sites touristiques actuelles et futures.

Des PTF, CTD, STD, PAGLI, RNA, JIRAMA, Agence de l'eau, CICAFA, COGELI, UE, ONG AVOTRA, MDF, AGRISUD, SAKOBISOA s'y attèlent.

6.5. Gestion intégrée des ressources. *D'ici à 2030, assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient.*

L'atteinte de cette cible est hypothéquée par plusieurs faits : quoique le transfert de gestion se fasse d'une manière continue ; la gestion des lacs fait encore défaut ; l'utilisation d'engrais chimiques contribue toujours à la contamination et au tarissement des sources tandis que l'implication et la mise en place des Associations des Usagers de l'Eau n'est pas encore suffisante ; par la décentralisation de l'ANDEA n'est pas effective.

Comme implication sur la non-atteinte d'autres cibles des ODD ; la baisse de la productivité agricole, qui en découle, favorise la dégradation des ressources naturelles (de l'ODD 15), et se traduit en tension sociale, ce qui est une menace pour la paix et la gouvernance (ODD 16).

6.6 Protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau. *D'ici 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs.*

Cette cible ne figure pas parmi celles priorisées au niveau national, mais elle est très importante par rapport au contexte et enjeux de la Région.

En effet, l'écosystème lié à l'eau de la Région est de plus en plus fragile. Les menaces sont nombreuses : la profondeur du lac Itasy, estimée à 22m il y a 20 ans, n'est plus que de 6m actuellement. Cette baisse de la profondeur s'est traduite par une réduction de 20% de la superficie du lac. Parallèlement à cela, l'envahissement par de nombreux agriculteurs du contour du lac Itasy détériore l'équilibre écosystémique du lac.

Pour remédier urgemment à l'ensablement du lac Itasy et par la même occasion contribuer à la restauration de son écosystème, la Région Itasy envisage son dragage et ce en concertation avec le COGELI (Comité de Gestion du Lac Itasy) et en même temps de renforcer la restauration des bassins versants. Cet objectif contribue à l'atteinte d'autres cibles 2.4 (production alimentaire, pratiques agricoles résilientes), 8.2 (productivité économique), 8.9

(tourisme durable), 13.1 (résilience et capacité d'adaptation face au CC), 15.1 (préservations et restauration des écosystèmes terrestres), 15.2 (gestion durable des forêts).

8.7. Exploitation des enfants, Traite, Travail forcé (non retenue). *Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.*

La cible 8.7 sur la prise de mesures immédiates et efficaces entre autres pour mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes n'a pas été considérée comme prioritaire. Toutefois, la proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, dans la Région, qui vaut 48,7%, dépasse sensiblement le niveau national de 46,9%. Seules 8 Régions sur les 22 pour lesquelles les chiffres sur le travail des enfants existent présentent une proportion d'enfants au travail de moindre importance à celle d'Itasy. Le débat sur la prise en considération ou non de la lutte contre le travail des enfants réside dans la difficulté à faire la distinction entre les travaux domestique et le soutien aux parents d'une part, et la transmission aux enfants de la valeur morale sur le travail d'autre part. Parallèlement à cela, l'implication d'enfants dans les emplois formels est considérée comme peu probable.



3.2.4. Économie

7.1 Accès à l'énergie. *D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.*

Malgré sa proximité avec la capitale du pays et sa connexion au réseau interconnecté en électricité d'Antananarivo, la Région se trouve en 13^{ème} position parmi 22 en matière d'accès de la population à l'électricité : le taux d'accès de la population de la Région Itasy à l'électricité reste faible : 24,2%, soit inférieur au niveau national de 36,9%.

Pourtant, des potentialités en matière de production hydroélectrique existent dans la Région quoique pouvant se révéler insuffisantes ; à l'image de l'existence de site à exploiter ou produisant déjà comme les chutes de la Lilly, de Sarobaratra Ifanja (d'une capacité 2x50KW), d'Andriambola (d'une capacité de 2x6KW pour 53 ménages), ou encore de par la présence d'acteurs promouvant la production d'électricité comme l'Association PATMAD, et Heri Madagascar.

La Région se doit donc de prioriser cette cible, pour relever son ambition d'industrialisation par l'implantation d'un parc industriel à Arivvonimamo, mais aussi son ambition d'améliorer le bien-être de la population à travers l'amélioration de la santé, de l'éducation, puis par le développement urbain et le développement de la recherche.

7.2 Energies renouvelables.

Compléments indispensables de la cible 7.1, cette cible est d'actualité.

Protection de l'environnement, productivité, création d'emploi, amélioration de l'économie, protection des animaux, taux d'accès en énergie des ménages en dépendent.

D'autres opportunités existent : des Bozaka pour biogaz (DREA), transformation de déchets en gaz, l'existence de l'Université polytechnique de Soavinandriana, le compostage.

7.3 Efficacité énergétique. *D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.*

L'utilisation du charbon de bois, comme source d'énergie dans la production artisanale, est pour la Région Itasy un facteur constituant un frein à l'atteinte de l'efficacité énergétique. A ce sujet, l'on assiste à la dégradation continue de la forêt de Tapia, surtout à Arivonimamo qui est à vocation industrielle, et où existent des artisans producteurs de matériels agricoles (Mangatany), puis des PME/PMI de transformation du lait, pour lesquelles la principale source d'énergie est le charbon. Ce qui est recommandé pour ces unités de transformation est de recourir aux foyers améliorés et d'utiliser des déchets combustibles, comme le rejet de la minoterie de paddy.

8.2 Productivité économique. *Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main d'œuvre.*

La Région Itasy dispose d'un certain nombre d'atouts

pouvant concourir à l'augmentation de la productivité économique, à la diversification économique, voire à la modernisation technologique. Parmi ces atouts figurent : la potentialité agricole de la Région à produire des céréales, du sisal, de l'ananas, de la canne à sucre, du haricot vert, du voanjobory, du café (Arabica) à Akonabe et Ampefy, Antsahalavabe, du poivre rouge, à développer la rizipisciculture et l'aquaculture.

L'existence de structures d'appui comme les lycées techniques agricoles, l'école de formation professionnelle d'Antanetimboahangy, le centre de formation professionnelle à cycle court & long (transformation vatosoa), de la présence de l'université de Soavinandriana, le Projet TAFITA (sécurisation foncière), les programmes PROSPERER, FORMAPROD (Semences, Formation des jeunes, Infrastructure) ; à tout cela s'ajoutent des initiatives industrielles telles que l'extraction d'huiles essentielles (ravintsara), la fabrication de vin ou de jus de Tapia, de transformation de la tomate en vin, de fabrication d'huile d'arachide, de transformation du gingembre, de l'extraction de l'éthanol, du filage de la soie, de sécherie de légumes (Ampefy), de transformation de manioc en féculé.

Ce sont autant d'opportunités qui méritent d'être développées davantage et exploitées.

8.3 Développement TPE et PME. *Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et encouragent l'officialisation et la croissance de micro entreprises et de petites et moyennes entreprises, y compris par l'accès aux services financiers.*

La promotion de chaînes de valeur est de deux sortes, celles à forte croissance économique et celles à fort impact. La production agricole combinée avec la transformation et la commercialisation hors du territoire concilie les deux. Des investissements à plusieurs niveaux apporteront une croissance économique appréciable. Le développement de TPE et de PME permettra de renforcer les acteurs, de les accompagner.

Des acteurs existent comme Fihariana, FDA, FORMAPROD, Projet MAHAVOTRA de l'AGRI internationale, APDRA, ONG Mimiratra (développement agricole, existence de banques primaires et de microfinances).

8.5 Travail décent. *D'ici 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.*

Selon ces chiffres. Quoique de 2012, se focaliser sur cette cible apportera plus de bien-être à la population et dotera la Région de main d'œuvre de qualité, en bonne santé et compétente.

Ainsi le renforcement de la formation professionnelle, l'adéquation formation-emploi valoriseront la population active pour la croissance de la Région.

Actuellement, il existe des partenariats multisectoriel, Projet de formation de 1000 personnes (cas Arivonimamo), participation des femmes dans la filière vato (pierres), création d'emploi par rapport à l'infra touristiques, Orientation professionnelle, 80% des Chefs de service sont des femmes, existence CECJ, association des femmes handicapées, projets par rapport au reboisement,

compétence techniques en énergie (université), valorisation des personnes locales, sortants d'écoles.

8.9 - Tourisme durable. D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux.

Actuellement, les sites touristiques se concentrent autour du grand lac, les geysers, soit dans la partie ouest et nord d'Analavory. Itasy possède pourtant la richesse naturelle de la forêt Tapia, endémique à Madagascar, pas encore exploitée du point de vue touristique. Et même les sites habituels ne connaissent pas de développement digne de l'échelle que la Région veut lui donner.

Aucune chaîne de valeur ne peut durer longtemps sans un bon suivi de la compétitivité des consommateurs en amont et subsister sans les Input telles que la formation professionnelle, l'énergie, l'eau et assainissement, la sécurité.

30 sites touristiques sont recensés ne demandant que partenariat et investisseurs. Il faudra augmenter les produits touristiques, les moyens financiers et les infrastructures d'accueil.

9.1 Infrastructures, résilientes, accessibles. Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable, et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de



l'être humain, en privilégiant un accès universel, financièrement abordable et équitable.

C'est la base du développement multidimensionnel.

En outre, sont disponibles des matières premières pierres, bois industriels, eau, sable, main d'œuvre, engin, formateurs qualifiés en BTP, Partenariats, volonté politique, CARBONCOR (Kianjamalaza/Ambatomirahavavy), PROGRANIT, MADAGRANITE (industrie d'extraction), coopérative ASAVATO (Miarinarivo)

De la mise en place des infrastructures dépendent la création d'emploi, la mobilité des personnes ou des biens, sécurité et confort, développement de la Région, développement du commerce & business, Agrobusiness, tourisme, et désenclavement.

Cet objectif présente le plus d'enjeux tels que les Pôles Emergences économiques, condition sine qua none de développement touristique. Une Région productive a besoin d'infrastructure pour la sortie des produits, 90% de la population vivent dans des taudis, l'autonomisation CTD par rapport aux ristournes, les infrastructures de stockage, prévenir la fuite de contrôle pour paiement des ristournes.

9.2 Industrialisation socio-économiquement durable. Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.

Actuellement Arivonimamo a 13ha de disponible à viabiliser pour "Taninketsa Industrial" (Jeunes, parc industriel).

Il existe d'autres sites d'implantation du projet Taninketsa Industrial, des installations électriques existent. Ce qu'il faut, c'est l'opérationnalisation des pépinières industrielles, la mise en place d'environnement des affaires, l'attraction des investisseurs favorable.

9.3 Accès de toutes les entreprises aux services financiers. Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés.

A Madagascar, les services financiers ne permettent pas aux entreprises d'être concurrentielles. Dans une Région qui table sur le développement de micro entreprises, cette cible est indispensable afin que le territoire jouisse de capital humain compétent, d'énergie. Pour cela, les services financiers favorables sont essentiels.

La BOA promeut déjà des packs pour les jeunes/fihariana, pack pour les tantsaha).

Enjeux : Accès au service financier, débouchés, accompagnement, taux d'intérêt élevé, capacité à élaborer des documents de projet (business plan), s'ils ne vont pas ensemble compromettent la croissance économique basée sur les chaînes de valeur (dont l'industrialisation).

9.5 Recherche scientifique. Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologique des secteurs industriels de tous les pays en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant nettement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et développement pour 1 million d'habitants et en accrois-

sant les dépenses publiques et privées consacrées à la RD d'ici 2030

Le social, l'environnement ont besoin autant que l'économie de cet objectif.

De la recherche dépend l'augmentation du rendement et productivité, la sécurité, l'élimination de la faim, la santé et bien-être, la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement. En effet, la modernisation technologique doit aller de pair avec un changement d'habitudes, donc prise en compte du changement socioculturel. Les quatre dimensions doivent changer avec cohérence.

Itasy possède des acteurs sur ce plan : Université de Soavinandriana, Recherche CIRAD, FOFIFA "DINAAMICC", outil de diffusion "MAKIS", AFAFI Centre (Recherche des variétales par rapport aux semences pommes de terre "masomboly et masombiby), matière première par rapport aux huiles essentielles. Coopération Fiompiana (recherche sur les santés animales et humaines via phytothérapie, Recherche sur le greffage, CC (Faharetana). Recherche sur la carbonisation, la briqueterie (Soavinandriana).

10.2 Autonomisation et intégration. D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

Institutions (CTD) et ressources humaines ont besoin d'autonomisation. Ainsi, le genre, la formation et l'encadrement, l'éducation des jeunes filles, la sécurisation foncière figurent parmi les priorités pour parvenir à une égalité de chance des citoyens

Cette dimension transversale doit exister dans les interventions de tous les acteurs pour renforcer les interventions des acteurs actuels.



11.1 Accès au logement décent. D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.

Selon l'indicateur international, 99,3% de la population urbaine vivent dans des taudis. La promiscuité en grande partie (en dehors de l'assainissement, l'eau, l'électricité) constitue la cause principale de cette appréciation.

Il est pertinent d'élaborer des plans d'urbanisme pour les 'grandes' villes de la Région, des plans d'aménagement pour les Communes.

11.2 Transports sûrs et accessibles. D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière étant accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées.

La discrimination, de tous types de vulnérabilité (handicapés, personnes âgées), le désengorgement, la migration vers les pôles économiques sont des enjeux qui justifient la priorisation de cette cible.

11.3 Urbanisation durable. D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification de gestion participative, intégrée et durable des établissements humains dans tous les pays.

Des petites villes (Imerintsiasosika, Ampify, Arivonimamo, ...) commencent à se développer dans la Région Itasy, la priorisation de cette cible se porte sur la nécessité d'assurer un développement urbain sain et durable au sein de ces villes avec un souci d'inclusivité. En l'absence d'un plan d'urbanisme et d'une politique d'urbanisation claire, le risque d'une urbanisation sauvage est très élevé d'autant plus que l'exode rural est difficilement maîtrisable.



3.2.5. Capital naturel

1.5 Vulnérabilité par rapport aux chocs climatiques et autres chocs économiques, sociaux, environnemental. *D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes extrêmes liés au climat et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.*

Les groupes vulnérables sont en grandes parties les plus touchés par les effets négatifs du changement climatiques ou autres chocs. Leurs résiliences sont quasi-nulles et jusqu'à présent il n'y a pas encore d'initiatives notoi-res pour cette situation même si l'association ASA a déjà commencé quelque chose dans le district de Soavinandriana. En l'absence des mesures adéquates pour renforcer les résiliences de ces groupes vulnérables, d'importants impacts négatifs sur l'économie, la sécurité, le développement social régional peuvent surgir.

11.4 Préservation du patrimoine. *Redoubler d'efforts pour protéger et préserver le patrimoine culturel et naturel mondial.*

Compte tenu des enjeux que représentent les patrimoines culturels et naturels (la chute de la Lily, les geysers, le grand lac et la forêt Tapia) de la Région Itasy, cet objectif est d'une importance capitale. Concernant la forêt de Tapia, non seulement l'espèce est endémique de Madagascar mais l'écosystème fait vivre actuellement plus de 5.000 ménages en valorisant les produits sous forestiers tels que les fruits, la soie, les bokana pour la nourriture, les 13 types de champignons. Il faut également noter l'importance de ces patrimoines pour le développement du tourisme régional.

12.2 Gestion durable des ressources naturelles. *D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles⁷.*

Cette cible est en corrélation avec la cible 11.4. Vue la dégradation actuelle des ressources naturelles dans la Région Itasy (déforestation des tapia, dégradation bassins versants, ensablements des bas-fonds et des lacs, tarissement des sources d'eau, ...) l'atteinte des indicateurs de cette cible est très importante. Malgré l'existence des actions déjà menées par la DIREED dans ce sens, des efforts supplémentaires en matière de mise en place d'aire protégée et transfert de gestion de ressources naturelles⁸ sont encore à déployer.

12.5 Réduction des déchets. *D'ici à 2030, réduire nettement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation.*

Des efforts de réduction de déchets existent déjà dans la Région à l'instar du recyclage des déchets à Ambatomirahavavy. Cette cible a été priorisée puisqu'elle raccorde plusieurs activités qui répondent à l'atteinte d'autres cibles. En effet, elle permet non seulement l'amélioration du cadre environnemental et du bien-être de la population mais constitue également un moteur de création d'emploi pour les jeunes. Cette cible répond également aux enjeux économiques régionaux.

⁷Cf. rapport national de priorisation des ODD, page 73

⁸Cf. rapport national de priorisation des ODD, page 73

12.8 Formation et information environnementales. *D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.*

Les participants à l'atelier de priorisation des cibles ont affirmé l'importance de la considération de cette cible compte tenu de la dégradation de l'éducation citoyenne dans la Région et le besoin d'un redressement de la mentalité. La facilitation de l'accès à l'information et à l'éducation environnementale, le renforcement des transferts de connaissance sur le développement durable sont indispensables pour parvenir aux résultats escomptés c'est-à-dire vivre en harmonie avec la nature.

13.1 Résilience et capacités d'adaptation aux changements climatiques. *Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.*

Les effets du changement climatiques sont perceptibles au niveau de la Région Itasy. Beaucoup de secteurs souffrent de la variabilité saisonnière du climat (agriculture, pêche, tourisme, santé, ...). Des actions sont actuellement menées pour renforcer la résilience et les capacités d'adaptation au changement climatique au niveau régional et local. On ne peut penser durablement sans tenir compte de ces aspects, en effet, l'atteinte de nombreuses cibles de l'ODD 2 et de l'ODD 1 dépendent en grande partie du renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation au changement climatique.

13.2 Intégration CC dans les politiques et stratégies et planification. *Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationale.*

Si la Région veut parvenir à atténuer les effets du changement climatique ou à s'adapter au changement climatique, il est important que tous les secteurs intègrent dans leurs planifications respectives l'aspect changement climatique. En effet, la transversalité de ce phénomène oblige une réflexion multi-acteurs, multisectorielles. Et vue la dégradation actuelle des ressources forestières de la Région qui est uniquement constituées par des forêts de tapia, et la dégradation du lac Itasy et beaucoup d'autres, elle se doit de prioriser cette cible et de prendre action.

15.1 Préservation des écosystèmes terrestres. *D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux.*

La Région Itasy est confrontée à des problèmes de dégradation alarmantes de ces écosystèmes. En effet, la dégradation des bassins versants liées à la dénudation des versants à forte pente et à la pratique culturale sur ces lieux entraînent des pertes importantes en biodiversité et remettent en cause l'équilibre écologique local et détériore qualité des biens et services écosystémiques fournis. En conséquence, plusieurs activités de production économique en souffrent dont la répercussion sur le développement régional est difficilement réversible.

Une grande partie de l'économie régionale (tourisme, pêche et agriculture) est fortement dépendante des

écosystèmes terrestres et d'eau douce, notamment le Lac Itasy et les autres lacs environnants, les forêts de tapia, la perception des effets de la dégradation par la population locale oblige l'administration à assurer la restauration, la préservation et à l'exploitation durable des écosystèmes.

15.2 Gestion durable des forêts. D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître nettement le boisement et le reboisement au niveau mondial.

La Région a déjà initié une grande superficie de reboisement mais le taux de réalisation vers les objectifs est encore faible par rapport aux besoins dans la Région (habitat, énergie).

Des efforts considérables doivent encore être entrepris surtout dans les zones où se trouvent les sources d'eau. Il faut intensifier la vulgarisation de plantation de bambous à Soavinandriana et Miarinarivo si l'on veut atteindre l'objectif 15.1 (préservation et restauration des écosystèmes terrestres), 13.1 (résilience et capacité d'adaptation face au CC), 6 (eau et assainissement). Le GIRE est d'importance certaine, des acteurs s'y activent.

15.3 Dégradation des sols. D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des terres.

Des mesures sur les pratiques destructives conduisant au Lavaka, à la destruction du Lac, à l'ensablement

des lacs, la lutte contre l'utilisation d'engrais chimique, contribuent à l'atteinte de l'objectif 13.1 (résilience et capacité d'adaptation face au CC), 15.1 (préservation et restauration des écosystèmes terrestres), 8.2 (productivité économique), 8.5 (plein emploi), 8.9 (tourisme durable), 2.3 (productivité agricole), 6.6 (protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau), au développement filière soie.

Le projet MAHAVOTRA commence à appliquer les techniques de cultures sur les courbes de niveau et des étudiants en font des recherches car actuellement 1000t de sédiments par an envahissent le Lac.

15.5 Biodiversité et espèces menacées. Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.

La Région Itasy prévoit le développement le tourisme durable pour booster son économie alors que les ressources dont elle dispose pour cela sont confrontées à des pressions et des menaces constantes. Les forêts de tapia qui regorgent plusieurs espèces endémiques en faune et en flore risquent de disparaître si aucune action n'est faite. De même pour les espèces lacustres.

D'ailleurs, beaucoup de sujets de recherche restent encore à faire.

Pour une meilleure protection la priorisation de la cible nous conduira à la classification du grand Lac Itasy en patrimoine national et l'étude pour l'intégration de 50 lacs dans la convention de RAMSAR.

" D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles "





Section 4.
Mapping des sources



Des données de l'INSTAT et du MICS 2018

Ces données ont aidé à clarifier les idées pendant la priorisation, démontrant, une fois de plus le rôle des

informations et des données sur toute prise de décision. Elles seront aussi utiles pour le suivi des ODD.

Tableau 29 : Des données issues de l'INSTAT et du MICS 2018

	Indicateurs	Itasy	National		Année
1 2	1.2.1, 1.2.2 Proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans une situation de pauvreté sous toutes ses formes à Madagascar Pauvreté Pauvreté extrême	69,6 37,2	71,5 52,7		2012
3	1.3.1 Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale	20	25		2018
4	2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation : (Pourcentage de la population n'atteignant pas l'apport calorique minimal de 2133 kcal par jour)	47	55,8		2012
5	2.2.1 Prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans	45,0	41,6	2013/2018 : - 17,30	2018
6	3.1.1 Ratio de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes		426		2018
7	3.1.2 Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié	56,1	46,1		2018
8	3.2. Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans	42	59		2018
9	3.2.2 Quotient de mortalité néonatale	20	21	+1	2018
10	3.3.1 Nombre de nouvelles infections à VIH pour 1000 personnes séronégatives, par sexe, âge et principaux groupes de population	0,38%	2,08		2018
11	3.3.2 Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)				
12	3.3.3 Taux de mortalité dus au Paludisme pour 1000 personnes par an				
13	3.4.1 Taux de mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier				
14	3.4.3 Pourcentage des régions disposant d'infrastructures de prise en charge correcte des troubles mentaux				
15	3.7.1 Taux de prévalence contraceptive (%)	55,30	44,39		2018
16	3.8.1 Proxy : Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans et de 5 à 17 ans/ hommes et femmes de 15-49 ans bénéficiant d'une assurance maladie (INSTAT, MICS, 2018)	0,4 0,3	3,3 4		2018

Tableau 29 : Des données issues de l'INSTAT et du MICS 2018 (suite)

	Indicateurs	Itasy	National		Année
17	3.8.1 b : Pourcentage d'hommes et de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant une assurance maladie – homme et femme (INSTAT, MICS, 2018)	1,5 1	4 3,3		2018
18	4.1.1 Proportion des élèves de T6 atteignant le seuil suffisant en lecture	35,8	23,3		2018
19	4.1.2 Proportion des élèves de T6 atteignant le seuil suffisant en mathématiques	5,1	4,8		2018
20	4.1.3 Taux d'Achèvement (TAch) du primaire de 6A	62,5	56		2018
21	4.1.4 Taux d'Achèvement (TAch) du collège	16,7	26,3		2018
22	4.1.5 Taux brut de scolarisation (primaire)	73,5	59,8		2018
23	4.1.6 Taux brut de scolarisation collège	27,8	27,3		2018
24	4.1.7 Taux brut de scolarisation (Lycée)	12,3	12,8		2018
25	4.2.1 Pourcentage d'enfant de 3 à 5 ans fréquentant un centre du préscolaire	7	14,9		2018
26	4.3.2 Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants, Indicateurs d'accès pour les hommes et les femmes				
27	4.5.1.a Indice de parité (Femmes et Hommes) primaire ajusté TNF	1,03	1,07		2018
28	4.5.1.b Indice de parité (Femmes et Hommes) 1er cycle du secondaire ajusté TNF	1,21	1,37		2018
29	4.5.1.c Indice de parité (Femmes et Hommes) du 2ème cycle du secondaire ajusté TNF	1,88	1,24		2018
30	4.6.1 Pourcentage de la population d'un groupe d'âge donné ayant les compétences voulues à au moins un niveau d'aptitude fixé a) en alphabétisme et b) numératie fonctionnelle.				
31	5.1.1 Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe	16	16		2018
32	5.2.1 Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (sexuelle)	14,34	7,1		2018
33	5.2.1b GRPH Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (physique)	12,5	7		2018
34	5.2.1.c Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (émotionnelle)	28,9	23		2018
35	5.2.1.d Pourcentage des femmes qui ont subi des actes de violence (au moins l'un des 3 violences)	51,6	41,3		2018
36	5.3.1.a Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	6,3	12,7		2018

Tableau 29 : Des données issues de l'INSTAT et du MICS 2018 (suite)

	Indicateurs	Itasy	National		Année
37	5.3.1.b Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	34	40,3		2018
38	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (Conseillers régionaux, députés, sénateurs)		21,43		2018
39	5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction (de responsabilités publiques et privées)				2018
40	6.1.1 Taux d'accès à l'eau potable au niveau national	55,9	43		2018
41	6.1.2 Taux de desserte ou couverture en eau potable (au niveau national et par milieu de résidence)				
42	6.2.1 Proportion de la population utilisant des services d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité	8,9	6,4		2018
43	6.5.3: Pourcentage de bassins hydriques disposant d'un cadre réglementaire				
44	7.1.1 Taux d'accès de la population à l'électricité au niveau national (%)	24,2	36,9		2018
45	7.1.2: Proportion de la population utilisant principalement des carburants et technologies propres	0,017	0,8		2018
46	8.5.1: Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap – <i>en ariary</i> Ouvrier non qualifié Ouvrier ou salarié qualifié Cadre supérieur ou moyen	762.000 1.178.000 3.305.000	1.250.000 2.229.000 3.818.000		2012
47	8.5.2 taux de chômage Strict Élargi	0,7 2,7	1,2 8,0		2012
48	8.7.1: Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge	48,7	46,9		2018
49	8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total		6,90		2018
50	9.2.1: Proportion du secteur industriel par rapport au PIB		17,7		2018
51	11.1.1: Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis	99,3	88,2		2012
52	12.2.3 Nombre nouveau transfert de gestion ressources naturelles y compris des plans d'eau effectué	54	911		2017
53	15.1.2 Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre	786.74	22.298,00		2018



	Indicateurs	Itasy	National		Année
54	16.1.4.a proxy : Pourcentage de femmes qui se sentent en sécurité en marchant seules dans leur quartier après la tombée de la nuit	54,7	46,4		2018
55	16.1.4.b proxy : Proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques	70,5	63,0		2018
56	16.2.3 Proxy: Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant déjà subi des violences sexuelles et pourcentage de celles ayant subi des violences sexuelles au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon les caractéristiques de base, MICS Madagascar, 2018	20,4	13,5		2018
57	16.3.1 Proportion de victimes de violences au cours des 12 mois précédents ayant signalé les faits aux autorités Homme Femme		24,8 23,5		2018
58	16.3.2 Proportion de la population carcérale en instance de jugement	59,15	54		2016
59	16.3.3 Nombre de vindictes populaires enregistrés	0	31		2018
60	16.4.1 Valeur totale des flux financiers illicites sortants (en dollars des États-Unis courants) en million d'USD		721		2018

L'analyse inputs–outputs fait suite à la priorisation. Elle est basée sur les justifications données lors du premier atelier, les liens entre les cibles évoquées lors

du remplissage de la matrice et aux informations documentaires disponibles.





Section 5.
Perspectives



5.1. Méthodologie de constitution des paquets intégrés d'interventions

5.1.1. Analyse inputs-outputs

Il s'agit d'identifier parmi les cibles prioritées, celles qui sont catalyseurs au regard de l'analyse "input-output". Puis d'identifier pour chacune des cibles catalyseurs des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible catalyseur, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendants. Enfin, regrouper certains paquets de cibles au regard des liens d'interdépendances entre leurs cibles catalyseurs ; on s'inspire dans ce cas de la théorie input / output tout en tenant compte des réalités / spécificités.

5.1.2. Analyse inputs-outputs ODD catalyseur 16

L'instauration de conditions générales favorables au développement durable et inclusif de la Région s'impose en premier lieu. Les cibles de l'ODD 16 ont été passées en revue et analysées séparément pour mieux faire ressortir les liens entre elles et entre les cibles des autres objectifs.



			Observations			
INPUT	<p>1.3 Mesures de protection sociale 2.1 Faim 0 3.5 Substances psychoactives 3.7 Accès aux soins de santé sexuelle et procréative 4.1 Éducation primaire et secondaire 4.5 <i>Inégalités entre sexe dans le domaine de l'éducation</i> 4.7 Connaissances et compétences...culture de paix, et de non-violence 7.1, 7.2 Énergies 8.5 plein emploi (8.7 Travail des enfants)</p>	CATALYSEURS	<p>16.1 - Réduction de la violence 16.2 Formes de violences envers les enfants</p>	OUTPUT	<p>1.1 Éliminer l'extrême pauvreté 1.2 Réduire de moitié la proportion de ... pauvreté 2.3 Doubler la productivité 3.1 et 3.2 Mortalités maternelle et infantile réduites 4.1 Cycle complet primaire et secondaire 4.3 Enseignement technique, professionnel, tertiaire, universitaire. 4.4 Travail décent et entrepreneuriat 8.3 Création d'emploi, PME/PMI formelles 8.5 Plein emploi productif et travail décent</p>	<p>La <u>réduction de la violence</u> dépend de la redynamisation de la coopération avec les communautés de base et du développement des <u>réseaux</u>, de la vulgarisation des <u>lois</u> de l'instauration d'une <u>justice équitable</u>.</p> <p>Les zones perçues plus sensibles sont Imerintsiatosika, Ampefy et Analavory. Les malfaiteurs sont parfois plus nombreux et mieux armés que les forces de l'ordre.</p> <p>Plus d'informations provenant de forces de l'ordre compléteront la pertinence des solutions à mettre en œuvre.</p> <p><u>Les substances psychoactives</u>, la <u>faim</u>, le chômage et la faiblesse de l'<u>éclairage</u> peuvent faire partie de l'origine de certaines violences.</p> <p>La faim incite les parents à l'<u>exploitation des enfants</u> dans les travaux agricoles ou les travaux domestiques, cela peut être du au nombre d'enfants à nourrir en rapport avec le revenu faible. La faiblesse de l'<u>éducation</u> entraîne en général une faiblesse des <u>revenus</u> faute de compétence pour un <u>emploi décent</u>. Des <u>mesures de protection sociale</u> sont parfois nécessaires, quel que soit le type de vulnérabilité.</p> <p>Seize Centre d'écoute et de Conseils Juridiques (CECJ) sont déjà en place dans tous les districts. Des réseaux de protection de l'enfant sont en place presque dans toutes les Communes. Reste à savoir leur connexion avec les réseaux des Districts (commissariat, gendarmerie, TPI)</p> <p>La <u>corruption</u> constitue un obstacle à l'application des réglementations</p> <p>L'atteinte de cette cible aura pour impact la réduction de la pauvreté via l'augmentation de la production et un meilleur <u>accès des femmes et des personnes vulnérables à l'éducation, l'économie et la santé</u>.</p>

				Observations	
INPUT	<p>1.3 mesures de protection sociale</p> <p>4.1 éducation primaire et secondaire</p> <p>4.7 acquisition de connaissances sur le droit de l'homme, égalité de sexe, culture de paix et de non-violence</p> <p>16.5 corruptions</p> <p>16.6 institutions efficaces</p> <p>16.7 participation citoyenne</p> <p>16.b appliquer lois et politiques non discriminatoires</p>	CATALYSEURS	16.3 égal accès à la justice	OUTPUT	<p>2.1 et 1.2 pauvreté</p> <p>2.3 productivité agricole</p> <p>5.2 Violence faites aux femmes</p> <p>8.2 productivité économique</p> <p>8.3 activités productives</p> <p>8.5 plein emploi</p> <p>16.1, 16.2 violences</p> <p>15.2 gestion durable des forêts</p>
	<p>9.1</p> <p>16.6</p> <p>10.2</p> <p>16.6 institutions efficaces</p> <p>16.b appliquer lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable</p>		16.4 criminalité organisée		<p>La paix sociale, l'égal accès à la justice est une condition indispensable à la prospérité, à la <u>protection des ressources naturelles</u>. Les sanctions ne sont pas les pareils pour les mêmes cas d'un district à l'autre, comme c'est le cas de la carbonisation à Arivonimamo et Miarinarivo dans le cas de l'exploitation de la forêt tapia.</p> <p>Imerintsiatosika et Miarinarivo souffrent le plus de cette situation. Les groupes vulnérables n'ont pas le moyen pour accéder à la justice.</p> <p><u>La lacune en éducation</u> empêche les citoyens de recourir à une justice équitable.9</p> <p>Le TPI n'arrive pas à suivre de traitement des dossiers (59.15% de dossiers de la population carcérale en instance en 2018)</p> <p>Il s'ensuit une <u>anarchie</u> dans l'occupation des terres pour <u>l'exploitation des ressources</u> dans le cas des lacs et des versants de pente abrupte.</p> <p>L'égal accès sera favorable à la participation de tous dans une économie durable. Les OSC essaient de faire de leur mieux, mais la tâche est difficile.</p> <p>Les représentants de l'Etat ne jouent pas leur rôle dans la vulgarisation des textes, la population n'ose pas entrer dans les bureaux, collaboration STD-CTD (conflit de leadership).</p> <p>Situations : saison de récolte, vol de bœuf. (Lenteur et lourdeur administrative) Cette cible souffre du manque d'informations de la part des forces de l'ordre. Les zones perçues les plus touchées sont Ambany Andrefana, Miarinarivo, Atsimon'Arivonimamo. La hardiesse, le nombre et l'armement des dahalo (vol de zébus) dépassent l'entendement des forces de l'ordre. Faiblesse d'effectif Collaboration interrégionale avec Itasy-Bongolava. Dahalo plus hardi pendant la saison de récolte (malfaiteurs faciles à pister pendant la saison de pluie). Population non intégrée socialement</p>

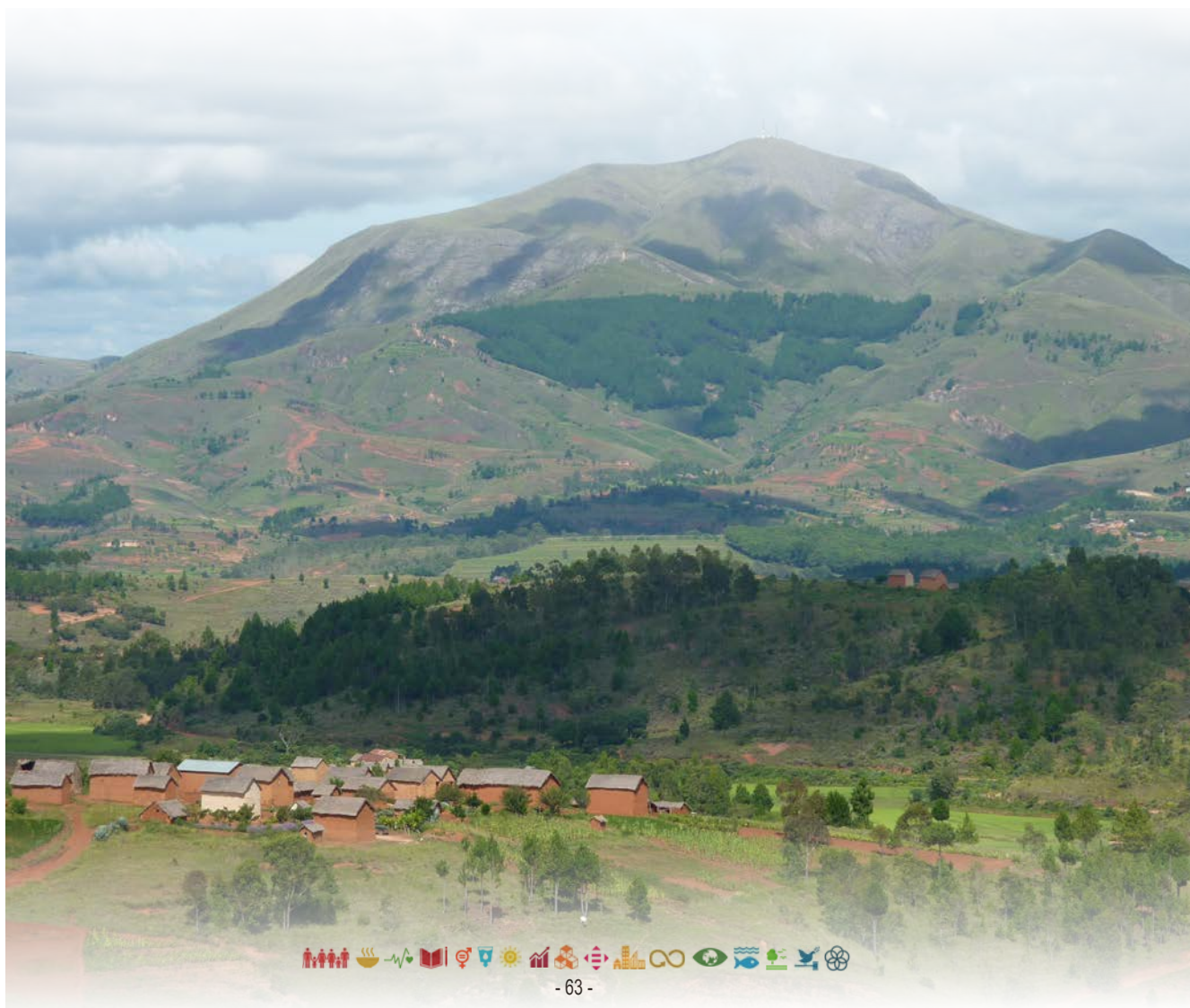
						Observations
INPUT	(12.7 passations de marchés) 16.b appliquer lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable 4.4 4.7 éducation à la citoyenneté 16.6 institutions efficaces (lenteur administratif)	CATALYSEURS	16.5 Corruption	OUTPUT	2.3 productivité agricole 8.2 productivité économique 8.3 activités productives 8.5 plein emploi 16.1, 16.2 violences 15.1 : préservation, restauration et exploitation durable des écosystèmes terrestres 15.2 gestion durable des forêts	Parmi les facteurs qui entravent le développement de la Région est l'ampleur de la <u>corruption</u> à tous les niveaux. Des structures de lutte contre la corruption existent dans la Région mais sont souvent peu opérationnels, comme le cas de l'Angaroa (<u>Structure Anti-corruption</u>). La lutte contre la corruption est au cœur des préoccupations de la Région. On ne peut espérer d'amélioration des cadres de vie et de développement durable surtout de l'activité économique sans résoudre les problèmes de corruption. L'application défailante des <u>standards de service</u> dans les 53 Communes, le <u>lenteur des traitements de dossiers</u> sont autant d'éléments favorisant la corruption. La thématique concerne tous les STD, CTD, les Communes, les TPI, le Comité Régional de Marché, les Forces de l'ordre, les services de domaine, les CAA, les chefs Fokontany, la santé, etc. La puissance des personnes influentes impacte la <u>protection des ressources naturelles</u> (Vulgarisation et renforcement de capacités à tous les niveaux : laboratoire de compétences tiré des expériences en matière de santé)
	INPUT					4.1 éducation primaire et secondaire 4.4 compétences techniques et professionnelles 4.7. Connaissances et compétences nécessaires pour développement durable 16.9 état civil 16.b promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable

<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); text-align: center;">INPUT</p>		<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); text-align: center;">CATALYSEURS</p> <p style="text-align: center;">16.7 dynamismes, ouverture, participation citoyenne</p>		<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); text-align: center;">OUTPUT</p>	<p style="text-align: center;">Observations</p> <p>Il arrive que ni la Région (ni la Préfecture), elles-mêmes, ne soit <u>pas au courant</u> des <u>projets</u> qui se réalisent dans le territoire, d'où l'existence de doublons ou de projets qui ne tiennent compte ni des réalités ni des expériences antérieures. Des Communes (voire STD) ne sont au <u>courant de l'existence de textes</u>, ce qui conduit à une « déresponsabilisation » devant des situations comme les <u>squattérissations de terres dans les zones sensibles</u>. L'application des lois une fois celles-ci diffusées, la mise en place des SLC (Structure Locale de Concertation au niveau régional/communal/des Fokontany, l'opérationnalisation des CODES (Comité de Développement Economique et Social) aidera à cette inclusion. Elle est liée aux cibles 10.2 <u>égalité et autonomisation des personnes</u>, à 16.3 Etat de droit et à l'<u>égal accès à la justice</u>, à 16.6 institutions efficaces. Beaucoup d'efforts ont été effectués dans <u>mise en place des plateformes</u> au niveau économique (coopératives), mais les intervenants (société civile, partenaire, programmes sectoriels) semblent <u>travailler de façon sectorielle</u> pour ne pas dire la plupart des partenaires.</p>
	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); text-align: center;">INPUT</p> <p>4.1 Éducation primaire et secondaire</p> <p>4.4 Compétences techniques et professionnelles</p> <p>(5.5 Femmes en poste de direction à tous les niveaux de prise de décision)</p> <p>4.6 Jeunes et adultes sachant lire, écrire et compter</p> <p>4.7. Connaissances et compétences nécessaires pour développement durable</p> <p>9.1 Infrastructures de qualité, fiable, durable et résiliente</p> <p>16.6 Institutions efficaces</p>				<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); text-align: center;">CATALYSEURS</p> <p style="text-align: center;">16.9 Identité juridique, enregistrement de naissance</p>

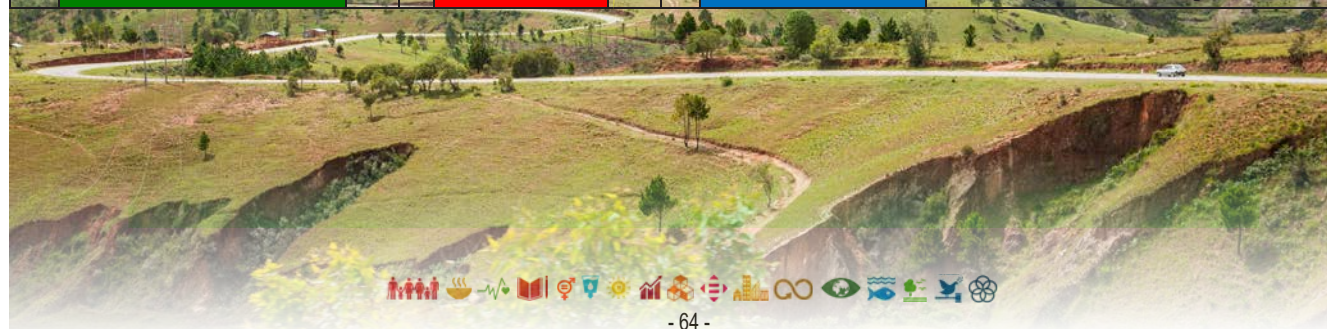


5.1.3. Cibles des ODD catalyseurs 8, 11

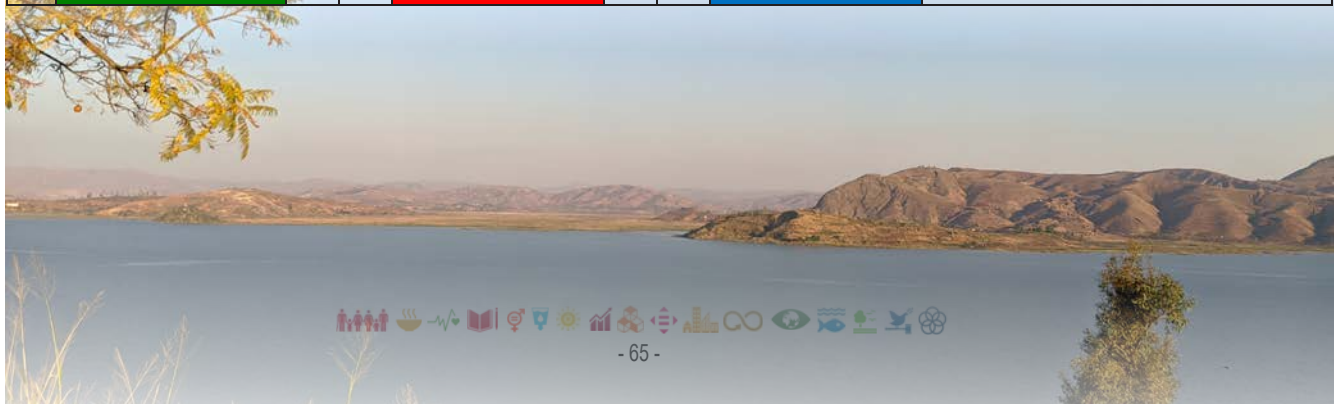
			Observations		
INPUT	8.2 Productivité économique 8.3 Développement TPE et PME 8.5 Plein emploi productif 1.3 Mesures de protection sociale 1.5 Résilience des pauvres 2.3 Productivité agricole 2.4 Viabilités des systèmes de production 13.1 Résiliences face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles 15.2 Gestion durable de forêts	CATALYSEURS	8.1 Croissance économique (PIB)	OUTPUT 1.1 Extrême pauvreté 1.2 Pauvreté 2.1 Faim 0 2.2 Malnutritions 10.2 Autonomisations	La <u>croissance économique</u> constante passe par une <u>productivité durable</u> , la promotion de <u>l'entreprenariat</u> , la <u>valeur ajoutée</u> et pour une bonne <u>répartition des avantages</u> économiques, il faut des <u>mesures</u> afin que toute la population profite de cette croissance. Et pour être durable, la <u>dimension environnement</u> et changement climatique doivent baliser le processus



INPUT		CATALYSEURS		OUTPUT	Observations	
	<p>2.3 Productivité agricole, accès, services financiers</p> <p>2.4 Viabilité des systèmes de production alimentaire, pratiques résilientes</p> <p>13.1 Résiliences et capacités d'adaptation</p> <p>3.1 Mortalité maternelle et</p> <p>3.2 mortalité infantile</p> <p>3.7 Santé sexuelle et reproductive, 3.8 CSU</p> <p>4.1 Enseignement primaire et secondaire ; 4.3- Formation professionnelle et enseignement supérieur ; 4.5. Egalité des chances</p> <p>4.7. Education au développement durable</p> <p>5.2 Éliminer violence et toutes formes de d'exploitation</p> <p>6.1 Eau potable, 6.5 GIRE</p> <p>7.1 Accès à l'énergie, 7.2 - Energies renouvelables, 7.3 - Efficacité énergétique</p> <p>9.1 Infrastructures, résilientes, accessibles ; 9.2 - Industrialisation socio économiquement durable</p> <p>9.3 - Accès de toutes les entreprises aux services financiers</p> <p>9.5 Recherche et développement</p> <p>11.1 Accès à un logement décent, 11.2 Transport sûrs et accessibles, 11.3 Urbanisation durable</p> <p>12.2 Gestion durable des ressources naturelles</p> <p>16.1 Sécurité</p> <p>16.6 Institutions efficaces</p> <p>9.c Techniques de l'information et des communications</p> <p>12.a Moyens scientifiques et technologiques permettant de s'orienter vers des modes de consommation et de production durable.</p> <p>12.8 Informations et connaissances nécessaires au développement durable</p> <p>15.1 Exploitation durable des écosystèmes terrestres</p> <p>15.2 Gestion durable de toutes les forêts</p> <p>15.3 Dégradation des sols</p>		<p>8.2 Niveau élevé de productivité, modernisation technologique</p> <p>8.3 Développement TPE et PME</p>		<p>1.1. Extrême pauvreté</p> <p>1.2 Réduction de la pauvreté</p> <p>1.3 Systèmes de protection sociale</p> <p>1.5 Résilience des personnes vulnérables par rapport aux chocs</p> <p>2.1 Faim 0</p> <p>2.2 Malnutritions</p> <p>10.2 Autonomisation et intégration sociale, économique et politique</p> <p>16.1 Réductions de la violence, sécurité</p> <p>16.6 Institutions efficaces</p>	<p>Itasy est à vocation agricole. Ses expériences récentes ont montré la <u>putréfaction rapide des produits</u> vendus dans la Capitale, à cause des produits chimiques. D'où une orientation vers les produits bio poissons, sécherie de fruits et légumes.</p> <p>L'<u>industrialisation</u> est liée à la <u>productivité agricole</u>, le <u>marché de soutien</u> est liée à cette chaîne (<u>encadrement agricole</u>, emballage, énergie, informatisation, appel aux investisseurs, etc.)→ chaînes de valeur avec les filières porteuses ou non (vin de tomate, tapioca, soie, HE, carbonisation avec apombo, bozaka, sisal, ananas (vin), légumes), maïs. Capacité en business plan</p> <p>La croissance économique dépend des <u>capitaux</u> (ressources naturelles, ressources financières – en général et micro finances), des <u>main d'œuvre qualifiées adaptées</u> au modèle choisi et de la technologie, d'où l'importance de l'<u>éducation</u>, de la <u>santé</u>, de l'<u>environnement humain</u>, de l'<u>égalité de chance</u> aux populations active actuelle et future, quel que soit le secteur dans lequel s'intègre la population active, production de biens ou de service.</p> <p>La <u>communication</u>, le <u>désenclavement</u>, la <u>recherche-action</u> est indispensable pour pouvoir intégrer tout un chacun dans le processus. et trouver le meilleur moyen de booster l'économique.</p> <p>Itasy compte promouvoir des <u>parcs industriels</u> qui ne demandent qu'à démarrer au niveau d'Arivonimamo (13 ha) ou toutes les conditions sont réunies, (avec une pépinière industrielle (taninketsa industrial)). Leur développement dépend de plusieurs facteurs, à savoir les diverses <u>infrastructures</u> pour le transport et les échanges, l'<u>énergie</u> (eau et électricité avec installation existante), ainsi que les normes d'<u>hygiène</u> et d'<u>assainissement et de sécurité</u>.</p> <p>En termes d'énergie, Itasy possède des potentialités issues de la JIRAMA, de la chute de la Lilly, de Sarobaratra Ifanja 2 x 50 KW, d'Andriambola 2 x 6 KW pour 53 ménages).</p> <p>Le marketing territorial et la communication et la coordination pour l'intégration de la population active et des investisseurs ainsi qu'un meilleur équilibre territorial doivent être assurés.</p> <p>Capitalisation des activités de FORMAPROD Formation professionnelle. Innovation : coq castré de meilleure saveur (200.000).</p> <p>Ceux qui n'ont pas réussi à terminer leurs études ont besoin de fonds de démarrage, de formation après le baccalauréat en agriculture (formateur de formateurs)</p> <p>Il faut favoriser les concertations au niveau des Structures Locales de Concertation pour booster l'économie au niveau Commune [53] avec le MID, l'INDDL et de procéder autant que possible à l'élaboration de Plan de Développement Local Intégré - PDLI]</p>



			Observations			
INPUT	<p>4.1 Enseignement primaire et secondaire ; 4.3- Formation professionnelle et enseignement supérieur ; 4.5. Egalité des chances ; 4.6 <i>jeunes et adultes sachant lire, écrire et compter</i> ; 4.7 Education au développement durable</p> <p>5.2 <i>Éliminer violence et toutes formes de exploitation</i></p> <p>6.1 Accès à l'eau potable, 6.2. Accès aux services d'assainissement et d'hygiène</p> <p>7.1 Accès à l'énergie, 7.2 - Energies renouvelables, 7.3 - Efficacité énergétique</p> <p>8.3 <i>Développement TPE et PME</i></p> <p>9.1 Infrastructures, résilientes, accessibles, 9.3 - Accès de toutes les entreprises aux services Financiers</p> <p>9.5 Recherche scientifique</p> <p>16.1 Sécurité</p> <p>16.7 Participation citoyenne</p> <p>6.b Appuyer et renforcer la participation de la population locale a l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement</p>	CATALYSEURS	<p>8.5 Plein emploi productif</p> <p>11.a Établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux entre zones urbaines, périurbaines et rurales</p> <p>11.1 Accès à un logement décent,</p> <p>11.2 Transport surs et accessibles,</p> <p>11.3 Urbanisation durable</p>	OUTPUT	<p>1.1. Extrême pauvreté</p> <p>1.2 Réduction de la pauvreté</p> <p>1.3 Systèmes de protection sociale</p> <p>1.5 Résilience des personnes vulnérables par rapport aux chocs</p> <p>2.1 Faïms 0</p> <p>2.2 Malnutritions</p> <p>10.2 Autonomisation et intégration sociale, économique et politique</p> <p>16.1 Réductions de la violence, sécurité</p> <p>16.6 Institutions efficaces</p>	<p>Outre le <u>développement agricole et industriel</u> créateur d'emploi avec des ressources humaines assez conséquentes issues des <u>centres de formation professionnelle (initiale) de courte ou de longue durée</u>, les MPE et MPI (dans les secteurs de services et du commerce surtout) nécessitent une main d'œuvre qui exige de plus en plus de compétences ad hoc sous forme de <u>formation continue ou ponctuelle</u>. Certaines formations demandent un <u>niveau</u> plus ou moins <u>élevé</u> de l'éducation formelle, d'autres requièrent des <u>compétences basiques</u> de lecture, d'écriture et de numératie.</p> <p>Un minimum <u>d'environnement favorable</u> est de rigueur tels que la sécurité, la santé, le transport, un logement digne (eau, assainissement, énergie, intimité). Ce qui signifie mettre des infrastructures socioéconomiques de base répondant aux besoins de la transformation économique choisie (ville, tourisme). La gestion des services gagne à inclure les communautés dans toute prise de décision.</p> <p>Les institutions efficaces jouissent des retombées économiques qui s'ensuivent sous formes de taxes et fiscalités diverses.</p> <p>Les citoyens ne s'intéressent pas aux choses publiques (gestion, respect des biens publics, prise de décision) face aux avantages personnels du laxisme de la gouvernance</p> <p>Les avantages d'un accroissement des revenus sont importants en termes de réduction de pauvreté et des maux qu'elle apporte.</p>



						Observations
INPUT	<p>1.3 Mesures de protection</p> <p>(1.4 accès aux ressources pour les groupes vulnérables)</p> <p>3.1, 3.2, 3.7</p> <p>4.1, 4.3, 7.1, 7.2, 7.3</p> <p>6.1, 6.a, 6.b Accès à l'eau potable ; 6.2. Accès aux services d'assainissement et d'hygiène ; 6.5. Gestion intégrée des ressources</p> <p>8.3 Développement TPE et PME</p> <p>9.1 Infrastructures, résilientes, accessibles</p> <p>9.3 Accès de toutes les entreprises aux services</p> <p>Financiers</p> <p>9.5 Recherche scientifique</p> <p>11.a ; 11.1 Accès au logement décent ; 11.2 Transports sûrs et accessibles ;</p> <p>11.4 Patrimoine naturel et culturel</p> <p>15.2 Gestion durable de toutes les forêts</p> <p>15.3 Dégradations des sols</p> <p>15.5 Biodiversité et espèces menacées</p> <p>16.1 Sécurités ; 16.5 corruption</p> <p>12.b Outils de contrôle de l'impact sur le développement durable d'un tourisme durable créateur d'emploi et valorisant la culture et les produits locaux</p>	<p>CATALYSEURS</p> <p>8.9 Tourisme durable</p> <p>8.9 Tourisme durable</p>	<p>OUTPUT</p> <p>1.1. Extrême pauvreté</p> <p>1.2 Réduction de la pauvreté</p> <p>1.3 Systèmes de protection sociale</p> <p>1.5 Résilience des personnes vulnérables par rapport aux chocs</p> <p>2.1 Faim 0</p> <p>2.2 Malnutritions</p> <p>8.5 Plein emploi</p> <p>10.2 Autonomisation et intégration</p>			<p>Bien que le tourisme requière les mêmes conditions favorables que les activités économiques en général, elles se distinguent par sa spécificité.</p> <p>D'une part, Le <u>tourisme rural</u> basé sur la forêt tapia et les lacs est nouveau. Donc des <u>sites</u>, des <u>services</u> (y compris l'artisanat) et <u>infrastructures</u> de base à mettre en place (voies de dessertes, santé, éducation, eau, hygiène, assainissement, énergie, sécurité). 30 sites identifiés.</p> <p>D'autre part, le <u>tourisme 'classique'</u> tourne autour du grand lac, des geysers et de la chute de la Lilly. Même à ces niveaux, le secteur n'est pas assez exploité au niveau de l'<u>aménagement des sites et des services</u> qu'ils offrent (y compris le culturel).</p> <p>Actuellement, la forêt tapia fait l'objet d'exploitation pour la <u>carbonisation</u>, les mesures et actions des VOI ne suffisent plus à stopper les infractions pour des causes sociales et d'influence (<u>corruption</u>) surtout du côté d'Arivonimamo. Les tapia restent les seuls vestiges de forêt de l'Itasy. Il faut pourtant l'étendre pour ne pas créer les îlots éparpillés. Des <u>recherches</u> restent à faire pour vulgariser les pépinières, le reboisement de tapia ne se prête pas au reboisement classique.</p> <p>La réussite de cette initiative contribuera à réduire la pauvreté du monde rural, non seulement des sites mais de leurs périphéries grâce à la vente des produits sous forestiers (soie, bokana, champignon, etc.)</p>



5.1.4. Cibles de l'ODD 13 : changement climatique

				Observations		
INPUT	1.3 Systèmes de protection sociale	CATALYSEURS	13.1 Résilience et adaptation	OUTPUT	1.1 Extrême pauvreté	<p>Pour atténuer les effets du <u>changement climatique</u> ou à s'adapter au changement climatique, tous les secteurs doivent intégrer dans leurs planifications respectives l'aspect changement climatique. La <u>transversalité</u> de ce phénomène oblige une réflexion multi-acteurs, multisectorielles.</p> <p>L'atteinte de ces cibles permet les attractivités touristiques, l'amélioration de la subsistance, les solutions à la paupérisation. L'<u>écosystème du Lac Itasy</u> est menacé par l'ensablement et par les activités anthropiques. Des <u>espèces sont en voie de disparition</u> de même pour la <u>forêt de tapia</u> où plusieurs espèces endémiques de faune et de flore risquent de disparaître si aucune action n'est faite (6.6).</p>
	2.4 Viabilité des systèmes de production alimentaire et des pratiques agricoles résilientes					
4.6 Apprentissages fondamentaux	4.7 Éducation au développement durable.	13.2 Intégration CC dans les politiques et stratégies et planification	2.1 Faim 0	2.2 Malnutrition	2.3 Productivité agricole	<p>Des mesures sur les pratiques destructives conduisant au Lavaka, à la destruction du Lac, à l'ensablement des lacs, la <u>lutte contre l'utilisation d'engrais chimique</u>, contribuent à l'atteinte de l'objectif 13.1 (<u>résilience et capacité d'adaptation face au CC</u>), 15.1 (<u>préservation et restauration des écosystèmes terrestres</u>), 8.2 (productivité économique), 8.5 (plein emploi), 8.9 (tourisme durable), 2.3 (productivité agricole), 6.6 (<u>protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau</u>), au développement filière soie</p>
7.2 Énergie renouvelable	7.3 Efficacité énergétique	13.1 Résilience et adaptation	3.1, 3.2 Mortalité maternelle et infantile	3.4 Maladies non transmissibles	4.1 Éducation	<p>Les forêts de tapia qui regorgent plusieurs espèces endémiques en faune et en flore risquent de disparaître si aucune action n'est faite. De même pour les espèces lacustres.</p>
9.5 Recherche développement, innovation	6.3 Gestion intégrée des ressources en eau	13.2 Intégration CC dans les politiques et stratégies et planification	8.1 Croissance économique	8.2 Production économique	8.5 Emploi décent	<p>Changement dans la gestion des forêts et pêches devient indispensable.</p>
6.6 Préservation et restauration des écosystèmes lacustres	4.7 Éducation au développement durable	13.1 Résilience et adaptation	8.2 Production économique			<p>La <u>classification</u> du grand Lac Itasy en <u>patrimoine national</u> et l'étude pour l'intégration de 50 <u>lacs dans la convention de RAMSAR</u> améliorera la protection et atténuera le changement climatique</p>
9.1 Infrastructures durables (transports, eau, assainissement)	(11.6 Qualité de l'air ; (11.7 espaces verts)	13.2 Intégration CC dans les politiques et stratégies et planification				
12.8 informations et connaissances développement durable	15.1 Écosystèmes terrestres					
15.2 Gestion durable des forêts	15.2 Gestion durable des forêts					
15.3 Reboisement et surfaces boisées	15.3 Dégradations des terres					
15.3 Biodiversité et espèces menacées	15.5 Biodiversité et espèces menacées					

5.2. Résultats de la constitution des paquets intégrés d'interventions

Au terme de l'analyse inputs – outputs, la Région se propose de réaliser 3 paquets d'interventions intégrées, soit :

1. L'amélioration de la gouvernance inclusive permettant à la population de jouir d'un cadre socio-économique favorable et durable
2. L'instauration d'un modèle économique mettant en valeur le potentiel humain pour une croissance économique inclusive
3. Le renforcement de la résilience pour un environnement durable au profit du bien être socio-économique de la Région

Pour l'étape suivante, il convient d'identifier les goulots / obstacles qui empêchent la mise œuvre de ces paquets, puis d'identifier les solutions / mesures / interventions appropriées.

Ensuite, parmi toutes ces interventions, il convient de se poser les questions suivantes pour déterminer quelles sont les activités « phares » à réaliser jusqu'en 2030 et qui auront des répercussions positives sur l'atteinte des autres cibles :

- Quelles sont les interventions qui ont des impacts percutants sur les autres goulots / solutions ? Elles constitueront les interventions auxquelles il faut déterminer les éléments de coûts.
- Lesquelles dépendent des ressources existantes dans la Région (PIP, Subventions, fiscalités, projets), et les éventuels partenariats parfois hasardeux s'ils ne sont pas bien coordonnés, harmonisés. Les partenariats méritent une coordination soutenue afin qu'il n'y ait plus duplication dans une même zone, ni inefficacité ne laissant de trace après le passage du partenaire, ni déséquilibre en laissant pour compte certaines zones.

5.2.1. Paquet base sur la gouvernance

PAQUET 1 basée sur la gouvernance	Amélioration de la <u>bonne gouvernance locale inclusive</u> permettant à la population et aux investisseurs de jouir d'un <u>cadre socioéconomique et environnemental favorable et durable</u>
---	---

5.2.1.1. Compréhension du paquet

Bonne gouvernance locale	Manière dont les autorités ⁹ gèrent les ressources sociales, environnementales et économiques de la région de façon efficace, honnête, équitable, transparente ¹⁰ et responsable, leadership dans la mission, avec mobilisation de tous acteurs locaux ¹¹
Cadre socio-économique et environnemental	Société où je jouis des services de base ¹² en vue de bien vivre ¹³ et agir.

L'insuffisance et la non-adaptabilité des textes juridiques et des documents stratégiques ou de mise en œuvre constituent un des principaux goulots qui empêchent l'efficacité des institutions (16.6). Quand les textes adoptés correspondent aux réalités locales et que les acteurs de développement sont bien informés, leurs applications seront facilitées. Quant aux documents de planification, l'actualisation du PRD, du SRAT des PUDé et PUDi, l'élaboration des SACs dans toutes les communes de la Région figurent parmi les priorités.

Le PRD, ressenti en tant que document de planification opérationnel de la Région, constitue un outil d'harmonisation et de référence de toutes les interventions actuelles et futures menées au niveau du territoire par tous les acteurs aussi bien les services déconcentrés, les OSC ainsi que les secteurs privés. Le SRAT, en tant que document de cadrage stratégique et prospective, reflète la vision, l'organisation spatiale future du territoire régional et les différents axes stratégiques, ce document arrive bientôt à son terme. Actuellement, dans quelques Communes de la Région Itasy, on observe une tendance vers le développement industriel et par conséquent de l'urbanisation. Pour éviter l'urbanisation sauvage dans ces zones, il est nécessaire d'élaborer et/ou d'actualiser les documents de planification territoriale qui cadre le développement des villes tels les PuDi et PuDé, ainsi qu'un programme de mise en place des parcs industriels.

Sont également importants les différentes délimitations (aires protégées, zones de reboisement, domaines de l'Etat, etc.) pour mieux protéger l'environnement.

En outre, la violence sévit dans la Région ; dahalo dans les périphéries et saisonnièrement dans les zones productives, insécurité dans les villes. Itasy connaît également un taux de violence envers les femmes supérieures à celui du national. Si dans les entreprises, les textes sur les droits de l'Enfant sont respectés, il est difficile de statuer sur les situations qui prévalent dans les communautés.

⁹Cf STD, CTD

¹⁰ Redevabilité réciproque

¹¹ OSC, SLC, OE, Partenaires, Citoyens

¹² Sécurité, économie, santé, éducation,

¹³ Environnement naturel, humain, social

Ainsi le paquet d'activités phares de la Région, à dominance gouvernance, comporte 5 grands volets, à savoir un plaidoyer pour toutes décisions au niveau national, la disponibilité de documents stratégiques largement diffusés, la sécurité, la corruption et la capacité de financement pour la réalisation des activités.

1. Le processus d'amendement de certains textes nécessite la contribution du niveau national. Il appartient à l'équipe régionale d'analyser les disfonctionnements que ces textes engendrent et les transmettre ;
2. Certaines zones de la Région sont confrontées à des graves problèmes d'insécurité et sont classées comme étant des zones rouges. Elles sont surtout localisées dans les communes enclavées.
Les infrastructures routières isolent ces territoires, impactant l'éducation, la sécurité, le développement économique, la participation de la population en tant que citoyens à part entière. Les données recueillies au niveau national montrent que la Région enregistre le plus de violence envers les femmes ; un taux de violence supérieur à celui du national.
3. La disponibilité des documents stratégiques tels que le PRD et leur diffusion assure la synergie des actions mises en œuvre dans le territoire ;
4. La corruption qui sévit malgré l'existence de la STAC, à tous les niveaux de l'administration et qui entraîne des infractions et abus de tout genre dans le territoire, fragilisant économie et paix sociale.
5. La recherche de partenariat pour réaliser toutes les activités de développement de la Région.

5.2.1.2. Amendement de texte

Disposer des textes adaptés aux réalités locales (16.6, 16.b) et les appliquer.

Les cibles (16.6, 16.b) ont des impacts significatifs sur toutes les activités à mener dans la région sur les trois dimensions du développement durable.

Pour la Région Itasy, la première activité phare se résume à la contribution et à l'amélioration des textes juridiques, à leur large diffusion, non seulement au niveau des STD et CTD mais également au niveau des citoyens via les sociétés civiles.

A titre d'exemple, la prise de décision pour sanctionner les infractions sur la pêche ne favorise pas la protection du grand lac ; la décision revient au Ministère chargé de la pêche. Le processus est long et les décisions ne sont pas forcément adéquates. Cette lourdeur de prise de décision et leur pertinence ne favorisent pas sa protection. La Région n'a pas de prise non plus sur un éventuel déplacement de la population squattérant le pourtour du lac et dont la riziculture et l'occupation s'étalent sur des hectares. Le tourisme en pâtira à terme. L'exploitation des alentours finira par ensabler le lac qui voit déjà sa profondeur passer de 20 m à 6 m en l'espace de 20 ans. Ainsi les lacunes concernant la protection du grand lac influencent le changement climatique (surexploitation des versants), l'économie (tourisme, pisciculture, le foncier, etc.), le social (intérêts personnels au-dessus des intérêts collectifs, désobéissance civile, etc.).

" L'insuffisance et la non-adaptabilité des textes juridiques et des documents stratégiques ou de mise en œuvre constituent un des principaux goulots qui empêchent l'efficacité des institutions "



Tableau 30 : Activités phares concernant les textes

Goulots	Activités phares	Délai
<p>1 « Cas de silence de texte » - il y a des situations difficiles mais les responsables d'institution ne disposent d'aucun texte pour se référer ou que les textes ne disent rien pour éviter l'empiètement dans rôles et attributions des responsables de différents secteurs ;</p> <p>2 Parfois deux textes existent, se chevauchent ou se contredisent. Les responsables des institutions agissent selon les textes qui sont en leur possession. Parfois, il s'agit des textes dont l'application se révèle la contradiction ;</p> <p>3 Textes inappropriés comme dans la passation de marchés dans un monde où la réalité ne le permet pas (ex. NIF et statistiques, CIN), et lenteur administrative.</p> <p>4 La population appréhende le contact avec les services publics</p> <p>5 Méconnaissance des textes, lacune dans la diffusion</p> <p>6 Changement de dirigeant – changement de programme), conflits politiques</p> <p>7 Appréhension de la population à s'approcher des services publics</p>	1. Mettre en place un système d'échange et de concertation sur les situations problèmes dont la résolution dépend des textes (collecte des textes, non existence, analyse et concertation pour proposition, remontée des propositions pour plaider)	2023
	2. Plaider, lobbying auprès des parlementaires via députés et sénateur de la région, ministères, voire commissions du parlement sur l'amendement des textes issus de l'analyse régional	2023 - 2024
	3. Mettre en place de bureaux d'information au niveau de la Région et des Districts auprès desquels institutions et citoyens peuvent accéder aux informations (aménagement/construction de bureau, affectation personnel, constitution de fonds documentaires et textes, formation pour qualité de service, ...)	2023 – 2025
	4. Mettre en place de service d'informations et d'orientation avec possibilité de dénonciation (ex. boîte de doléance), au niveau des CTD (service concerné, délai d'exécution, coût, ...) pour améliorer le standard de service, un service évitant également tout intermédiaire et renforcer les capacités	2023 - 2025
	5. Former et mener des concertations avec les STD sur l'harmonisation de l'application des textes qui font problèmes et à mesure qu'il y a changement de textes ou de responsables	Continue
	6. Former les maires et profiter des réunions des Maires – des Fokontany et SLC sur l'application des textes	Changement de textes / responsables
	7. Former les OSC sur leur rôle et fonctions, en plaider, en montage de projets	2023 - 2024
	8. Collaborer avec le mass média pour diffuser et clarifier les textes concernant les secteurs auprès du public	2023 - 2030

5.2.1.3. Gouvernance, sécurité et éducation

Deux secteurs nécessitent particulièrement des interventions : la sécurité et l'éducation. Ils ont des impacts conséquents sur les autres dimensions du développement tels que l'agriculture, la paix sociale, la libre circulation des biens et des personnes, etc.

Le banditisme provient, entre autres, du manque d'éducation selon le constat des forces de l'ordre, par des jeunes à la recherche d'argent facile. Un niveau d'instruction assez élevé diminue la propension au crime, grâce à l'accès à l'emploi et la réception de messages, donc plus de facilité dans les sensibilisations diverses. Les infrastructures routières et le manque de personnel ne favorisent pas le développement dans ce sens.

Chaque district a besoin de compagnie militaire, notam-

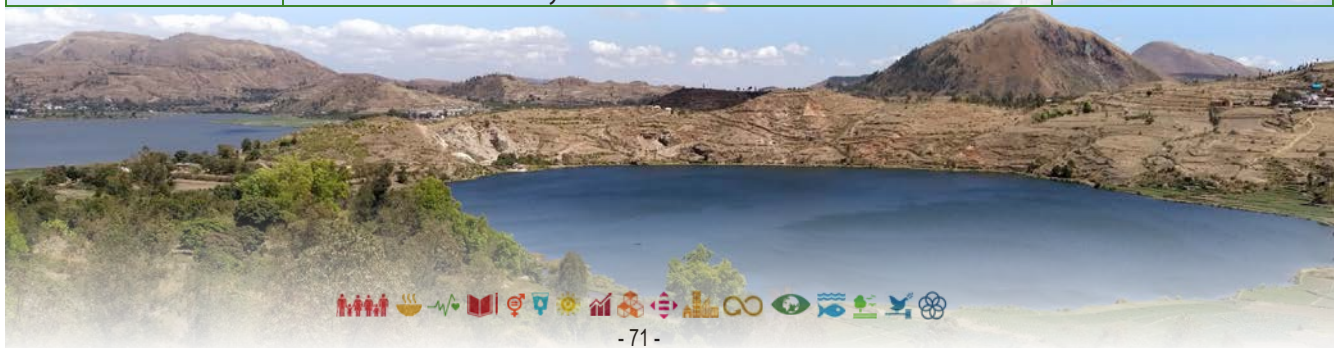
ment Manalalondo, Soavinandriana ; les zones limitrophes aux deux autres Régions, à proximité de Manalalondo et à proximité de Bongolava. Ce plaider envers le ministère de la Défense est à réaliser le plus tôt possible. Les autres districts se justifient par l'insécurité qui remet en cause la motivation à produire, outre le coté quiétude sociale.

" La population appréhende le contact avec les Services Publics "

Activités phares pour la sécurité

Tableau 31 : Activités phares concernant la sécurité

Goulots	Activites phares	Délai
1 Niveau d'éducation trop bas entraînant aux actes de banditisme	1. Plaidoyer auprès du Ministère chargé de l'éducation pour plus d'effectif et une éducation de qualité, surtout dans les zones rouges et enclavées	2023 -2024
	2. Construire des écoles dans les zones rouges (enclavées) et y affecter des enseignants. Améliorer la qualité de l'éducation : - Recrutement systématique avec redéploiement équitable des enseignants. Transparence dans la gestion des enseignants sortant de l'ENS (MEN ou Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur pour éviter la corruption) - Formations continues des enseignants - Plaider pour l'intégration de l'instruction civique dans les écoles	
2 Manque d'effectif et de matériels des forces de l'ordre face à des bandits bien armés	3. Construire des routes dans les zones rouges pour faciliter la poursuite des bandits et désenclaver les zones	2023 - 2030
	4. Plaidoyer auprès du ministère de la Défense Nationale et/ou de la gendarmerie pour mettre en place des compagnies militaires à proximité de Vakinankaratra (Mandoto), Manalalondo et Bongolava	
3 Défense villageoise (quartiers mobiles non payés dans certaines Communes utilisent leurs compétences contre celles-ci)	5. Doter les forces de l'ordre en matériels {armements à technologie avancée (longue portée, drone), matériels roulants pour renfort, (carburant, ordinateurs, imprimantes, énergie)}	2023 - 2030
	6. Redéployer le personnel en général mais surtout ceux des forces de l'ordre et de l'éducation pour équilibre (répartition spatiale)	2023 - 2027
	7. Plaidoyer pour rendre effectif les indemnités d'éloignement	2023 - 2030
4 Problème de prise en charge par une population déjà pauvre (poste fixe) des forces de l'ordre ; quartier mobile basé sur le bénévolat	8. Appuyer les demandes des Communes sensibles pour la mise en place de poste avancé	2023 - 2030
	9. Redynamiser la défense villageoise (andrimasom-pokonolona) : formation sur l'application de la sécurité intégrée (textes et procédures sur la défense villageoise), dotation de téléphone mobile, utilisation des bokim-bahiny.	2023 - 2026
	10. Négocier avec les opérateurs téléphoniques pour extension de la couverture à taux économique unique et dotation de téléphone par Fokontany pour faciliter les communications	2023-2025
5 Commissariat dépourvu de moyens	11. Renforcer les capacités des CECJ (relation étroite entre les TPI, les commissariats, personnel CECJ, dotation en matériels, formations), voire extension dans d'autres zones	2023-2030
	12. Rechercher les aspects socioculturels concernant le travail des enfants et la violence basée sur le genre au niveau communautaire, et élaborer des programmes sur l'éradication de ces fléaux, suivis de l'évolution du phénomène	2023 - 2030
6 Violence envers les femmes et les enfants	13. Adaptation/clarification de l'application des droits de l'homme en faveur des citoyens et non des 'dahalo'	



5.2.1.4.

Élaboration de documents de travail

Plusieurs projets de développement interviennent dans la Région Itasy mais qui sont souvent non coordonnés. Pour plus d'efficacité et d'impact, la Région se doit de trouver des moyens pour assurer la coordination, la synergie et la capitalisation de ses interventions. La disponibilité des documents de référence constitue un des

outils indispensables pour permettre à la Région d'assumer son rôle et ses responsabilités en termes de développement.

" Les partenaires ne tiennent pas compte des acquis et des expériences des projets précédents "

Tableau 32 : Activités phares concernant l'élaboration des documents de travail

Goulots	Activités phares	Délai
1. Difficulté de coordination par la Région des interventions sur son territoire	1 Elaborer les documents de planification cohérents en prenant soin d'implication de la base (régional, communal, OSC, ...)	2023 – 2024
2. Prédominance des offres parfois ne correspondant pas aux besoins réels de la population mais dictées par le financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PRD, actualisation SRAT, ▪ PuDi, PuDé ▪ Programme de mise en place de parcs industriels : <ul style="list-style-type: none"> • Arivonimamo <ul style="list-style-type: none"> - Programmation, recherche de partenariat, viabilisation - Mise en œuvre (infrastructures d'accueil, équipement, recrutement, etc.) • Autres districts <ul style="list-style-type: none"> - Programmation, recherche de partenariat - Mise en œuvre (viabilisation, infrastructures d'accueil, équipement, opérationnalisation, etc.) 	2023 – 2025
3. Des doublons qui détruisent l'importance de la nécessité des projets		2023
4. Les partenaires ne tiennent pas compte des acquis et des expériences des projets précédents		2023 -2024
5. Frustration des populations n'ayant pas bénéficié de ces 'projets'		2024 - 2027
6. Déséquilibre territorial. Les zones facilement accessibles bénéficient des partenariats		2024 – 2028
7. L'insuffisance d'énergie, y compris l'électrification rurale, aggrave l'insécurité, la diffusion des informations concernant l'environnement, la participation citoyenne, les techniques agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme d'électrification pour tout le territoire et mise en œuvre ▪ Programme du tourisme <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre : infrastructures routières pour 30 sites • Renforcement de l'école du tourisme (formations en langue, guidage, gastronomie, formations en tourisme rural et écologique etc.) ▪ Programme minier <ul style="list-style-type: none"> • Étude mécanisme de gestion minière, à commencer par l'or et mise en œuvre 	2023 – 2024
	2 Rendre opérationnel la base de données existante (centre de documentation, ressources humaines, mécanismes d'échanges et de diffusion de informations)	2024 – 2029
	3 Elaborer un guide de recherche de partenaires techniques et financiers et faciliter l'accès à cette information	2023 – 2026
	4 Former/Recycler les CTD et OSC en maîtrise d'ouvrage, y compris les capacités des OSC accompagnant les Communes, et après élections	2023 – 2030
		2024 – 2030

5.2.1.5. Gouvernance et corruption

La corruption se présente sous deux formes majeures, celle provenant de l'État central ou des « longues mains » et celle perpétrée par les pouvoirs locaux. Les réussites touchent les infractions administratives et rarement « les gros poissons ».

Des campagnes pour le changement de comportement, la mise en place de standard de service amélioré par la

mise en place de service d'informations et d'orientation, contribuent à la mise en place d'institutions efficaces et éviter les intermédiaires. La Structure Anti-Corruption (STAC) et ANGAROA (système d'alerte) existent mais son impact ne se ressent pas beaucoup au niveau des citoyens.

Cibles transformatrices : 4.7, 16.5 et 16.7

Tableau 33 : Activités phares concernant la gouvernance et corruption

Goulots	Activités phares	Délai
1. Corruption : recrutement, redéploiement, marché public, détournement des deniers publics, abus de pouvoir venant de l'extérieur par des personnes influentes, etc.	1. Rendre opérationnel la STAC et l'ANGAROA	2023 - 2024
	1.1. Ateliers de consultation par rapport à sa mise en place / opérationnalisation et définition d'indicateurs plus réalistes touchant tous les niveaux de corruption, changement d'indicateurs : quantité et volume ('gros poissons' et corruptions administratives).	
	1.2. Clarifier les attributions et rôles des STAC et ANGAROA en collaboration avec le BIANCO	2023 - 2024
	1.3. Former et encadrer les membres de la STAC et ANGAROA. Formations tels que recherche de partenariat, montage de projets, élaboration de PTA, mise en place de la transparence dans tous les services	2023 - 2024
	1.4. Doter le bureau de matériels et de budget de fonctionnement	2023 - 2025
	2. Plaidoyer pour la recevabilité des supports multimédia comme preuve au tribunal (parlement)	2023 - 2024
	3. Coordonner l'application des lois sur les sujets sensibles comme l'exploitation des lacs ou la coupe de bois	2023 - 2025
2. Deux processus de délivrance de permis de coupe ne favorisent pas la protection de la forêt tapis Pour les petites exploitations, les dépenses sont plus élevées que les bénéfiques pour le cantonnement (carburant et indemnités,)	4. Mise en place de dina (ex. travail des enfants, sécurité, ...) et mise en place d'un mécanisme de suivi de l'application des textes	2023 - 2025
	5. Plaider pour l'intégration de l'éducation civique dans les écoles,	2023 - 2025
	6. Former et protéger la société civile en dénonciation sur réseaux sociaux et médias	2023 - 2025
	7. Forum sur « intégrité et développement » (Région)	2023-2030
	8. Rétablir le circuit normal impliquant les VOI pour l'octroi de tout permis de coupe, surtout dans les forêts de tapia pour éradiquer la corruption ou la pression de personnes influentes	
	8.1. Autorisation du Komity Ifotony Miaro ny Tontolo Iainana, et VOI, Fokontany, Commune et Cantonnement	2023 - 2025
	8.2. Mise en place de mécanisme sur la possibilité d'interpellation pour le suivi de cette procédure	
3. Perception négative des verdicts des TPI par la population	8.3. regroupement des petits exploitants, dotation de moyens aux cantonnements pour les descentes sur terrain	
	8.4. Promotion de zones tampon et d'utilité pour reboisement des VOI dans leurs périphéries aux fins de petites coupes	
4. Personnes influentes - La puissance des personnes influentes nationales (surtout ceux à proximité de la Capitale) décourage les citoyens, voire les poussent à des actions généralisant encore plus la corruption	9. Coordonner/harmoniser la transparence dans l'application des textes, surtout différente, au niveau des districts comme dans le cas des infractions sur les coupes dans les forêts tapis d'Arivonimamo et de Miarinarivo	2023 - 2024
	10. Renforcer le système de contrôle interne pour les STD	2023-2024
	11. Recourir à l'Inspection de travail pour les entreprises privées	
	12. Mettre en place les services d'inspection et de suivi des projets pour les Communes (exemple au niveau SLC dans les commissions)	
	13. Mettre en réseau les OSC, formation et facilitation de l'interpellation des réseaux sociaux (code de communication, formation, déconcentration sur la cybercriminalité) et protection pour encourager les dénonciations	2023-2024
	14. Réviser le 'code de communication' avec consultation des médias régionaux pour protéger les OSC ¹⁴ surtout média	2023-2025 2023-2028

¹⁴ OSC englobent tous ceux qui ne sont pas du public ou du militaire : associations caritative, culturelle, culturelle et autres, parti politique, opérateurs économiques, ONG, média ...

5.2.1.6. Gouvernance et environnement

Les effets négatifs du changement climatique se manifestent d'une manière différente suivant les zones d'impacts, inondation chez les unes, sécheresse chez les autres. La Région Itasy n'est pas épargnée de ces effets néfastes du changement climatique. Outre le changement climatique, d'autres problèmes environnementaux existent dans la Région, il s'agit de la dégradation des zones sensibles comme les bassins versants, les lacs et les forêts de tapia.

Le renforcement de la résilience pour un environnement durable au profit du bien être socio-économique de la Région s'avère nécessaire pour l'existence même de l'Itasy.

L'immigration des populations exploitant les forêts pour la carbonisation accentue le déboisement des forêts. La recherche de terre cultivable conduit à l'érosion des tanety, ensablant les lacs, réduisant les forêts de tapia et les zones agricoles. Ce phénomène affecte les aires protégées de plusieurs Régions de Madagascar et mérite un débat national.

Tableau 34 : Activités phares concernant la Gouvernance et l'Environnement

Goulots	Activités phares	Délai
1. Perte du civisme quant au respect de l'environnement et des biens communs	1. Mettre en œuvre le programme de DREN et celui de l'Université en éducation sur la protection de l'environnement : Programmation, Recherche de financement, Formation des éducateurs	2023-2030
	2. Chercher des partenaires pour la mise à l'échelle du programme de DREN sur l'éducation en développement durable (EDD) et l'éducation relatif à l'environnement (ERE), en collaboration avec les écoles et la société civile : Priorité dans l'identification des écoles et OSC limitrophes des forêts tapia, des bassins versants et des lacs ; Programmation et recherche de moyens humains (formations) et financiers pour la réalisation	2023
2. Squattérissations bordures des routes, lacs et exploitation illicite des forêts tapia 3. Diminution de la profondeur du grand lac 4. La forêt tapia est de plus en plus clairsemée autour des zones d'habitation	3. Renforcer les capacités de l'équipe de suivi et de contrôle des permis de construire au niveau communal. Plaidoyer pour subvention spéciale pour cette protection	2023 – 2026
	4. Renforcer l'équipe de suivi et de contrôle d'ouverture et de fermeture de la pêche et plaider que la prise de décision pour les sanctions se prennent au niveau de la direction locale des pêches et non du ministère	2023 - 2025
	5. Décentraliser la gestion des infractions vers les directions chargées de la pêche et de l'environnement	
	6. Pour les coupes illicites, cf. lutte contre la corruption par la consolidation du protocole d'octroi des permis de coupe (1.2.2.4)	
5. Exploitation des collines à forte pente, ensablement des lacs	7. Mettre en place un système d'application des lois sur l'occupation des alentours des lacs et l'exploitation des bassins versants (service chargé des permis de construire au niveau communal, subventions)	2023 - 2030
	8. Matérialiser la délimitation des domaines publics, des aires protégées	2023 - 2028
	9. Inscrire les lacs à fortes potentialités de faune et de flore endémiques comme sites RAMSAR	2023 – 2024
	10. Mettre en place une structure de concertation pour l'application de la loi pour les faits accomplis concernant les squattérissations du pourtour du grand lac	
	11. Inscrire le Grand Lac comme patrimoine national (recherche de partenariat, recensement de la richesse faunistique et floristique endémiques, plaidoyer) et renforcer l'exécution de sa protection	2023 – 2030
	12. Former et doter les commissions chargées de la gestion des conflits au niveau local de moyens pour (occupation et exploitation illicites)	2023 – 2030
	13. Elaborer et exécuter un programme de reforestation avec des espèces endémiques appropriées et/ou des caféiers et des domaines publics, ou de boinia, voarabe à forte rétention d'eau)	
	14. Remplacer progressivement les pins et les utiliser à des fins communes telles que les constructions d'écoles, bureaux FKT ou autres, avec des plantes endémiques ou des bois de chauffe et/ou de construction (recherche à faire)	2023 – 2030
	15. Promouvoir la culture en courbe de niveau : programmation, recherche de financement, mise en œuvre	
	16. Développer la recherche de partenaires techniques et financiers pour la protection des bassins versants	2023-2028
6. Déboisement massif pour bois de chauffe	17. Mener un programme pour titrer les terrains domaines de l'Etat (Ministères, Région, Communes) et élaboration de programme de reboisement par chaque entité	2023-2030
	18. Soutenir les actions du COGELI (COmité de GEstion du Lac Itasy)	2023-2030
6. Déboisement massif pour bois de chauffe	19. Responsabiliser les citoyens à reboiser sur leur terrain (ex. motivation à partir de la réduction des impôts selon l'envergure des résultats, mise en place pépinières à cout réduit ou gratuit)	2023-2030
	20. Affecter des terrains délimités en forêts de bambous et de canne à sucre pour la promotion de la carbonisation améliorée et l'éthanol	2023 -2030
	21. Poursuivre le plaidoyer sur la conception d'un décret d'application de l'alcool à des fins d'énergie	2023-2025
	22. Plaider pour un débat national sur les immigrations destructrices.	2023-2028

5.2.2.

Paquet basé sur l'économie

Instauration d'un système économique (Développement de secteur manufacturier et transformateur de produits agricoles, exploitation du potentiel touristique de l'Itasy) mettant en valeur le potentiel humain pour une croissance économique inclusive.

5.2.2.1.

Compréhension du paquet

La croissance économique dépend des capitaux (ressources naturelles – terre, eau, air, etc., finance), des mains d'œuvre qualifiées et de la technologie.

La transformation est la clé pour des chaînes de valeur compétitives vers l'exportation en dehors du territoire. En ce qui concerne Itasy, l'économie est basée sur les produits agricoles et le tourisme.

Le système économique que la Région compte mettre en œuvre exige des ressources humaines de plus en plus qualifiées. Toute population active présente ou future, quel que soit leur condition doit faire partie de ce système.

5.2.2.2.

Secteur agricole

Les participants à l'atelier ont évoqué la tendance à la baisse des semences aussi bien en quantité et qu'en qualité. La Région n'enregistre pas des producteurs de semence professionnels. Ainsi, les producteurs ne disposent pas de renouvellement périodique de leurs semences, soit tous les trois ans. Les semences améliorées existent mais les producteurs ne connaissent pas encore les normes sur les semences.

Outre les problèmes de disponibilité des semences, la Région connaît également des soucis d'intrants, comme les engrais qui accusent une hausse croissante des prix et les matériels agricoles. Les paysans sont confrontés à des problèmes de sécurisation foncière car une grande partie des terrains sont encore titrés au nom des colons. De ce fait, ils ont du mal à se consacrer totalement à la production agricole par peur d'être expulsés plus tard.

Par ailleurs, les effets du changement climatique sont de plus en plus très ressentis par les paysans, qui provoquent des bouleversements du calendrier culturel. La technique de culture traditionnelle et habituelle prévaut encore, rendant difficile l'adoption des techniques de production améliorées.

Les procédures de financement, lourdes et longues, rendent inappropriées le décaissement en temps opportuns rendant le fonds inutile, voire appauvrissant.

Cibles transformateurs : 2.3, 2.4, 2.5



5.2.3.

Interventions par rapport à la gouvernance

Tableau 35 : Interventions concernant la Gouvernance

Goulots	Activités phares	Délai
- Activités économiques éparpillées – insuffisance de visibilité de la région et de ses produits	1. Mettre en œuvre un programme de marketing territorial intégrant entre autres les activités ci-après : <ul style="list-style-type: none"> a. Réaliser une cartographie plus exhaustive des potentialités économiques à valeur marchande de la région b. Planifier des visites d'échange d'associations / coopératives agricoles et de transformateurs, de FIER Itasy, de festival selon la période de récolte, formation et promotion de label comme dans le cas de l'artisanat, ISO (Malagasy ny antsika, etc.) c. Programmer la participation à des foires internationales pour percer les marchés extérieurs (MAE, MEF, CCI) d. Mettre en place des centres d'informations à l'entrée, aux chefs-lieux de district, à la sortie de la région (économiques, environnementaux, sociaux), site web 2. Élaborer et mettre à la disposition des groupes d'acteurs un guide pour la recherche de partenariat au profit des entreprises et de la société civile (bailleurs potentiels, modalités d'octroi de financement, modèle de montage de projet par financeur)	2023-2024 2023-2030 2023-2030 2023-2026 2023-2024
- Climat d'investissement encore défavorable - Lourdeur administrative - Dépendance de la région en énergie la JIRAMA peu favorable à la production industrielle (cf. 1.2.2.1)	3. Mettre en place des conditions favorables pour les investisseurs 4. Identifier des incitations régionales (ristournes au niveau local, prime, etc.) pour les produits et services à lancer 5. Mettre en place des zones industrielles agricoles (ZIA) et pour l'industrie (ZIE), (facilitation d'acquisition de terrain, facilitation des procédures, etc.) 6. Développer des sources d'énergie avec les potentialités existantes {solaire, éolienne, hydroélectrique}, et (développer le partenariat) 7. Renforcer la collaboration entre EDBM, Direction régionale chargé de l'industrie, l'artisanat et le commerce et la Région pour la promotion et facilitation des procédures 8. Construire/réhabiliter les infrastructures des CRFAR, les Centres régionaux de Formation Professionnelle au niveau des Districts, et renforcer la collaboration entre l'Université, le Ministère chargé de l'Agriculture, l'éducation nationale pour les plantes résilientes appropriées à la région	2023-2030
- Risque de perte ou de non-compétitivité des chaînes de valeur sur les biens et services pour les produits industriels	9. Promouvoir et coordonner les chaînes de valeur à forte intensité de mains d'œuvre (coopératives diverses), et les chaînes de valeur à forte intensité technologique (industrie de transformation) <ul style="list-style-type: none"> a. Redéfinir les attributions de la CCI pour la coordination et la promotion des chaînes de valeur sélectionnées b. Mettre en place un dispositif de suivi de la compétitivité de la chaîne et sensibiliser / éduquer les partenaires locaux au respect des contrats et des normes (plateforme pour chaque chaîne de valeur) c. Chercher des marchés où la région peut être concurrentielle 	2023-2028 2023-2028

Tableau 35 : Interventions concernant la Gouvernance (suite)

Goulots	Activités phares	Délai
- Obstacles à l'entrée et sortie des intrants et produits à cause des pistes de desserte intercommunales en mauvais état (points noirs), surtout les bassins de production enclavés	1. Réparer les pistes au niveau des 3 Districts : Soavinandriana Ouest : 250 km ; Arivonimamo Nord : 100 km (RIP 85) ; Arivonimamo Sud : 200 km ; Miarinarivo : 100 km - Collaborer avec les Communes et DRTP (étude, travaux, suivi et contrôle) - Elaborer et vulgariser un manuel d'entretien routier (MTP, ONG Lalana) - Mettre en œuvre le partenariat entre la Région et JICA - Mobiliser le fond routier - Instaurer une taxe de roulage (bandage métallique de roue de charrette) - Chercher d'autres partenaires	2023 - 2030
- Dégradation, vieillissement et insuffisance de barrages hydrauliques de qualité	2. Construire/réhabiliter les infrastructures hydro-agricoles 3. Construire des adductions d'eau par système de forage (pour les produits à forte rentabilité, avec contribution des usagers) 4. Aménager des terrains agricoles 5. Faire participer les usagers à la maintenance et l'entretien des infrastructures	2023-2030
- Répartition inéquitable des appuis de l'Etat - Appui non approprié aux besoins réels locaux (intrants, équipement)	6. Concevoir et mettre en œuvre un programme d'éducation financière pour les paysans porteurs de projets 7. Faciliter l'accès au crédit : création de points de contact au niveau communal (FIHARIANA, FDA...) - Simplifier les procédures de déblocage de financement - Prendre en compte la continuité de service pour soutenir les paysans en permanence 8. Promouvoir le partenariat avec les Institutions de Microfinance et Banque (IMFB) en améliorant les procédures pour le respect du calendrier agricole 9. Former les paysans (déplacement des formateurs) des zones d'intervention : Soavinandriana Ouest : Maïs, soja, manioc, arachide, Arivonimamo Nord : ananas et tomate et Arivonimamo Sud : pomme de terre ; Miarinarivo Nord: gingembre, agrume, voandzou (voanjobory) 10. Elaborer un protocole de collaboration entre FIHARIANA, FDA et Communes 11. Inciter et faciliter l'implantation des IFB	2023 – 2028 2023-2026 2023-2025 2023 – 2030 2023-2030
- Les jeux de hasard au coin des rues et le travail HIMO n'aident pas la population à sortir de la pauvreté, surtout en zone urbaine, incitent aux larcins	12. Mettre à l'échelle les expériences d'ASA dans la région pour créer des activités génératrices de revenus et diminuer l'oisiveté 13. Gérer les loisirs au niveau local 14. Editer un décret pour la gestion des loisirs au niveau régional et assurer l'application au niveau local	2023-2030



5.2.3.1. Interventions phares sur les pratiques culturelles

Tableau 36 : Interventions concernant les pratiques culturelles

Goulots	Activités phares	Délai
- Difficultés de fertilisation du sol par (NPK) - Les producteurs n'ont pas la capacité de renouveler les semences tous les trois ans. Les engrais sont chers	1. Sensibiliser et former les producteurs sur la fabrication et l'utilisation des engrais biologiques : engrais à partir des bouses, compost 7 jours, mucus (STOI), guanomad, lombriculture 2. Lancer des appels à la manifestation d'intérêt pour la sélection de partenaires de mise en œuvre et supervision de la convention de partenariat à chaque bassin de production 3. Médiatiser l'existence de centrale d'achat 4. Diffuser et vulgariser des fiches techniques sur les engrais biologiques pour promouvoir la production biologique 5. Concevoir des incitations envers les paysans pour la réduction de l'utilisation des engrais chimiques (taxe sur les produits chimiques, prime sur les produits biologiques)	2023-2030 2023-2025 2023-2030 2023-2028 2023-2030
- Le financement des producteurs est insuffisant (inéquitable répartition des organismes d'appui)	6. Faire de l'appui des zones enclavées une priorité, utilisation des produits financiers adaptés aux besoins de chaque exploitant agricole (prêt à faible taux d'intérêt, subvention, crédit IMF, banque, Groupement villageois d'Epargne et de Crédits...) 7. Mettre en place un programme de mise en place de nouveaux producteurs semenciers ¹⁵ . 8. Mener des campagnes d'IEC sur l'utilisation des semences certifiées 9. Former et encadrer des paysans sur les techniques de production améliorées	2023-2030 2023-2028 2023-2030
- Surfaces cultivées réduites	10. Désensabler les terrains cultivables et construire des micro-barrages 11. Identifier et plaider pour aménager de nouveaux terrains 12. Elaborer un programme de facilitation d'accès aux terrains inscrits au non des colons pour une répartition à l'extension des cultures des paysans producteurs	2023-2030
- Lacunes sur la connaissance des semences standardisées et améliorées - Absence de central d'achat d'intrants	13. Renforcer la communication sur la vulgarisation des semences standardisées et améliorées 14. Créer des sites pilotes, effectuer de la publicité à travers les médias 15. Augmentation du nombre de producteurs de semences professionnels. 16. Vulgarisation des techniques agricoles améliorées. 17. Agrément de producteurs semenciers et Certification des semences (agricoles et animales) par l'entremise du SOC (Service Officiel de Contrôle). 18. Promotion de l'utilisation de semences certifiées 19. Renforcement de capacités des paysans sur les techniques de production améliorées 20. Mise en place de central d'achat par bassin de production 21. Collaboration avec les opérateurs, les grossistes et les détaillants. 22. Appuyer les producteurs locaux dans l'acquisition de matériels agricoles - faciliter de l'acquisition des matériels par les paysans (subvention pour les plus vulnérables, octroi de crédit pour les plus dynamiques, donation, formation) 23. Étudier l'octroi de subvention selon les possibilités des paysans producteurs (dotation de zébus, d'intrants) 24. Mettre à disposition des équipements à une entité chargée de l'entretien et de la maintenance.	2023-2030 2023-2028 2023-2028 2023-2030 2023-2030 2023-2026 2023-2030 2023-2028 2023-2028 2023-2024 2023-2028
- Le changement climatique se ressent de plus en plus dans le secteur agricole	25. Elaborer un programme de collaboration avec le service météorologique et les médias pour informer les paysans du calendrier agricole 26. Inclure dans le programme de reboisement la couverture forestière par des arbres fruitiers, et à cycle court 27. Programmer des campagnes de sensibilisation des paysans sur les techniques agricoles protégeant l'environnement, d'informations sur le calendrier culturel (collaboration avec le service météorologique et les médias) 28. Mettre en place des champs - école de paysans pour les former, appuyer, accompagner, suivre et superviser 29. Mettre en place des pépinières pour les plantes résilientes selon les types de zone concernée par le changement climatiques (sécheresse, inondation)	2023-2024 2023-2024 2023-2030 2023-2030 2023-2030

¹⁵Collecte d'information sur les producteurs semenciers dans les 53 Communes (remplissage de canevas) : formation de producteur par spéculation par bassin de production (riz, maïs, soja, pomme de terre, etc.) - au moins 4 formations avant campagne - ; Confection et duplication de permis (SOC Central) ; Duplication de la liste de producteurs semenciers dans les 53 Communes ; Mission de contrôle de cultures et de prélèvement d'échantillons auprès des producteurs semenciers ; Envoi des échantillons auprès du SOC Central ; Confection et duplication de certificats (SOC Central) ; Emissions radio, spots publicitaires, sensibilisation Commune par Commune (en collaboration avec tous les acteurs agricoles) Formation et encadrement des paysans selon les Communes en fonction de la spéculation spécifique

5.2.3.2. Interventions phares liées à l'organisation paysanne

Bien que des chaînes de valeur, intégrées et profitables au monde rural comme celles de Lecofruit, existent, celles-ci ne génèrent des bénéfices énormes ni pérennes

que leurs acteurs sont professionnels et comprennent l'enjeu de la compétitivité du produit, surtout pour le commerce extérieur que la Région veut promouvoir. Une des lacunes repose sur la forte relation entre ces acteurs surtout en amont au niveau des producteurs.

Tableau 37 : Interventions concernant l'organisation paysanne

Goulots	Activités phares	Délais
- Il n'y a pas d'organisation des activités professionnelles au niveau de la production et des relations avec les grossistes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Concevoir un programme d'agrégation agricole : Contractualisation et partenariat entre Etat et acteurs économiques, déjà développée par le Min AE à mettre en œuvre, identification des opérateurs potentiels 2. Élaborer et conduire un programme de formation, suivi et encadrement des opérateurs économiques potentiels 3. Mettre à jour les bases de données des acteurs économiques régionales et diffuser les données au niveau STD concernés pour encadrement et suivi Zones d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - Soavinandriana Ouest : Maïs, soja, manioc, arachide - Arivonimamo Nord : ananas et tomate - Arivonimamo Sud : pomme de terre ; Miarinarivo - Nord : gingembre, agrume, voandzou (voanjobory), Ampefy : café 	<p>2023 -2028</p> <p>2023-2030</p> <p>2023-2025</p>
- Absence de concertation entre CTD et STD avec la base	<ol style="list-style-type: none"> 4. Concevoir un mécanisme de concertation, d'échanges entre CTD et STD et la base 5. Concevoir un protocole de collaboration, convention entre STD et CTD 6. Mettre en place un comité de pilotage où sont représentés les acteurs concernés (organisme de financement, CTD, STD, Secteur privé, ONG, Projet/programme, OSC...) 	2023-2024
- Le Tranoben'ny Tantsaha n'arrive pas à bien fonctionner	<ol style="list-style-type: none"> 7. Mettre en place des bureaux fonctionnels au niveau des 3 districts 8. Renforcer les capacités de l'équipe technique et dirigeante (formation, dotation en matériels informatiques et mobiliers) 9. Appuyer la constitution d'une base de données 10.Élaborer un programme d'organisation des ateliers de concertation, d'appui et accompagnement des producteurs dans le montage des dossiers de demande de financement et mise en œuvre des projets 11. Former les membres sur la mobilisation de ressources financières 12.Élaborer, suivre et évaluer un programme de partenariat 	<p>2023</p> <p>2023-2025</p> <p>2023-2024</p> <p>2023-2030</p> <p>2023-2024</p> <p>2023-2030</p>
- Lacunes dans la collaboration avec les CTS et les acteurs pour améliorer les conditions de développement local (coopératives, etc.)	<ol style="list-style-type: none"> 13. Mettre en place un organe de pilotage au niveau de la Région pour coordonner les interventions au profit du secteur privé, avec une base de données des acteurs des acteurs concernés (organisme de financement, CTD, STD, Secteur privé, ONG, Projet/programme, OSC...) 14. Organiser des réunions périodiques 	



5.2.3.3. Concurrence, maîtrise des coûts de production et accès aux marchés

En artisanat (tissage, tresse), l'offre est supérieure à la demande. Le marché se rétrécit faute de qualité. En ce qui concerne le marché local, cette absence de qualité

a entraîné une dépréciation du « vita malagasy ». Il faut reconquérir la confiance des consommateurs.

Dans les trois districts, trois filières tels que le métallier, l'agroalimentaire, le métier d'arts.

Tableau 38 : Interventions concernant la concurrence, la maîtrise des coûts de production et l'accès aux marchés

Goulots	Activités phares	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - Offre ne répondant pas aux demandes - Mauvaise qualité des produits - Perte de confiance des consommateurs 	1. Développer le partenariat entre CCI Itasy, CMA France (Nouvelle-Aquitaine), CMA Allemagne, ASF (Artisanat Sans Frontière) pour les 3 Districts (trois filières : métallique, agroalimentaire, métier d'art)	2023-2024
	2. Créer un comité de pilotage muni de programme pour mieux structurer la CMA (Chambre des Métiers et des Arts) – sensibilisation, informations. Mettre en place un programme de formations (Amélioration de la qualité du 'vita malagasy'. Promotion d'un Label Itasy. Collaboration avec des PTF et des structures du contrôle de qualité	2023-2024
	3. Mettre en œuvre des actions pour la visibilité des produits Itasy	2023-2030
	4. Collaborer avec les opérateurs touristiques via ORTITA (Office Régional du Tourisme Itasy) pour la recherche de débouchés	

5.2.3.4. Tourisme

La Région Itasy veut promouvoir le tourisme rural outre les trois sites touristiques classiques. Les lacs, la forêt tapia offrent des opportunités qu'il convient d'exploiter. L'ORTITA a déjà plan pour ce faire. Les accès, l'accueil au

niveau local restent un problème majeur. Ainsi nous nous retrouvons aux problèmes classiques de l'amélioration du climat des affaires : la facilitation de la gouvernance, l'énergie, l'accès au foncier pour investissement, les infrastructures routières, les capacités des ressources humaines des sites d'accueil et des entreprises, etc.

Tableau 39 : Interventions concernant le tourisme

Goulots	Activités phares	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des acquis sur les trois sites classiques : geysers, grand lac, chute de la Lilly – aménagement, gestion, infrastructures - Lancement de nouveaux produits 'tourisme rural' 	1. Poursuivre l'amélioration de la gestion des sites (collaboration entre association locale, ORTITA, Région, Commune) – infrastructures routières, infrastructures d'accueil, développement d'offres de service (massage, artisanat, restauration), sites pour tourisme rural	2023-2024
	2. Mettre en œuvre le plan développé au niveau de l'ORTITA en intégrant toutes les parties prenantes	2023-2030
	3. Mettre en place un comité de pilotage régional pour coordonner les activités relatives au développement du tourisme dans la Région	
	4. Chercher des partenaires pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures routières au fur et à mesure du lancement des sites.	
	5. Collaborer avec les opérateurs touristiques via ORTITA (Office Régional du Tourisme Itasy)	
	6. Mettre en œuvre des actions de visibilité des produits de « Itasy »	
	7. Former en continu les communautés locales en tourisme rural (langue, accueil, gastronomie, etc)	
	8. Développer des partenariats avec les agences de voyage	
	9. Renforcer les capacités de l'école du tourisme (infrastructures, syllabus adaptés, enseignants spécialisés – recrutement, formations – développement du commerce équitable – langues, etc.)	

5.2.3.5. Produits miniers

La Région possède des produits miniers, et projette de formaliser leur exploitation. Des petits exploitants existent, malheureusement ils opèrent dans l’informel. L’or en est le plus touché.

Tableau 40 : Interventions concernant les produits miniers

Goulots	Activités phares	Délais
- De nombreux exploitants d’or œuvrent dans l’informel	<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer avec l’organisme national chargé de la gestion des pierres précieuses et l’ANOR pour l’élaboration d’un programme de gestion des ressources minières et coordonner les activités des exploitants. 2. Mettre en place un programme d’intégration des exploitants dans le formel. 3. Mettre en place un programme de formation des orpailleurs. 4. Mettre en place un comptoir de l’or. 	<p>2023-2024</p> <p>2023-2030</p>

5.2.3.6. Élevage

La pisciculture fait la réputation de l’Itasy. Les problèmes résident dans le non-respect de l’exploitation et de l’environnement : ouverture – clôture, maillage, ensablement des lacs.

Pour ce qui est du développement de la pisciculture, la rizipisciculture, la pisciculture en cage, le Ministère en charge de l’élevage a un programme qu’il convient d’appliquer en Itasy. Il en est de même de l’élevage à cycle court (basse-cour).

En ce qui concerne l’élevage des zébus, la maîtrise de l’insécurité entraînera la prospérité dans ce domaine.

5.2.3.7. Parcs industriels

L’amélioration de l’environnement des affaires a été déjà prise en compte dans la partie gouvernance, rubrique 1.3.2.1., concernant les sources d’énergie, la facilitation dans l’octroi de terrains, la nécessité d’élaborer des plans d’urbanisation.

Pour un meilleur fonctionnement des parcs, il est utile de penser à la facilitation de disponibilité des matériaux et matériels à coûts modérés et de ressources humaines adéquates afin d’éviter « l’importation de mains d’œuvre qualifiées » laissant pour compte la population active de l’Itasy.



Tableau 41 : Interventions concernant les parcs industriels

Goulots	Activités phares	Délais
<ul style="list-style-type: none"> - La plupart des conditions pour le parc industriel d'Arivonimamo sont réunis. - Au moins un parc industriel par District est envisagé - Des risques d'urbanisation anarchique sont à craindre 	1.Mettre en cohérence les outils de planification territoriale : SRAT, SAC, PUDi et PUDé, pour tous les territoires	2023 – 2027
	2.Elaborer les Plans d'Urbanisation et les Plans de Développement des Communes périphériques aux parcs industriels pour prévoir l'extension de la ville	2023-2024
	3.Développer des partenariats pour l'implémentation des infrastructures de chaque parc et des infrastructures routières	2023 - 2028
	4.Collaborer avec les universités et les centres de formation professionnelle dans l'objectif d'assurer la disponibilité et la qualité des ressources humaines (langue, informatique, communication, ouvrages, agences de surface, etc.).	2023- 2030
	5.Mettre en place un comité de suivi de l'EIE au sein des districts.	2023-2024
<ul style="list-style-type: none"> - Les indicateurs montrent que plus de 90% de la population de l'Itasy vivent dans des taudis 	6.Procéder à l'étude de faisabilité des autres parcs autres qu'Arivonimamo et mettre en œuvre	2023-2024
	7.Développer des programmes alimentant les bases-vie (agriculture urbaine et petite élevage pour leur approvisionnement, informations sur les marchés potentiels générés par les parcs industriels au niveau des périphéries du parc)	
	8.Construire des logements dignes pour les employés du parc et les habitants de la périphérie	2023 - 2030
	9.Renforcer la collaboration des CTD (Région et Commune) notamment en matière d'habitat pour toutes les Communes urbaines et rurales	

5.2.4. Paquet basé sur l'environnement

Renforcement des réponses face aux changements climatiques et à l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles pour un environnement durable au profit du bien être socio-économique de la Région.



5.2.4.1. Compréhension du paquet

Réponses face aux changements climatiques	Réponse synonyme réaction, attitude, action. (i) Adaptation, reforestation, restauration de l'écosystème, (ii) atténuation des impacts ; (iii) résilience
Changements climatiques	Résultats de l'émission en grande quantité des Gaz à Effets de Serre. Il s'ensuit, un réchauffement de la planète, une perturbation de la pluie, un tarissement des sources d'eau, un changement du calendrier cultural
Exploitation irrationnelle des ressources naturelles	Exploitation des ressources naturelles sans circonspection, avec négligence, au-delà des besoins et des limites
Résilience	i) Capacités de surmonter un choc traumatique, faire face ; ii) Capacités à rebondir, se relever, iii) se préparer.

Les réponses aux changements climatiques sont perçues comme étant le renforcement des capacités d'adaptation à différents niveaux, que ce soit comportemental, institutionnel ou programmatique.

Elles concernent également la contribution à l'atténuation du phénomène en participant à la réduction de l'émission des gaz à effets de serre qui conduisent au réchauffement climatique à l'échelle planétaire et la participation à la reforestation pour la capture des carbones. Enfin, les réponses se traduisent par les capacités à faire face aux chocs des méfaits qui en résultent, à se relever après le passage des catastrophes puis à faire mieux et se préparer.

En effet, pour la Région Itasy, les pratiques culturelles et la déforestation sont les causes principales qui contribuent à aggraver le phénomène. La pression démographique couplée aux négligences et à l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles et l'absence de prise de décision ferme devant les intérêts individuels ont conduit à la dégradation de l'environnement. La mauvaise gouvernance laisse le champ libre à la corruption, aux abus des personnes influentes et à l'inégal accès à la justice, aux pratiques illicites maintenant difficiles à résoudre, à cause de la solidarité que montrent ceux qui veulent sauvegarder leurs intérêts personnels comme droits acquis.

Ignorance ou voulue, il ne restera à la génération future qu'un environnement dégradé, infertile, voire désertique. La notion d'environnement durable fait pourtant rêver d'un écosystème restauré au sein duquel la population vit un monde sain qui répond sans discontinuité à ses besoins et lui procure le bien-être. La pression démographique ne doit pas nécessairement conduire à la surexploitation des ressources.

Goulots par rapport à la gestion rationnelle des ressources naturelles (forêts et lacs)

La peur d'appliquer les textes réglementaires par les autorités locales conduit à l'anarchie, aux violations des lois. Les élus veulent protéger leur élection. Tel est le cas de la carbonisation de la forêt tapia (cf. 1.2.2.4.), la pratique de pêche illicite malgré la promulgation de la clôture annuelle.

Le laxisme dans l'application des lois se répercute sur le changement de mentalité qui ne favorise pas une éducation tendant à privilégier les intérêts communs. La faiblesse de prise de responsabilité devant l'extrême pauvreté qui pousse les personnes vulnérables à satisfaire la demande croissante de la population urbaine en matière de bois de chauffe, comme dans le cas d'Ambatomirahavavy, et à l'insuffisance de protection sociale. Le choix de Chefs fokontany par l'administration ne favorise pas une bonne prise de décision en faveur de l'application des lois. Tout cela ne favorise pas la protection de l'environnement.

Les outils de financement dans la mise en œuvre des réponses face aux changements climatiques font défaut (atténuation, adaptation et résilience). Il y a méconnaissance des mécanismes de financement.

Les lacunes en électrification rurale empêchent les médias de mener des campagnes d'information,

d'éducation et de communication permettant de réduire l'ignorance. Le manque d'information et la méconnaissance sont l'une des principales sources de pauvreté, de pressions incontrôlables sur les ressources naturelles. Les informations sur les changements climatiques aideront les paysans à adapter leurs pratiques agricoles et leurs calendriers agricoles au contexte. Elles permettent également de mettre l'accent sur l'importance de la conservation des ressources naturelles (fonction systémique des ressources : forêt, source d'eau, ...). L'électricité permet également une diversification potentielle des activités et améliore l'éducation des enfants. (cf ; 1.2.2.1 pour les actions)

Les conflits fonciers augmentent suite aux changements de gestion au sein de l'administration. C'est le cas de la forêt tapia d'Ambatofolaka géré initialement par Antily puis transféré à la DIREDD, les VOI.

Toujours dans le cadre de la gestion foncière, il existe des grandes surfaces non exploitées de façon appropriée alors que les paysans producteurs en manquent. Ce qui accentue les pressions sur les ressources naturelles, y compris les collines à fortes pentes, au-delà des feux de brousse pour le pâturage.

La dégradation des pistes, comme celles longeant le Lac Itasy, ne permet pas le déplacement des agents de contrôle, empêchant ainsi le développement de la zone. On peut citer également les routes d'Ampary et de Soavinandriana qui sont des zones sensibles suite à la dégradation des sols et des éboulements. (cf. infrastructures routières en économie)

La conscience collective ne connaît plus la valeur de la forêt. Ce qui entraîne la destruction prématurée des biens publics. Par ailleurs, il y a une tendance à l'exode rural augmentant le nombre de chômeurs urbains. L'explosion démographique conduit à des pressions irrationnelles sur les ressources naturelles et un exode rural. Le taux d'agriculteurs urbains dépasse les 80%.

Des populations venant d'autres Régions envahissent les Communes mettant encore plus de pressions sur les ressources naturelles et provoquant déforestation, occupation illicite de terre et pollution. L'exemple le plus frappant se trouve à Imerintsiatosika et Soamahamania, pour ne citer que ceux-là. En fait, le mouvement migratoire d'une Région à l'autre est un phénomène qui touche la plupart des Régions.

Des interventions phares liées à la gouvernance ont été traitées en 1.2.2 sur la responsabilité de la gouvernance en protection de l'environnement. Il en est de même des cas des bassins versants de la forêt tapia et des lacs, le grand lac en particulier, lesquels sont traités, en partie, dans la rubrique 'économie'. Les activités phares présentées ci-après s'adressent à la dégradation et les pressions sur les ressources naturelles ou tout simplement des mauvais traitements infligés à l'environnement, par négligence, inconscience ou ignorance, comme les feux de brousse.

Tableau 42 : Interventions concernant l'environnement

Goulots	Activités phares	Délais
-Absence de stratégie de préparation aux chocs	<ol style="list-style-type: none"> Élaborer et mettre en œuvre avec BNGRC un plan de contingence (relèvement face aux effets du CC) Elaborer un programme de mise en place d'infrastructures résilientes : pour le stockage des produits de la récolte ; infrastructures hydro agricoles ; construire des infrastructures résilientes dans les zones à risques Effectuer des recherches sismiques par rapport au volcan 	2023
-Organe de coordination des actions liées à l'atténuation, adaptation, résilience au changement climatique et l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles défaillant	<ol style="list-style-type: none"> Accompagner les Communes dans l'élaboration de dynam-piarahamonina (avec les TPI, la préfecture, les Districts, les députés) Mettre en place des 'Kianja maitso' au niveau des Communes et de la Région, en y intégrant des visites échanges Élaborer des programmes d'IEC, plaidoyer, lobbying pour l'instauration de dina¹⁶ 	2023-2026
-Manque de civisme environnemental	<ol style="list-style-type: none"> Education environnementale pour tous en vue de la conscientisation de la population sur l'importance de l'environnement 	
-L'ignorance et le manque d'information sur la thématique sont des grands obstacles à la protection de l'environnement. L'insuffisance d'électrification rurale constitue une barrière pour les réponses aux changements climatiques. La diffusion d'informations et d'éducation environnementales, les informations sur le calendrier agricole, les pratiques agricoles résilientes, l'importance de la conservation des ressources naturelles permettent aux paysans de s'adapter au contexte du changement climatique	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir l'électrification rurale pour faciliter le transfert d'informations et d'éducation sur l'environnement Promouvoir l'application des résultats des recherches sur les énergies renouvelables Mener un programme de diffusion des informations sur l'atténuation et adaptation aux changements climatiques Mener un programme d'éducation environnementale pour le monde rurale et les centres urbains Diffuser les informations utiles aux activités et pratiques agricoles résilientes Intégrer dans la planification de tous les secteurs le volet environnement Assurer que des infrastructures résilientes existent dans chaque Fokontany Mettre en place des pépinières de plantes résilientes au niveau ou à proximité des Communes (cf. 1.3.2.2) Mettre en place et mettre en œuvre des programmes d'IEC et de plaidoyer pour l'environnement Elargir l'éducation environnementale vers différents domaines tels que la protection des sources d'eau, gestion de déchets, etc. Intégrer la thématique environnement dans les programmes scolaires Promouvoir l'éducation des adultes concernant l'environnement comme dans le cas d'Antoby Est, la forêt de tapia Vulgariser l'école verte Promouvoir la construction ou la réhabilitation des infrastructures durables 	2023 - 2030

¹⁶Mettre en place une cellule régionale de pilotage des actions d'IEC. Mettre en place un système de suivi-évaluation. Identifier les personnes, les entités cibles. Définir les messages selon les cibles. Exploiter tous les outils de transmissions des messages pour la diffusion des actions d'IEC (Kianja maitso, masse media, réseaux sociaux, programme scolaire). Organiser des visites d'échange par rapport à la mise en place du kianja Maitso. Appuyer (techniquement) les Communes dans la mise en place du Kianja maitso.

Tableau 42 : Interventions concernant l'environnement (suite)

Goulots	Activités phares	Délais
-La pollution urbaine provient des résidus des activités et de la promiscuité suite aux migrations (exode rurale, migration interne, migration issue des autres Régions) et de l'extrême pauvreté	<ol style="list-style-type: none"> Appuyer les sans-abris : migration dans une zone d'accueil du côté de Bongolava où il y a logement, alimentation pendant une certaine période, éducation, santé, propriété foncière, zébus de manière à les aider à redevenir paysan (mettre à l'échelle le cas d'Ampasipotry pour 500 familles avec lycée avec 3% d'échec) Utiliser le modèle ASA au détriment de l'HIMO pour les appuis aux personnes vulnérables Elaborer une politique de migration pour équilibrer la répartition de la population Renforcer le programme d'assainissement, de collecte des eaux usées, de formation sur le traitement et recyclage des eaux usées (jardin potager familial, jardin de fleurs, mise en place de cuves à eaux usées) 	2023-2030
-Manque d'outils de financement pour la mise en œuvre des réponses face aux changements climatiques -Méconnaissance de l'existence des mécanismes de financement	<ol style="list-style-type: none"> Appuyer la recherche de partenaires techniques et financiers en faveur des organisations locales Négocier pour une simplification / facilitation des procédures d'octroi de financement 	2023 -2027
-Les pêches ne respectent pas les lois (amarrage des pirogues pendant la clôture des pêches)	<ol style="list-style-type: none"> Mener des campagnes d'informations concernant l'environnement, la pisciculture et la pêche Editer un arrêté régional sur l'utilisation des pirogues attachées aux lacs naturelles pendant la clôture et mettre en place des agents de contrôle pour application dans les Communes concernées Renforcer la et l'environnement afin qu'elles puissent appliquer les textes en cas d'infractions Mettre en place et en œuvre un programme d'appuis aux pêcheurs sur des AGR pendant les périodes de clôture et aider à leur formalisation Clarifier les procédures concernant la responsabilité dans le contrôle au niveau du service des pêches et prise de décision au niveau ministère 	2023-2028 2023 2023-2028
-Gestion privée des ressources naturelles au bénéfice des individus ; cas de la forêt de chauve-souris, partie de la réserve naturelle à proximité de construction privée.	<ol style="list-style-type: none"> Renforcer la décentralisation effective en matière de gestion des ressources naturelles notamment en ce qui concerne les infractions Doter les directions régionales de moyens de contrôle (Application des textes sur la nécessité d'implication des riverains avant tout titration de domaine privé ou public) 	2023-2030
-Possession de titre privé dans la future réserve d'aires protégées de la forêt tapia, qui est une ressource naturelle, par conséquent du domaine de l'Etat.	<ol style="list-style-type: none"> Matérialiser la délimitation des aires protégées Mettre en place un dispositif de collaboration avec les VOI, les KASTI pour renforcer le contrôle et la protection des aires protégées (validité de l'opposition faite par les communautés de base). 	2023-2028
-Primauté aux techniciens au détriment des choix dictée par la politique politicienne	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en place une plateforme ou un forum jusqu'à la tenue d'un débat national pour dépolitiser l'administration en faveur de la priorité aux techniciens 	2023-2030
-Explosion démographique	<ol style="list-style-type: none"> Renforcer les programmes de planification familiale 	2023-2030



5.4. Le mécanisme de financement et de suivi

L'objectif de cette section est d'identifier les sources de financement des ODD dans les Régions. Il s'agit de s'inspirer des mécanismes de financement proposés au niveau national et mondial.

Le défi de financement se pose partout dans le monde, mais avec beaucoup d'acuité pour les pays les moins avancés (PMA), tel que Madagascar. En effet, la mise en œuvre des ODD requiert un investissement conséquent dans presque tous les domaines de la vie économique et social tels que : paix et la sécurité, la santé et l'éducation, l'agriculture et la nutrition, le développement du secteur privé local et de la protection de l'environnement etc. Le Programme d'Action d'Addis-Abeba sur le financement du développement (PAAA), adopté en juillet 2015 lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, présente un cadre complet de financement visant à favoriser le développement durable et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le PAAA appelle non seulement à mobiliser davantage de ressources, mais également à créer de nouvelles incitations à canaliser des ressources privées et publiques pour l'avancement des ODD.

5.4.1. Sources de financement de l'Agenda 2030

Pour relever le défi financier des ODD, la Région Itasy, comme chaque Région de Madagascar, devrait trouver comment mobiliser et affecter les ressources financières intérieures. Elle doit aussi veiller / plaider pour une meilleure redistribution des ressources entre le niveau central et les collectivités décentralisées tel que décidé dans la loi « référence lois N° 2018-011 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi N° 2014-020 du 27 Septembre 2014 relative aux ressources des collectivités Territoriales Décentralisées ... ».

5.4.2. Les financements innovants

Les financements innovants s'appuient sur l'idée d'une plus juste répartition des richesses en faisant contribuer au financement du développement les secteurs les plus mondialisés (secteur privé, secteur financier, transports aériens et maritimes, mécanismes de marché, etc.).

les sources innovantes de financement (ressources innovantes), plus stables et prévisibles, permettant de lever de nouvelles ressources pour le développement durable (comme les taxes de solidarité, les enchères carbone, les micro-dons, les arrondis sur factures) ; et les mécanismes innovants de financement (dépenses innovantes) permettant, par le biais de partenariats avec le secteur privé notamment, d'optimiser les fonds existants en les décuplant par effet de levier et/ou en les orientant vers des investissements à impact positif sur le développement (comme la Facilité financière internationale pour la vaccination/IFFIm).

5.4.3. Le monitoring

Le monitoring de la mise en œuvre des ODD sera réalisé sous le leadership du Chef de la Région / Gouverneur de Région. Celui-ci devra réunir chaque année les acteurs du secteur privé, les acteurs du secteur public, les partenaires techniques et financiers et les acteurs au développement de sa Région autour de la question du financement des cibles prioritaires ODD. Deux ateliers peuvent être organisés chaque année à cet effet. Un premier atelier de démarrage des activités où il sera présenté aux acteurs les ambitions de réalisation des cibles prioritaires en termes de projet de développement. Les acteurs vont prendre des engagements en vue de financer les projets qui sont en lien avec leurs domaines de compétence. Un deuxième atelier sera organisé pour faire le bilan de la réalisation, capitaliser les leçons apprises et lancer les bases des activités pour l'année suivante. Une plateforme d'échange entre les acteurs devra être mise en place en vue d'assurer une communication permanente entre les acteurs au développement de la Région.

" Les financements innovants s'appuient sur l'idée d'une plus juste répartition des richesses en faisant contribuer au financement du développement les secteurs les plus mondialisés "

Conclusion

L'Agenda 2030 constitue une opportunité que doivent saisir les pays / Régions en développement pour parvenir à l'émergence. En tenant compte des leçons apprises lors de la mise en œuvre des OMD, l'approche descendante (top-down) a été préconisée pour parvenir à une mise en œuvre effective des ODD. La réussite de cet agenda dépendra en effet de son degré d'appropriation par les acteurs du développement et de la manière dont chaque Région le mettra en œuvre.

A travers un processus largement participatif et inclusif, tous les acteurs au développement de la Région Itasy ont été réunis autour de deux ateliers de localisation des ODD. La localisation des ODD à consister à évaluer

le degré d'alignement des documents de planification régionaux sur les ODD, à (ii) définir pour la Région un ensemble de cibles prioritaires, à (iii) retenir les paquets d'interventions à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre des ODD dans la Région et à (iv) retenir les indicateurs devant servir au suivi des progrès de la mise en œuvre.

La suite serait de préparer la voie à l'élaboration des plans régionaux et communaux, stratégiques et opérationnels.



ANNEXES



Annexe 1.

Termes de référence de la mission de localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD)

1. Contexte

Le PNUD a appuyé le Gouvernement de Madagascar dans l'organisation des consultations nationales sur les Objectifs de développement durable (ODD) visant à la priorisation nationale des cibles du Programme 2030.

A l'issue de cet exercice de priorisation, le pays dispose maintenant d'un rapport national de priorisation des cibles ODD avec 64 cibles prioritaires et 85 indicateurs de suivi de la mise en œuvre des ODD et qui lui permet de coordonner les différentes interventions de ses partenaires, à la suite d'un long processus de sensibilisation de portée nationale et régionale, d'alignement des ODD sur les politiques et stratégies nationales et sectorielles, et de mise à disposition d'outils d'analyse basés sur la définition d'approches méthodologiques spécifiques au pays pour la hiérarchisation des cibles.

Résultats de la priorisation nationale des ODD

	Nombre de cibles	Nombre d'indicateurs
Gouvernance	7	10
Economie	13	15
Social	26	39
Capital naturel	14	15
Objectifs Globaux	4	6
TOTAL	64	85

Pour les prochaines étapes, le PNUD entend être un partenaire et un acteur majeur pour appuyer le Gouvernement à mettre en œuvre au niveau local les ODD ou la « localisation des ODD », car c'est au niveau local que des politiques cohérentes peuvent être développées pour relever les multiples défis de la réduction de la pauvreté et du développement durable.

La localisation des ODD constitue pour le PNUD ainsi une nouvelle opportunité de renforcer son programme d'appui à la décentralisation à Madagascar et de promouvoir de nouvelles formes de gouvernance coopérative (multi-niveaux et multi-acteurs) dans une approche intégrée aux niveaux régional et local qui est la pierre angulaire d'une gouvernance efficace favorable à l'égalité d'accès aux services sociaux de base, aux ressources et aux finances au niveau des communautés de base.

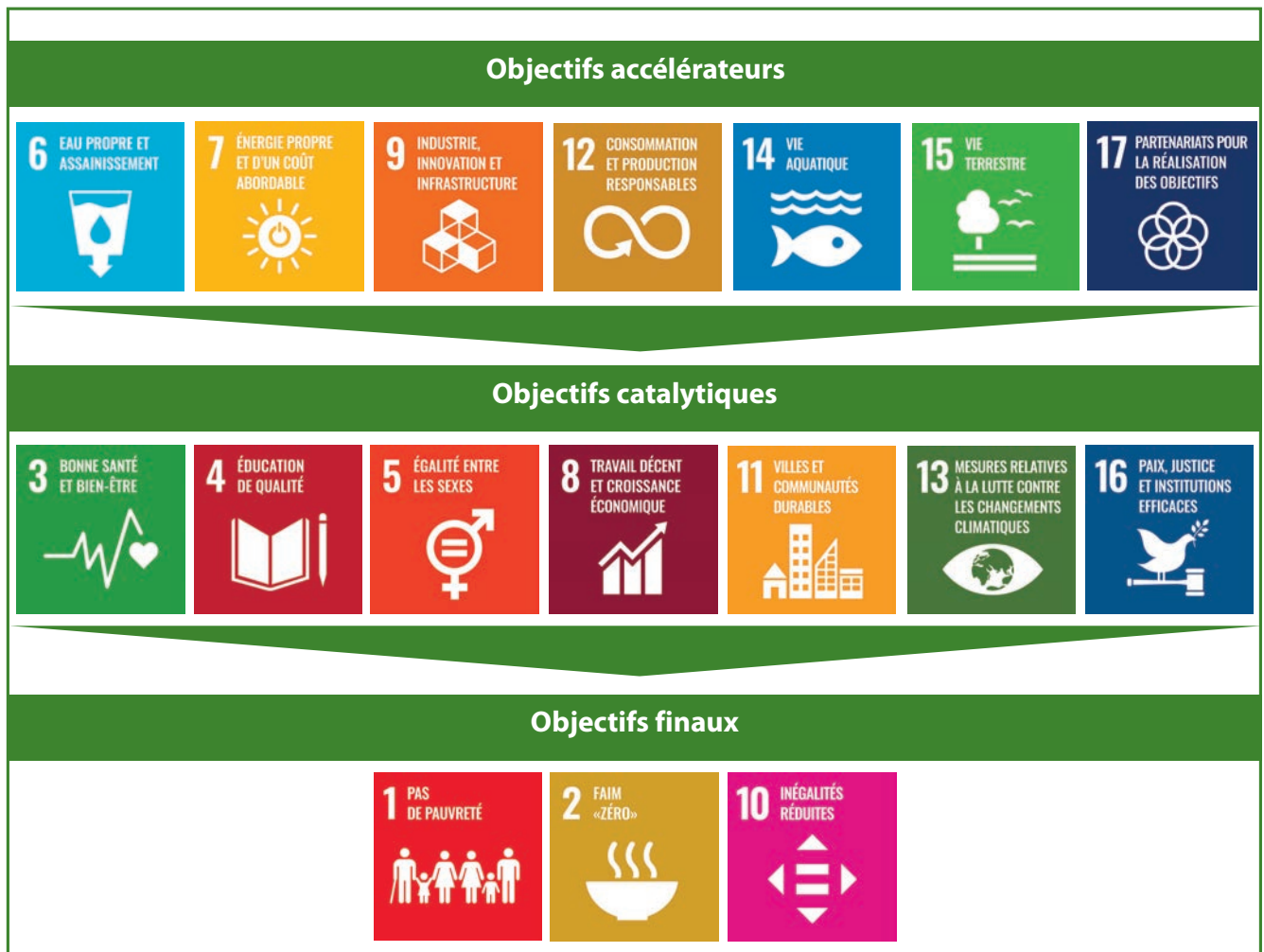
Le but de la priorisation locale est de permettre aux parties prenantes régionales et locales de contextualiser les ODD aux réalités dans leurs Régions. D'un point de vue opérationnel, la priorisation locale permettra de mieux focaliser les ressources – financières, humaines, techniques, etc. – sur un groupe restreint des cibles dont leur réalisation représente le paquet minimum des résultats des ODD mise en œuvre dans les Régions et contribuera à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. La priorisation est également importante à la lumière : i) de la capacité de mise en œuvre des politiques et programmes au niveau décentralisé de l'administration et d'autres acteurs concernés ; et ii) du défi que son suivi et évaluation impose au système de statistique régionale.

2. Objectifs de la priorisation locale

L'objectif est d'identifier et de prioriser les interventions stratégiques, les goulots d'étranglement, les solutions d'accélération, et d'aider à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des actions pour l'atteinte des cibles prioritaires au niveau des Régions pour l'atteinte des ODD.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Déterminer la pertinence actuelle des ODD par rapport au contexte régional/local ;
- Identifier les interconnexions entre les 64 cibles prioritaires au niveau national et les domaines des ODD au niveau régional/local en vue d'une coordination multisectorielle potentielle ;
- Faire le matching de priorités stratégiques contenues dans les plans/stratégies régionaux avec les 64 cibles prioritaires des ODD comme préalable à l'identification des paquets d'intervention dans les Régions ;
- Identifier et investir dans des objectifs « catalyseurs », qui mobilisent d'une part le plus de cibles des autres ODD pour leur réalisation favorisant ainsi un effet induit la réalisation de ces objectifs, et d'autre part, ont une capacité à fortement impacté la réalisation d'autres objectifs – domaines d'intervention avec effets multiplicateurs (ODD 3, ODD 4, ODD 5, ODD 8, ODD 11, ODD 13 et ODD 16) ;
- Assurer l'appropriation institutionnelle au niveau décentralisé des cibles prioritaires locales (équilibre entre interventions sectorielles et intersectorielles au niveau local) ;



3. Démarches méthodologiques

La démarche méthodologique de la priorisation locale des ODD doit être participative et permettre d'obtenir le consensus des parties prenantes impliquées autour des différents outputs attendus.

A cet effet, elle est axée sur les phases suivantes :

Phase 1 : Cadrage de l'intervention avec le PNUD et le Partenaire national de mise en œuvre

Les acteurs clés à impliquer dans le processus et les besoins en concertation dans les 10 régions sont identifiés dans cette première phase.

Phase 2 : Lancement du processus de localisation des ODD

A. Atelier d'information et de dialogue avec les principaux acteurs et formation d'une équipe de facilitateurs (cadres des ministères et techniciens en charge de la localisation des ODD) sur la démarche d'intégration des ODD dans la planification locale

- Les pools de facilitateurs sont informés sur le cadre de l'Agenda 2030, les ODD et cibles prioritaires du pays.
- Les facilitateurs appréhendent la dimension intégrative des ODD (liens et effets) dans le contexte de Madagascar.
- Des critères de priorisation/contextualisation des ODD sont définis, en s'inspirant des modèles et outils existants et validés.
- Les bases des systèmes régionaux d'accompagnement sont établies.
- Les leaders des régions et les cadres des ministères d'appui connaissent les enjeux du processus et s'engagent à assurer la maîtrise d'ouvrage de la localisation des ODD.
- Les séquences du processus, les mécanismes de concertation régionale et les rôles des parties prenantes sont validés.
- Les entités territoriales représentatives de la diversité de chaque région sont identifiées.

B. Analyse des besoins des populations et collecte des données sur les indicateurs des cibles prioritaires et les bonnes pratiques

- Le niveau de prise en compte des ODD dans les plans régionaux existants est évalué.
- Les principaux besoins des différents groupes d'acteurs et entités géographiques des régions sont analysés.
- Les données sur les indicateurs des cibles prises en compte par les plans régionaux de développement sont collectées.

Phase 3 : Exercice de priorisation des cibles des ODD et de cartographie des sources de données pour le suivi des progrès

C. Ateliers de priorisation des cibles des ODD par région réalisés

- Les cibles prioritaires des ODD et les mesures pertinentes pour les atteindre sont identifiées avec les leaders des régions, les cadres des ministères et les techniciens formés.

D. Réaliser une analyse croisée entre les besoins recueillis lors des diagnostics participatifs et les cibles prioritaires identifiées

- Les convergences, les spécificités locales et les points de tensions potentielles sont identifiées.
- Les bonnes pratiques dans la satisfaction inclusive des besoins des populations et les capacités de maîtrise d'ouvrage sont analysées.
- Les mesures appropriées pour atteindre les cibles et les moyens de mise en œuvre sont identifiés.

E. Mapping des sources de données pour les indicateurs de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODD dans les 10 régions

- Les indicateurs de suivi des progrès réalisés sont identifiés.
- Les sources et systèmes de collecte de données existants sont décrits.
- Des propositions pour le suivi des progrès réalisées sont formulées.

F. Rédaction des rapports de priorisation pour chacune des 10 régions

- Les recommandations pour la consolidation et la pérennisation du leadership régional et local pour l'ancrage des ODD sont formulées.

G. Atelier d'identification des paquets d'interventions prioritaires en cohérence avec les cibles régionales priorisées

- Les cibles priorisées au niveau de chaque région sont validées.
- Les paquets d'interventions prioritaires dans chaque région sont identifiés en cohérence avec les cibles régionales priorisées.

Annexe 2.

Méthodologie de réalisation de l'alignement des stratégies de développement régional aux ODD

1. L'alignement comme préalable

L'alignement est une étape préalable indispensable pour réussir la priorisation. Il a pour objectif d'apprécier le degré de prise en compte / intégration des 64 cibles priorisées au niveau national par rapport aux documents et stratégies régionales / locales. L'intérêt de cet exercice est d'avoir un aperçu global des cibles qui n'ont pas été suffisamment intégrées dans les plans et stratégies régionaux ou locaux de développement.

La sélection des cibles à prioriser dans une région sur la base de la liste des 64 cibles priorisées au niveau national repose sur la logique suivante. La mise en œuvre d'un plan de développement durable dans une région donnée doit contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de développement durable. A ce titre, le plan régional doit d'une part correspondre à une déclinaison régionale de la stratégie nationale, et d'autre part reprendre à son compte la mise en œuvre dans la région de toute politique sectorielle. Ainsi, les cibles priorisées au niveau d'une région doivent faire partie de celles priorisées au niveau national. En d'autres termes, les cibles non priorisées dans la région doivent être celles qui concernent exclusivement les autres régions ou dont l'atteinte relève de la prérogative du pouvoir central uniquement.

L'outil d'Analyse Rapide Intégrée ou Rapid Integrated Assessment (RIA^{*}), un des outils de la MAPS (Mainstreamings, Acceleration and Policy Support) a été utilisé à cet effet.

2. Bref aperçu de l'Analyse Rapide Intégrée (RIA)

Le RIA permet d'évaluer le niveau d'alignement des documents de stratégies de développement sur les Objectifs de Développement Durable. L'analyse cherche à réaliser une cartographie des liens entre les objectifs, les politiques et les stratégies de développements régionales et les cibles ODD. L'outil RIA se base sur deux matrices appelées RIA 1 et RIA 2.

Le RIA 1 (voir figure 1) est une résultante de RIA 2. Il reprend en ligne les domaines/objectifs stratégiques essentiels tels qu'identifiés dans les principaux documents de planification régionale et en colonne les différentes cibles ODD. Chaque cellule Cij de la matrice indique une intersection entre le domaine (en ligne i) et la cible (en colonne j). La présence dans la cellule Cij d'une référence (un X indicé) justifie la prise en compte de la cible correspondante dans les actions de mise en œuvre du domaine/objectif stratégique précis.

^{*} Cet outil est développé par le Bureau d'Appui aux Politiques et Programmes du PNUD (BPPS)

Figure 1 : Le RIA 1

ODD non pris en compte dans les PSPP

ODD non applicable

Pas de synergie inter-sectorielle

Objectif stratégique PRD	Objectif stratégique PND	1 PAS DE PAUVRETÉ										2 EAU «ZÉRO»					3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					4 ÉDUCATION DE QUALITÉ					5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES					6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT		
		1.1	1.2	1.3	1.5	2.1	2.2	2.3	2.4	3.1	3.2	3.3	3.4	3.7	3.8	4.1	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	5.1	5.2	5.3	5.5	6.1	6.2	6.5					
1 Gouvernance	Etat de droit et ordre public																																	
2 Gouvernance	Gouvernance, développement local																																	
3 Finances	Système bancaire et financier																																	
4 Potentiel d'échanges inter-régionaux	Marché intérieur et commerce																																	
5 Potentiel rural et urbain	Secteurs porteurs et filières à hautes valeurs ajoutées	X										X																						
6 Capital infrastructural et équipement territorial	Infrastructures d'épaullement et structurantes																																	
7 Potentiel rural et urbain	Organisation et structuration territoriale	X																				X	X											
8 Revitaliser le tissu industriel	Secteur privé et secteurs relais																																	
9 Capital social	Accès de la population aux soins de qualité													X																				
10 Capital social	Epidémies et maladies émergentes												X																					
11 Potentiel rural et urbain	Malnutrition																																	
12 Capital social	Système éducatif performant															X										X								
13 Potentiel rural et urbain	Formation technique et professionnel																X	X	X															
14 Capital social	Eau potable, hygiène et assainissement																										X							
15 Jeunesse, sport et culture	Culture, levier de développement																																	
16 Jeunesse, sport et culture	Sport et développement												X				X																	
17 Potentiel rural et urbain	Protection sociale, emploi et revenu	X	X	X										X																				
18 Ressources naturelles	Ressources naturelles et développement																												X					
19 OC, risques et catastrophes naturelles	Capital naturel et écosystèmes durables																																	



En plus des références dans les cellules, certaines lignes / colonnes du RIA 1 sont colorées. La couleur orange indique les cibles ODD dont la mise en œuvre n'est programmée dans aucun document de planification de la Région ; de fait, aucune référence (un X indicé) n'est donc présente sur la colonne représentée par ces cibles. La couleur verte indique le manque de cohérence dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques. La réalisation d'un objectif stratégique donné (en ligne) nécessite en outre la mise en œuvre de plusieurs cibles ODD. Lorsqu'aucun programme / projet n'est programmé pour la mise en œuvre de certaines cibles ODD indispensables à l'atteinte d'un objectif stratégique, les parties correspondantes sont colorées en vert.

Le RIA 2 (voir figure 2) est une matrice de renseignement du niveau d'intégration des cibles dans les politiques ou stratégies nationales / régionales. Elle reprend en ligne les différentes cibles ODD puis en colonne, les éléments ci-après :

- les domaines nationaux/régionaux prioritaires tels que répertoriés dans les principaux documents de planification ;
- la stratégie/projet/programme nationale de développement relative à chaque domaine abordant les questions correspondantes à une cible donnée ;
- les indicateurs nationaux retenus pour les cibles spécifiques ;
- les institutions responsables de la mise en œuvre ;
- les commentaires pertinents concernant le secteur et/ou la cible prioritaire dans le document de politique.

Figure 2 : Le RIA 2

ODD/Cibles	Encodage		Domaine / Secteur tel qu'identifié dans les principaux documents de planification	Stratégie nationale de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs nationaux pour les cibles spécifiques	Stratégie sectorielle de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs sectoriels pour les cibles spécifiques	Institution responsable de la mise en œuvre de la cible (Ministères de tutelle)	Autre commentaire pertinent concernant ce secteur cible prioritaire dans les stratégies de développement ?
1.1. D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 US dollar par jour)	11	1	Genre et groupe vulnérable	DSCR P ₁₁₅ Améliorer l'autonomisation des femmes, particulièrement en ce qui concerne les capacités économiques	Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole, Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur			Plan, Finances, Economie, Budget, Genre, Emploi, Affaires sociales	
	11	2	Gouvernance économique	DSCR P ₁₁₅ Assurer un taux de croissance réel moyen du PIB de 7,2% par an sur la période pour réduire la pauvreté.					

Annexe 3.

Note pour priorisation

La priorisation des ODD au niveau local a été principalement basée sur l'appréciation de critères bien définis suivi d'une concertation / analyse discursive entre les différents acteurs du développement ; une analyse discursive basée sur le fait que la cible ait un lien avec un enjeu régional.

Les cibles ont été dans un premier temps appréciées à travers trois différents filtres que sont :

- Pour le filtre 1, il s'agit d'évaluer « le niveau d'alignement/intégration de la cible » ou la prise en compte ou non de la cible dans le PRD ou autres politiques et stratégies sectorielles disponibles dans la Région. Mais aussi de capter la nature multidimensionnelle de la cible et son effet transformationnel et catalyseur.
- Pour le filtre 2, il s'agit d'évaluer « la pertinence de la cible pour la Région » ou la mise en œuvre de la cible par la Région par rapport à son niveau de compétence d'après les textes, d'identifier son avantage comparatif et/ou le potentiel existant pour l'atteinte de cible par rapport à d'autres régions et aussi de chercher à savoir si l'atteinte de la cible est un enjeu et/ou une priorité pour la Région.
- Pour le filtre 3, il s'agit d'évaluer « la qualité statistique des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région pour le suivi de la mise en œuvre de la cible » et de voir si la cible peut être suivie dans sa mise en œuvre par des indicateurs de mesure disponibles au niveau de la Région (indicateurs qui peuvent être renseignés par des données administratives ou par le SRISE). Si la cible ne dispose pas encore d'indicateurs de mesure, voire si ces indicateurs peuvent être obtenus à un coût supportable par la Région.

Les critères d'appréciation des cibles à travers chacun des filtres sont présentés dans le tableau suivant :

Niveau de Filtre	Critère de priorisation locale des cibles ODD
Filtre 1	1. Cible prise en compte dans le PRD et/ou dans les autres documents de politique sectoriels régionaux)
	2. Cible « catalyseur » qui mobilise le plus de cibles venant des autres ODD pour son atteinte ou qui a un « impact direct » dans l'amélioration des conditions sociales de base et/ou dans le relèvement du niveau de vie dans la région
	3. Cible contribuant à au moins deux dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) dans la région
Filtre 2	4. Cible dont l'atteinte relève de la compétence de la région selon les textes
	5. Cible dont les avantages comparatifs ou les potentiels existants dans la région vont servir de levier pour son atteinte.
	6. Cible correspondant à des priorités intrinsèques pour la région
Filtre 3 (non exclusif/lié à la mise en œuvre de la cible)	7. Renseigner les indicateurs de mesure disponibles pour une cible au niveau régional en tenant compte des indicateurs fixés au niveau national et de leur désagrégation au niveau local de la cible
	8. Donner des recommandations pour l'amélioration de la qualité des données et du SRISE pour le besoin du suivi des ODD

A chaque critère de priorisation au niveau de chaque filtre est adjoit un niveau d'appréciation décliné en 3 niveaux (haute, moyenne, faible) et dont la consolidation des niveaux pour l'ensemble des 3 filtres permet d'avoir un niveau d'appréciation finale si la cible est retenue comme prioritaire ou non.

A cet effet, une matrice de priorisation régionale/locale des ODD a été élaborée pour la consolidation finale ayant en colonne les ODD et cibles, les critères dans chaque filtre et le niveau d'appréciation et la décision finale. Chaque niveau d'appréciation au niveau de chaque critère fait l'objet d'une justification objective et être documenté pour assurer l'objectivité de la démarche méthodologique.

Travaux de priorisation proprement dit

Quatre groupes thématiques autour des ODD ont été constitués afin de procéder à une évaluation du niveau d'alignement entre le cadre local de planification existant et les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'une part et pour le processus de priorisation d'autre part.

Il s'agit des groupes thématiques respectivement : Social, Economique (Prospérité), Environnement et Institutionnel.

Répartition en 4 Groupes de travail :

- Développement du capital humain (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 1, 2, 3, 4, 5 et 6)
- Promotion d'une croissance forte, inclusive et durable (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 7, 8, 9, 10 et 11)
- Environnement et cadre de vie (Acteurs des secteurs en lien avec les ODD 12, 13, 14 et 15)
- Paix, Institutions et Gouvernance (Acteurs des secteurs en lien avec ODD 16)

Chaque équipe de facilitateurs dans chaque région s'est mise au travail selon les critères et méthode développés au cours de l'atelier de renforcement de capacité pour la finalisation de la priorisation des cibles ODD avec les acteurs de développement au niveau local ; ces acteurs étant répartis dans les quatre groupes. Dans chaque groupe de travail, la démarche pratique d'utilisation des filtres est décrite ainsi qu'il suit :

1. Démarche pratique d'utilisation du Filtre 1

Identification des cibles ayant un enjeu local ou critère 1

Un document de développement d'une région (PRD, SRAT, etc.) est a priori décliné en différents axes stratégiques, qui eux-mêmes sont ventilés par objectifs, constitué chacun d'activités.

L'identification des cibles ayant un enjeu local a été réalisée par une lecture minutieuse de chacune de ces activités, ligne par ligne par le groupe de travail dans tout document disponible sur le développement de la Région. Le but est d'identifier la ou les cibles, qui peuvent être atteintes par la mise en œuvre de l'activité, ou encore, dont la mise en œuvre de l'activité requiert la prise en considération de la ou les cibles. Ceci permet donc d'identifier toutes les cibles prioritaires au niveau national qui sont en même temps citées en référence dans tous les documents de développement de la Région. Ce qui nous indique l'ensemble des cibles qui remplissent le premier critère.

Première appréciation d'une cible

Pour ce qui est de l'appréciation, pour le filtre 1, elle se fait en fonction de la vérification de deux critères, le 2ème et le 3ème.

Pour le critère 2 : il s'agit de voir quelles sont les cibles ayant un effet « catalyseur », c'est-à-dire dont les ODD correspondants (3, 4, 5, 8, 11, 13, 16) sont influencés d'une part par l'atteinte d'un ODD du groupe dit des accélérateurs (ODD 6, 7, 9, 12, 14, 15, 17), et qui ont aussi d'autre part un impact sur un autre groupe d'ODD (les Objectifs finaux comme 1, 2 et 10).

Il en sera de même de ceux qui ont un impact direct dans l'amélioration des conditions sociales de base et ou dans le relèvement du niveau de vie dans la Région. Dès lors que l'une de ces deux assertions est vérifiée alors on dira que le critère 2 est répondu positivement (par oui), autrement la réponse est non, ou négativement.

Toutefois, il se pourrait qu'il y ait des cas où une cible n'est pas prise en compte dans le PRD et tout autre document de développement de la Région, alors qu'elle est hautement appréciée pour les deux autres critères du Filtre 1 (2ème et 3ème critère), alors il faudrait continuer la démarche en cascade et évaluer l'appréciation de la cible à travers les 3 autres critères du Filtre 2. A l'issue de cela, le résultat final pour la décision de prioriser la cible dépendra de la réflexion discursive au sein du Groupe par rapport au résultat de l'appréciation de chacune des 2 filtres.

En d'autres termes, dès que l'une de ces deux assertions citées précédemment est vérifiée alors le critère 2 est considéré comme rempli.

Pour le critère 3, il sera considéré comme rempli pour les cibles contribuant à l'atteinte de deux dimensions différentes du développement durable (économie, sociale et environnementale), et non autrement. Les cibles qui contribuent à l'atteinte d'au moins deux dimensions (dont la leur) sont les suivantes :

- De la gouvernance : 16.2, 16.5, 16.6, 16.7 ;
- De l'économie : 8.2, 8.3, 8.9, 9.1, 9.3, 10.2 ;
- Du sociale : 1.3, 2.1, 2.3, 2.4, 3.3, 4.7, 5.1, 5.3 ;
- Du capital naturel : 1.5, 12.2, 12.8 ;

Ces cibles agissent sur au moins une autre (qui comme elles sont déjà prioritaires au niveau national) se trouvant dans une dimension autre que la leur, soit en étant un input de la cible impactée, soit en ayant un effet d'entraînement ou multiplicateur sur celle-ci (voir le tableau suivant).



Cibles	Cibles impactées	Type de lien
4.7	8.3	Input
6.1	11.1	
6.2	11.1	
6.5	11.3	
8.2	2.3	
8.7	5.2	
9.3	8.3	
Effet multiplicateur		
1.3	11.2	Effet multiplicateur
2.1	11.2	
2.3	11.1 ; 11.2	
3.3	11.1	
5.1	10.2	
5.3	10.2	
8.3	4.4	
8.9	11.4	
9.1	11.2	
10.2	4.5	
10.3	4.3	
12.2	11.1	
12.8	4.7	
Effet d'entraînement		
1.5	13.1 ; 13.2	Effet d'entraînement
2.1	13.1 ; 13.2	
2.4	13.1 ; 13.2	
16.2	5.1	
16.5	10.2	
16.6	10.2	
16.7	10.2	

Finalement, en fonction des réponses, l'appréciation d'une cible doit être faite selon les exemples dans le tableau ci-après.

Liste des cibles	Critère 1	Critère 2	Critère 3	Appréciation 1
Cible i	Oui	Oui	Oui	Haute
Cible j	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible k	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible l	Oui	Non	Non	Faible
Cible m	Non	Non	Non	Faible
Cible n	Non	Oui	Oui	Haute (mais analyse discursive par rapport au résultat du Filtre 2)

2. Démarche pratique d'utilisation du Filtre 2

Après le premier filtre ou première grille d'appréciation d'une cible priorisée au niveau national et ayant un lien avec un enjeu de développement local, une deuxième appréciation doit être faite. Elle se réfère au filtre 2. Elle sera faite à la lumière de la vérification des conditions suivantes appelées critères 4, 5, et 6 :

- L'atteinte de la cible relève-t-elle de la compétence de la Région selon les textes ? (réponse oui ou non) ;
- Existe-t-il au moins une potentialité dans la Région qui sert de levier pour l'atteinte de la cible, ou la Région possède-t-elle un avantage comparatif (performance en matière de mise en œuvre) qui permet l'atteinte de la cible (réponse oui ou non) ;
- Est-ce que la cible correspond à un enjeu ou une priorité régionale (réponse oui ou non).

L'idée est qu'une cible retenue au critère 1 de lien avec un enjeu de la Région et qui répond positivement à chacune des trois conditions sur l'applicabilité par la Région du programme ou mesure correspondant à son atteinte, doit être hautement appréciée. Si une seulement des trois conditions n'est pas remplie, alors l'appréciation sera moyenne. Par contre, dès que deux conditions au moins ne sont pas remplies alors l'appréciation doit être faible.

Le tableau suivant récapitule les cas possibles sur l'appréciation de la cible.

Liste des cibles	Critère 1	Critère 4	Critère 5	Critère 6	Appréciation 2
Cible i	Oui	Oui	Oui	Oui	Haute
Cible j	Oui	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible k	Oui	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible l	Oui	Non	Oui	Oui	Moyenne
Cible m	Oui	Non	Non	Oui	Faible
Cible n	Oui	Non	Oui	Non	Faible
Cible o	Oui	Oui	Non	Non	Faible
Cible p	Oui	Non	Non	Non	Faible
Cible q	Non/Appréciation Haute	Oui	Oui	Oui	Haute (ex : cible 1.5 et cible 16.9)
Cible r	Non/Appréciation Haute	Oui	Non	Oui	Moyenne
Cible s	Non/Appréciation Haute	Oui	Oui	Non	Moyenne
Cible t	Non/Appréciation Haute	Non	Oui	Oui	Faible
Cible u	Non/Appréciation Haute	Non	Non	Non	Faible

3. Démarche d'utilisation du Filtre 2

Sur la base du principe appliqué pour la première et la deuxième appréciation de chaque cible priorisée au niveau national, et qui se trouve avoir un lien avec un enjeu régional (comme l'atteste un document de développement de la Région), une troisième appréciation peut être aussi faite. Elle se réfère pour la cible à l'existence ou non d'un indicateur de source locale, et d'une désagrégation régionale d'un indicateur mesuré au niveau national. L'intérêt de l'existence d'un tel indicateur est que celui-ci aide pour le suivi de la mise en œuvre du programme permettant l'atteinte de la cible. Néanmoins, l'inexistence d'un tel indicateur ne doit pas remettre en cause la pertinence d'une cible.

4. Fixation des cibles priorisées au niveau régional

La sélection définitive des cibles priorisées au niveau de la Région doit se faire sur la base des appréciations faites à chaque cible ayant un lien avec un enjeu local de développement, en l'occurrence des appréciations faites aux filtres 1 et 2.

Une cible hautement appréciée aussi bien au filtre 1 et au filtre 2 doit être en priorité retenue pour la Région pour son programme de développement durable. Elle fera partie d'une première catégorie des cibles retenues. Ensuite, une cible hautement appréciée à l'un des deux premiers filtres et moyennement appréciée à l'autre sera priorisée dans un deuxième lieu. Il s'agit là de la deuxième catégorie des cibles retenues. Avec le même principe, une cible moyenne appréciée à chacun des deux filtres fera partie de troisième catégorie des cibles priorisées.

Au besoin une quatrième cible à retenir peuvent être constituées. Il s'agira de cibles qui sont hautement appréciées à l'une des filtres 1 et 2, et faiblement appréciées pour l'autre.

Mais la décision finale entre ces 4 catégories de cibles doit se baser sur une acceptation issue d'une réflexion discursive dans le Groupe en tenant compte des problématiques de la Région, des enjeux nationaux des ODD. En revanche, dès lors que la cible est faiblement appréciée à chacun des deux filtres alors elle doit être exclue des cibles priorisées dans la Région.



Liste des cibles	Filtre 1	Filtre 2	Décision finale
La décision finale doit se baser sur une acceptation issue d'une réflexion discursive dans le Groupe			
Cible i	Haute	Haute	Cible retenue
Cible j	Haute	Moyenne	Cible retenue
Cible k	Moyenne	Haute	Cible retenue
Cible l	Moyenne	Moyenne	Cible retenue sous contraintes (Priorités intrinsèques et/ou Problématiques de la région)
Cible m	Faible	Haute	Cible retenue sous contraintes (Priorités intrinsèques et/ou Problématiques de la région)
Cible n	Haute	Faible	Cible non retenue
Cible o	Moyenne	Faible	Cible non retenue
Cible p	Faible	Moyenne	Cible non retenue
Cible q	Faible	Faible	Cible non retenue

Annexe 4.

Méthodologie de constitution des paquets intégrés de cibles et d'interventions

GUIDE METHODOLOGIQUE D'IDENTIFICATION DU PACKAGE D'INTERVENTION

1. Contexte

Les Objectifs de Développement Durables (ODD) et leurs cibles sont interdépendants. Leurs mises en œuvre exigent de briser les cloisonnements entre les secteurs, d'établir des partenariats multipartites et d'adopter des approches pan-gouvernementales en vue de bénéficier de leurs effets multiplicateurs. Ainsi, des actions concertées incluant plusieurs secteurs sont fortement recommandées pour accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs. C'est dans ce cadre que le PNUD Madagascar a initié la présente méthodologie qui permettra in fine de définir les packages d'interventions intégrés qui adressent les préoccupations de plusieurs cibles interdépendantes. La méthodologie appliquée pour la définition des paquets intégrés d'interventions s'appuie sur celle proposée par Fall & Kamwendo (2017, UNDP) basée sur une input/output des ODD à travers leurs cibles.

L'analyse croisée des liens entre les différentes cibles des objectifs permet de mettre en relief la dimension multifactorielle d'un objectif. Ainsi, on peut montrer la puissance de l'effet multiplicateur d'un objectif à travers sa capacité à impacter la réalisation d'autres objectifs, mais aussi sa capacité à impliquer la mobilisation de cibles d'autres objectifs pour son atteinte. Aussi, l'analyse qualitative « input-output » permet de mettre en exergue les objectifs qui, d'une part, mobilisent le plus de cibles des autres objectifs pour leur réalisation favorisant ainsi par un effet induit pour la réalisation de ces objectifs, et d'autre part, ont un impact élevé sur le plus de cibles des autres objectifs.

2. Concepts et définitions

Un package d'interventions intégrés est un ensemble constitué d'une part d'un paquet de cibles intégrées (qui entretiennent entre elles des liens d'interdépendances /effets d'entraînement) et d'autre part des projets /programmes qui adressent les préoccupations de l'ensemble de ces cibles.

3. Objectifs

L'objectif du processus d'identification des packages d'interventions est de se baser sur les liens d'interrelations entre les cibles ODD prioritaires en vue de les regrouper en des paquets de cibles intégrées assorties des interventions pertinentes pour leur mise en œuvre.

L'application des résultats de cette analyse input/output a consisté à :

- i. identifier parmi les cibles prioritaires d'une Région, celles qui sont accélératrices au regard de l'analyse "input-output" en contextualisant au mieux l'identificateur des cibles accélératrices par Région ;
- ii. identifier pour chacune des cibles accélératrices des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible accélératrice, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendantes ;
- iii. pour chaque paquet de cibles interdépendantes, identifier : a) les goulots / obstacles à la mise en œuvre des paquets dans la Région (analyse diagnostique de la problématique), b) les interventions /projets d'investissement à mettre en œuvre pour réaliser le paquet, c) les coûts estimatifs de ces interventions, d) les délais pour la réalisation et f) hiérarchiser les interventions.

A cet effet, les tâches suivantes seront réalisées :

- regrouper les cibles prioritaires en des paquets de cibles intégrées ;
- hiérarchiser les paquets de cibles intégrées selon leur degré d'importance pour la Région ;
- pour chaque paquet de cibles intégrées :
 - identifier les goulots / obstacles à sa mise en œuvre ;
 - identifier les solutions pour la résolution des goulots ;
 - définir pour chaque solution les mesures, actions, investissements à entreprendre ;
 - estimer les coûts de chaque intervention ;
 - estimer les délais pour la réalisation de chaque intervention ;
 - hiérarchiser les interventions.



4. Approche méthodologique

L'analyse « input » relie certains objectifs (et leurs cibles) à d'autres objectifs (et leurs cibles) comme conditionnelle à leur réalisation tandis que l'analyse « output » considère l'impact de la réalisation de certains objectifs sur d'autres objectifs. Cette analyse permet d'identifier les effets multiplicateurs des ODD qui sont au cœur de l'Agenda 2030.

Trois catégories d'objectifs émergent de cette analyse : (i) catégorie 1 : les objectifs « catalyseurs » qui contribuent fortement à la réussite d'autres objectifs à travers les liens de leurs cibles comme input à d'autres cibles ; (ii) les objectifs « accélérateurs » qui reçoivent le plus d'influx (input) des objectifs de la catégorie 1 et ont un impact sur l'atteinte d'autres ODD avec un grand effet multiplicateur ; (iii) les objectifs « de finalités » qui seront finalement atteints principalement par le biais de la réalisation des cibles des autres objectifs. Le processus d'identification des packages d'interventions se déroulera en quatre étapes qui sont :

Etape 1 : Constitution des paquets de cibles intégrées

La constitution des paquets de cibles intégrées sera réalisée avec l'analyse input/output développée par El Hadji Fall (UNDP) et Eunice Kamwendo (UNDP). Il faudra dans un premier temps (i) identifier parmi les cibles prioritaires d'une Région, celles qui sont catalyseurs au regard de l'analyse "input-output". Ensuite il faudra (ii) identifier pour chacune des cibles catalyseurs des inputs et des outputs parmi le reste des cibles prioritaires de la Région. Le groupe de cibles constitué d'une cible catalyseur, de ses inputs et de ses outputs constitue un paquet de cibles interdépendants. Pour finir, (iii) il faudra regrouper certains paquets de cibles au regard des liens d'interdépendances entre leurs cibles catalyseurs ; on s'inspire dans ce cas de la théorie input / output tout en tenant compte des réalités / spécificités de la Région d'étude.

A cette étape, l'équipe de travail hiérarchisera / priorisera les paquets de cibles intégrées au regard de leurs importances pour la Région. Une première hiérarchisation / priorisation sera réalisée par tous les participants à la réunion au regard de l'acuité de la problématique que pose le paquet de cibles pour la Région. La hiérarchisation des paquets sera finalisée / validée par l'ensemble des participants à la séance plénière de présentation des travaux des groupes de travail ; il faut donc consacrer suffisamment de temps à cette séance de présentation en plénière des résultats des groupes de travail.

Etape 2 : Identification des goulots et proposition de solutions

Pour chaque paquet de cibles intégrées, l'équipe de travail aura à identifier la problématique de développement. Il s'agit d'identifier les goulots / obstacles à la mise en œuvre des packages dans la Région. Une analyse diagnostique de la problématique de développement qu'incarne le paquet de cibles sera réalisée. Cette analyse diagnostique devra être le plus contextualisé possible ; elle doit être soutenue par les statistiques et ou les faits stylisés (faits marquants et caractéristiques de la Région). A partir de l'analyse diagnostique, l'équipe de travail procédera à la définition des approches de solution.

Etape 3 : Identification des interventions à mettre en œuvre

La troisième étape du processus d'identification des packages d'interventions sera consacrée à l'identification des interventions /projets d'investissement à mettre en œuvre pour réaliser les paquets de cibles intégrées. Pour chaque paquet de cibles intégrées, et au regard de l'analyse diagnostic et des solutions, l'équipe de travail aura à proposer les projets /programmes assorties d'activités principales à réaliser. Les projets / programmes ne doivent pas être spécifiques à une cible donnée ; ils doivent permettre de matérialiser les liens d'interactions entre les cibles du paquet en vue de capitaliser leur effet d'entraînement. Il faut absolument tenir compte de liens entre les cibles du paquet lors de la définition des activités de chaque intervention. Il y a une question importante à se poser à chaque fois : quelle est la cible à toucher / mettre en œuvre pour impacter positivement le plus grand nombre de cibles du paquet ? Une seconde question à se poser est la suivante : quelles sont les actions / activités à programmer pour la présente intervention pour tenir compte des liens entre les autres cibles du paquet ? Ensuite pour chaque intervention / projet, l'équipe de travail va définir le délai de mise en œuvre et les coûts estimatif par année. Il s'agit de réaliser le costing de la mise en œuvre de chaque paquet de cibles intégrées.

Etape 4 : Hiérarchisation des interventions

L'équipe de travail procédera enfin à la hiérarchisation des interventions au sein de chaque paquet de cibles intégrées. Cette hiérarchisation consiste à identifier les interventions /cibles ODD sur lesquelles il faudra agir pour avoir le plus d'impact positif sur les autres cibles du paquet. On se posera la question suivante : qu'est ce qu'il faut toucher / bouger pour faire évoluer de façon positive la majorité des cibles sinon l'ensemble du paquet. Enfin, le résultat des travaux d'identifications des packages d'interventions est présenté dans le tableau ci-après.

ODD/Cibles	Encodage	Domaine / Secteur tel qu'identifié dans les principaux documents de planification	Stratégie nationale de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs nationaux pour les cibles spécifiques	Stratégie sectorielle de développement. Identifier l'Objectif/Cible la plus proche présentée dans le document abordant les questions correspondant à un ODD cible	Identifier les indicateurs sectoriels pour les cibles spécifiques	Institution responsable de la mise en œuvre de la cible (Ministères de tutelle)	Autre commentaire pertinent concernant ce secteur cible prioritaire dans les stratégies de développement ?
1.1. D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 US dollar par jour)	11	Genre et groupe vulnérable	DSCR P ₁₁₅ Améliorer l'autonomisation des femmes, particulièrement en ce qui concerne les capacités économiques	Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole, Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire, Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur			Plan, Finances, Economie, Budget, Genre, Emploi, Affaires sociales	
	11	2	DSCR P ₁₁₅ Assurer un taux de croissance réel moyen du PIB de 7,2% par an sur la période pour réduire la pauvreté.					

5. Conclusion

Le processus d'identification des packages d'interventions a pour finalité de mettre en place un plan d'actions de mise en œuvre des ODD pour la Région. Ce plan d'action sera actualisé à chaque évaluation à mi-parcours des ODD. Il s'agira d'un document stratégique de mobilisation financière pour la mise en œuvre des ODD dans la Région.

La mise en œuvre des ODD sera réalisée sous le leadership du Chef de la Région / Gouverneur de Région. Celui-ci devra réunir chaque année les acteurs du secteur privé, les acteurs du secteur public, les partenaires techniques et financiers et les acteurs au développement de sa Région autour de la question du financement des cibles prioritaires ODD de la Région. Deux ateliers de suivi du plan d'action de mise en œuvre des ODD peuvent être organisés chaque année à cet effet. Un premier atelier de démarrage des activités au cours duquel il sera présenté aux acteurs les ambitions de réalisation des cibles prioritaires en termes de projet de développement. Les acteurs seront appelés à prendre des engagements en vue de financer les projets qui sont en lien avec leurs domaines de compétence. Un deuxième atelier sera organisé pour faire le bilan de la réalisation, capitaliser les leçons apprises et lancer les bases des activités pour l'année suivante. Une plateforme d'échange entre les acteurs devra être mise en place en vue d'assurer une communication permanente entre les acteurs au développement de la Région.

Références

Le Blanc David (2015).

"Towards integration at last? The sustainable development goals as a network of targets".
DESA Working Paper No. 141 ST/ESA/2015/DWP/141.

Rawls John (1999).

"A Theory of Justice", revised edition.
Belknap Press; Revised edition (September 30, 1999).

United Nations (2015).

"The Millennium Development Goals Report 2015".
New York.

Weitz Nina (2014).

"Cross-sectoral integration in the Sustainable Development Goals: a nexus approach".
Stockholm Environment Institute. Sweden.

Annexe 5.

Liste des acteurs régionaux

N°	Nom et prénom	Fonction - Organisme
01	Andrianirina Rijaniaina	Coordonnateur CSA Miarinarivo
02	Rabary M. Patrick	Directeur Régional TEFPLS
03	Rafanomezantsoa Andry	Directeur Régional MFR
04	Rajhonson Soloniaina	Représentant DRTP Itasy
05	Andriarilala F. D. Hajaina	Chef CSB II Ambohimasina
06	Ravaonasoloniaina E. Marcelle	Chef ZAP Ambohimasina
07	Randriananja Alfred	Journaliste TVM-RNM Itasy
08	Fily Golbert	OA CDT GPT (GN) Itasy
09	Rakotoniaina Sylvie	Animatrice GIRE Coopération RNA-RI
10	Brodu Marine	AT Coopération Nouvelle Aquitaine
11	Razafimbelo Jeanne Eulalie	Directeur DRAE Itasy
12	Rakely Donat Joseph	Facilitateur MEF
13	Rabentialofana Sahondra	Chef SREP Itasy
14	Rabemanotrana Landry	Facilitateur DGEP
15	Andriamihaja Herbert Léonard	Facilitateur MID
16	Eric François	Représentant SR STAT Itasy
17	Rakotoarilalaniaina Charlot	Maire Ampary
18	Rakotomahenina Andrianalison	Université Itasy
19	Andriamanjanahary Kiady	Président CS Commune
20	Andriamita Harilanto	DRAM
21	Baholinomenjanahary A.	Responsable CECJ Itasy
22	Rafidimanantsoa Donné	DE – CRFPA
23	Radily Soary Njaka	Chef Projet DREN Itasy
24	Nivoarilalanjatovo	Maire Mahavelona
25	Razanakoto Avotra F.	Responsable SENF DREN Itasy
26	Rakotondramanana Salmuël S. M.	Maire Soamahamanina
27	Raherimanjato Mamitina	Maire Andranomiely
28	Rafalijaona	Maire Arivonimamo II
29	Randrianarisoa Manoa	Maire CU Arivonimamo
30	Rajaonarison Zo Lalaina	Directeur SP OPCI – 3AI
31	Razafimahatratra Romain	DRTFP Itasy
32	Rakotoniaina José	DREAH Itasy
33	Ramarofidy Andriaminajo	CR Agrisud Itasy
34	Andriambolanarivo Parisoa	Maire Imerintsiatosika
35	Randriampenomaro Harimanana	Opérateur Agriculture
36	Ravaonorolala Voahangy	DID Région Itasy
37	Andrianjaka Tahina	Chef SRA DRAE

N°	Nom et prénom	Fonction - Organisme
38	Rakotoniaina Fenohertiana Dina	DR FDA Itasy
39	Ramampitovonanahary Venance	Chef CSB II Antongona
40	Randrianianja Lantotiana	Adjoint au Maire CR Ambohimasina
41	Randriampenoso Jaona Herimanga	Trésorier Communal Morarano
42	Benjaniana F. Rado M.	Maire Commune Morarano
43	Ravelomananarivo	Chef SRL DRI Itasy
44	Rasolonjatovo Lantosoa Lalaina	Chef Service ORTM Itasy-Bongolava
45	Ravaoalimanana Nourdine P.	Chef ZAP
46	Randriamahazaka Odon	SRCISQEP/DRAP
47	Razafindrabe Liva	Journaliste DRCC Itasy
48	Ralainaivo Rivohery	Chef CAB DRSP Itasy (Sécurité)
49	Randrianarimanana Serge Gérard	DRPEB Itasy
50	Ranaivomaro Maxime	DE CCI Itasy
51	Leondaris Germain	Justice et Paix
52	Randriamiarinjato Jean Olivier	Gérant PROSEMA
53	Herinjanahary Tobisoa Mampionona	DILAE
54	Rakotoarison Haingo	Chef Service Protection Sociale DRP
55	Rakotonandrasana Ange Christina	Adjointe au Maire CU Soavinandriana
56	Jaoriziky Patricia	Chef SRI DRICC
57	Tokiniaina Fenonirina E.	Intercollectivité Région Itasy
58	Rivolalao Tolojanahary	Pdt Régional TTMR Itasy
59	Rasamitiana Veromanitra Ija	Chef Service Tourisme Artisanat
60	Razakarison Jules Marino	Chef Service
61	Rakotonindrainy Manitra	Représentante CIREDD
62	Hajarisoa Aline	DRETFP Itasy
63	Rasolofoson Mamy Aristide	LTP Soavinandriana
64	Andriamamonjisoa Dimby Nirina	Provisur LTP Soavinandriana
65	Andrianirinah Bako Toky Niaina	Assistante Technique
66	Randrianarison Rivo Setra	Maire CR Amberomanga
67	Rakotomaria Hantanirina	Assesseur IESSJ Université
68	Rabenjamina Njivaharivolavahatriniaina	Adjoint au Maire Tamponala
69	Raharimalala R.	Maire
70	Rajerimanana Naly	Facilitateur INDDL – MID
71	Rabearivelo Armand	Agent de développement
72	Rakoto Heriniaina Onja	Spécialiste ODD AIED-PNUD
73	Razafimahafaly Fanjamalala	PCA ORTITA
74	Razafindranaivo Ange N.	Membre VOI
75	Rakotoarimanana Patrick Olivier	Maire CU Soavinandriana
76	Rajohson Louis Joseph	Consultant PNUD
77	Randrianomenjanahary Vonjy	AF PNUD